



Sous la direction du Prof. Christophe Clivaz

TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET RÉGIMES URBAINS : ANALYSE DU CAS DE MONTREUX

MÉMOIRE-RECHERCHE

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Tourisme
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en études du tourisme

par
Géraldine SAUTHIER

de
Conthey, Valais

Mémoire No.....

SION
Septembre 2011

REMERCIEMENTS

Mes plus sincères remerciements vont :

- Au Professeur Christophe Clivaz, directeur de ce travail, qui m'a éclairée dans mes choix et m'a apporté son avis critique,
- Au Professeur Stéphane Nahrath, qui a accepté d'officier en tant qu'expert,
- A Julie Lapointe Guigoz, doctorante en histoire à l'Université de Lausanne, qui m'a procuré de nombreuses informations grâce à son excellente connaissance du cas de Montreux et qui m'a initiée à la recherche historique,
- A Evelyne Lüthi-Graf, responsable des Archives de Montreux, et toute son équipe, qui, par leur disponibilité et leur efficacité, m'ont permis de gagner un temps précieux en m'orientant rapidement dans le dédale des archives montreusiennes,
- A Eric, pour son soutien tout au long de ce travail,
- Finalement, à mes parents, qui m'ont soutenue et encouragée durant toutes mes études.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Ce travail se propose d'étudier la manière dont l'analyse des régimes urbains permet d'expliquer la trajectoire de développement touristique de Montreux. Après une présentation du cadre théorique, en particulier la théorie des régimes urbains proposée par Clarence Stone, le développement historique et touristique de Montreux entre 1850 et 2010 sera retracé. Ensuite, trois périodes seront choisies d'après leur dimension touristique pour l'analyse du régime urbain : les années 1900-1914, correspondant à une augmentation de la touristicité, celles 1950-1970, où la touristicité a stagné et, finalement, l'intervalle 1990-2010, qui coïncide avec le déclin de la touristicité et son remplacement par une autre fonction économique dominante. Cette étude des régimes se fera selon quatre dimensions : la configuration d'acteurs, ceux-ci étant séparés en trois sphères (la sphère politique, la sphère économique et la sphère civile), les objectifs de législature, les ressources à disposition et les débats et conflits. Enfin, il s'agira de mettre en parallèle les moments choisis de la trajectoire ainsi que les différents types de régimes urbains trouvés afin de voir comment les deux éléments peuvent être reliés.

Mots-clés : *régime urbain, touristicité, Montreux, trajectoire de développement*

This research studies how urban regime analysis allows explaining the touristic evolution trajectory of Montreux. After a presentation of the theoretical framework, in particular the urban regime analysis evolved by Clarence Stone, the historical and touristic evolution trajectory of Montreux between 1850 and 2010 will be recounted. Then, three periods will be chosen according to their touristic dimension for the analysis of the urban regime : the years 1900-1914, which correspond to an increase of the touristicity, the years 1950-1970, during which the touristicity stagnated and the years 1990-2010, which correspond to the decline of the touristicity and its replacement by another economic dominant function. This regime analysis will be made depending on four dimensions : the actors, separated in three spheres (the political sphere, the economic sphere and the civil sphere), the objectives, the resources and the debates and conflicts. Finally, we will draw a parallel between the selected moments of the trajectory and the different sorts of urban regimes in order to see how the two elements can be linked.

Keywords : *urban regime, touristicity, Montreux, evolution trajectory*

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION ET PROBLÉMATIQUE	1
1.1 Introduction.....	1
1.2 Problématique.....	2
2. LA VARIABLE DÉPENDANTE : LA TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT	4
2.1 La qualité des lieux et la touristicité	4
2.2 Dimensions de la touristicité	5
3. LA VARIABLE INDÉPENDANTE : LE SOUS-CAPITAL GOUVERNANCE	7
3.1 La ville comme machine de croissance	7
3.2 La théorie des régimes urbains	9
3.2.1 Clarence Stone et la ville d'Atlanta	9
3.2.2 Limites et apports de la théorie des régimes urbains.....	12
3.3 Dimensions permettant d'appréhender les régimes urbains.....	14
4. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	16
5. MÉTHODOLOGIE ET OPÉRATIONNALISATION	17
5.1 Méthodologie et choix des sources	17
5.2 Contexte spatio-temporel	18
6. LA TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MONTREUX	20
6.1 Screening historique.....	20
6.1.1 Situation pré-touristique : avant 1850	20
6.1.2 L'âge d'or du tourisme : de 1850 à 1914	21
6.1.3 Les deux guerres mondiales et l'entre deux-guerres : 1914 à 1945.....	25
6.1.4 Vers un tourisme de congrès : 1945 à 1980	26
6.1.5 Des années difficiles au redémarrage économique : 1980 à 2010	28
6.2 Synthèse du screening selon les dimensions de la touristicité	30
6.2.1 Evolution du nombre de lits	30
6.2.2 Evolution du taux de fonction touristique	31
6.2.3 Données économiques	32
6.3 Choix des périodes à analyser	34
7. L'ANALYSE DES RÉGIMES URBAINS	36
7.1 Période 1900-1914	36
7.1.1 Analyse des acteurs	36

7.1.2	Analyse des objectifs de législature.....	39
7.1.3	Analyse des ressources à disposition	41
7.1.4	Analyse des conflits et débats	42
7.1.5	Type de régime urbain	44
7.2	Période 1950-1970	45
7.2.1	Analyse des acteurs	47
7.2.2	Analyse des objectifs de législature.....	50
7.2.3	Analyse des ressources à disposition	51
7.2.4	Analyse des conflits et débats	53
7.2.5	Type de régime urbain	56
7.3	Période 1990-2010	57
7.3.1	Analyse des acteurs	57
7.3.2	Analyse des objectifs de législature.....	62
7.3.3	Analyse des ressources à disposition	64
7.3.4	Analyse des conflits et débats	66
7.3.5	Type de régime urbain	71
8.	MISE EN PARALLÈLE DE LA TRAJECTOIRE ET DES DIFFÉRENTS RÉGIMES URBAINS.....	74
8.1	Période 1900-1914	74
8.2	Période 1950-1970	75
8.3	Période 1990-2010	77
8.4	Comparaison des régimes urbains	79
8.5	Test des hypothèses de recherche.....	82
9.	CONCLUSION	86
10.	BIBLIOGRAPHIE.....	89
	Références bibliographiques.....	89
	Sources.....	91

TABLE DES ILLUSTRATIONS

- Fig. 1 : Triangle figurant un régime urbain
- Fig. 2 : Carte de Montreux vers 1830 (Guesnet, 1992, p. 87)
- Fig. 3 : Carte de Montreux vers 1890 (Guesnet, 1992, p. 88)
- Fig. 4 : Carte de Montreux en 1914 (Guesnet, 1992, p. 88)
- Fig. 5 : Carte de Montreux en 1970 (Guesnet, 1992, p. 89)
- Fig. 6 : Evolution du nombre de lits hôteliers à Montreux entre 1850 et 2009
- Fig. 7 : Evolution du taux de fonction touristique à Montreux entre 1850 et 2009
- Fig. 8 : Evolution des secteurs économiques à Montreux entre 1920 et 2009
- Fig. 9 : Structure administrative de Montreux jusqu'en 1962 (Guesnet, 1992, p. 41)
- Fig. 10 : Organisation des acteurs de Montreux (1900-1914)
- Fig. 11 : Organisation des acteurs de Montreux (1950-1970)
- Fig. 12 : Organisation des acteurs de Montreux (1990-2010)

1. INTRODUCTION ET PROBLÉMATIQUE

1.1 Introduction

La trajectoire d'évolution des lieux touristiques constitue un sujet d'étude extrêmement vaste et complexe. Cette problématique forme le cœur du projet de recherche *Entre abîme et métamorphose : recherche interdisciplinaire sur le développement des stations touristiques*, qui va démarrer prochainement au sein de l'Unité d'enseignement et de recherche en études du Tourisme de l'Institut Universitaire Kurt Bösch. Ce projet identifie tout d'abord trois types de trajectoire de développement possibles pour les stations touristiques (Darbellay et al., 2011). La première correspond au déclin suivi de l'arrêt de l'activité touristique à la suite de crises externes ou internes, voire même des deux à la fois. Dans ce cas, la fonction touristique n'est pas remplacée par une autre fonction économique, alternative au tourisme. Ce type de développement sera identifié comme un *abîme*. Puis, le deuxième type de trajectoire est caractérisé par le fait qu'il y a, au fil du temps, une persistance de la fonction touristique comme fonction économique dominante. La station se trouve dans un processus constant d'innovation qui lui permet de s'adapter à l'évolution des différentes pratiques touristiques. Ce type de trajectoire sera nommé *relais*, symbolisant ainsi le fait qu'il existe une certaine continuité entre les différentes crises et les divers changements auxquels la station a dû faire face. Finalement, la troisième trajectoire consiste à la transformation de la station en un lieu où la fonction économique dominante n'est plus le tourisme. Ceci correspond à ce qui est identifié comme une sortie réussie du tourisme, via une reconversion économique. Le lieu devient autre chose qu'une station touristique, évoluant, la plupart du temps, vers une ville, grâce à l'augmentation de son urbanité. La *métamorphose* sera le nom attribué à ce dernier type d'évolution.

Une fois ces trois types de trajectoire de développement identifiés, le but de ce projet de recherche sera d'essayer de les comprendre, via la définition d'un nouveau concept, le *capital touristique*. Toujours selon Darbellay et al. (2011), celui-ci est composé de trois régimes, chacun étant divisé en deux sous-capitaux. Tout d'abord, le *régime d'habitabilité* s'intéresse à la manière dont l'espace touristique est construit par les différents acteurs au fil du temps. Ce régime comprend deux dimensions : le sous-capital urbain, soit les conditions dans lesquelles les touristes vont habiter leur lieu de séjour, et le sous-capital réputationnel, c'est-à-dire l'image de marque de la station et les différentes stratégies communicationnelles mises en place. Ensuite, le *régime d'accumulation* est constitué du sous-capital monétaire, représentant l'ensemble des investissements, et du sous-capital connaissances, qui comprend la capacité d'apprentissage et les processus de diffusion de la connaissance. Enfin, la combinaison du sous-capital gouvernance, soit la configuration des acteurs économiques et politiques ainsi que leur capacité à coopérer, et du sous-capital ressourciel, recouvrant le mode de gestion des ressources biophysiques, infrastructurelles, culturelles ou esthétiques qui sont utilisées dans le cadre de l'activité touristique, forme le *régime politique*. Une fois le *capital touristique* décomposé en ces six dimensions, l'hypothèse de base est la suivante : les différents changements dans la trajectoire peuvent être expliqués par la capacité du lieu à accumuler ou non du *capital touristique*. Autrement

dit, la présence, ou non, ainsi que le degré de présence des diverses composantes de ce capital permettent d'éclairer la trajectoire prise par le lieu.

Afin de tester empiriquement cette hypothèse de recherche, un cas d'étude a été choisi pour chacune des trois trajectoires. Il s'agit de Finhaut pour l'abîme, de Zermatt pour le relais et de Montreux pour la métamorphose. De plus, mentionnons que chaque lieu sera analysé sur la totalité de sa trajectoire depuis le début de l'activité touristique jusqu'à l'année 2010. L'objectif de cette recherche consistera alors à déterminer les différents facteurs explicatifs, qu'ils soient sociaux, culturels, politiques, économiques, symboliques et environnementaux, qui influent sur les trajectoires historiques de développement des lieux touristiques.

1.2 Problématique

En s'inscrivant dans cette problématique générale des trajectoires, cette recherche portera sur une petite partie du projet *Entre abîme et métamorphose*. Avant toute chose, il a fallu circonscrire le périmètre sur lequel nous allons nous pencher. De par les contraintes temporelles limitant ce travail, un seul sous-capital a pu être analysé. Nous avons opté pour celui concernant la gouvernance, en raison des différents cours que nous avons pu avoir sur le sujet. De même, seul un type de trajectoire, en l'occurrence un cas d'étude, a pu être traité. C'est celui de Montreux, symbolisant la métamorphose, qui a été choisi. En effet, une trajectoire de sortie réussie du tourisme semblait particulièrement intéressante à étudier. De plus, une rapide recherche a pu montrer une facile accessibilité des données historiques pour ce lieu, via notamment des articles de journaux, des travaux de recherche universitaires et des ouvrages. Ainsi, en restreignant la problématique générale des trajectoires posée en introduction, il s'agira d'étudier de quelle manière le sous-capital gouvernance permet d'expliquer la trajectoire de développement touristique de Montreux.

Pour cela, nous commencerons par établir un survol historique de la trajectoire de développement de Montreux, depuis le début de l'activité touristique, qui se situe en 1850, jusqu'en 2010. Cette trajectoire constitue notre première variable, celle dépendante, qui représente le phénomène que nous chercherons à expliquer. Ensuite, la seconde, la variable indépendante, aura pour objectif de permettre d'expliquer cette trajectoire. Elle sera incarnée par le sous-capital gouvernance de Montreux. Cependant, toujours pour cause de contraintes de temps, il ne sera pas possible d'étudier le sous-capital gouvernance sur l'ensemble de la trajectoire de développement. Nous sélectionnerons donc uniquement trois moments de la trajectoire pour lesquels ce sous-capital sera examiné. Et de manière à pouvoir disposer d'une analyse comparative, ces tronçons de trajectoire seront choisis notamment par rapport à leur dimension touristique : la première période aura une touristicité en augmentation, la deuxième une touristicité stagnante et la troisième une touristicité en déclin assortie de la métamorphose, c'est-à-dire le remplacement de la fonction touristique par une autre fonction économique dominante. La question principale qui guidera notre recherche sera alors la suivante : de quelle manière et jusqu'à quel point l'analyse des régimes urbains permet-elle d'expliquer les différents moments de la trajectoire de

développement de Montreux ? Une fois effectuée l'analyse des régimes urbains durant ces trois périodes, nous mettrons en parallèle le sous-capital gouvernance et les portions de la trajectoire, afin de voir comment les deux variables peuvent être reliées. Après cela, une comparaison entre les régimes urbains de chaque période choisie aura pour but d'expliquer la différence entre les trois portions de trajectoire. Enfin, dans l'optique de la mise en place du projet de recherche *Entre abîme et métamorphose : recherche interdisciplinaire sur le développement des stations touristiques*, la question de sa faisabilité sera également traitée en filigrane tout au long de ce travail, en relevant les difficultés et les contraintes de son application.

Mais avant de débiter l'analyse empirique de notre cas d'étude, il convient de présenter les deux variables de notre recherche. Pour chacune, en commençant par la variable dépendante, il s'agira de décrire le cadre théorique dans lequel elle s'insère, avant d'exposer les différentes dimensions qui nous permettront de la saisir.

2. LA VARIABLE DÉPENDANTE : LA TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT

Comme présenté dans la partie introductive, le phénomène que nous aurons à cœur d'expliquer dans cette recherche est constitué par la trajectoire de développement touristique de Montreux. Nous avons ainsi besoin d'un cadre théorique qui nous permette de saisir cette évolution. Celui de la qualité des lieux apparaît comme tout à fait pertinent pour répondre à notre problématique.

2.1 La qualité des lieux et la touristicité

La qualité d'un lieu a été définie comme étant « *ce qui est propre à un objet, à un espace, à un être, pris comme genre ou individuellement, et qui le fait tel, qui contribue à le définir, absolument ou par rapport à un usage, une stratégie donnés* » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 409). Autrement dit, la qualité d'un lieu regroupe l'ensemble des caractéristiques qui le définissent. En géographie, la question de la qualité des lieux permet d'étudier leurs propriétés, notamment dans le but d'établir des typologies et de les classer. De plus, malgré le sens qu'on lui donne généralement, le terme de qualité est totalement neutre et non pas forcément positif. En effet, un objet peut avoir des qualités positives ou négatives. De manière générale, la qualité d'un espace comprend trois dimensions principales :

- sa mondialité, c'est-à-dire sa dimension mondiale et la manière dont il s'insère dans le processus de mondialisation,
- son urbanité, comprise comme étant son caractère urbain,
- sa touristicité, soit son caractère touristique.

Dans notre recherche, nous allons étudier la trajectoire de développement de Montreux sous l'angle d'une seule dimension, celle de la touristicité. Il est vrai que nous cherchons à voir les différentes variations dans le caractère touristique de Montreux, notamment l'affaiblissement de la dimension touristique qui permettra de laisser la place à une autre fonction économique dominante. La dimension mondiale de Montreux n'apparaît pas comme un élément pertinent à étudier dans le cadre de ce travail, car nous privilégions l'échelle d'analyse locale. Enfin, la dimension urbaine ne sera, de même, pas traitée, car, selon le cadre théorique du projet de recherche *Entre abîme et métamorphose* dans lequel se situe notre recherche, l'urbanité du lieu est considérée comme un élément explicatif des trajectoires de développement, avec les cinq autres sous-capitaux décrits dans l'introduction. Or, comme précisé précédemment, nous considérons uniquement le sous-capital gouvernance comme facteur explicatif.

Par conséquent, nous allons nous concentrer sur la dimension touristique de l'espace, à travers la notion de touristicité. Selon l'Equipe MIT, « *la touristicité d'un lieu exprime son degré de mise en tourisme* » (Equipe MIT, 2002, p. 301). En d'autres termes, la touristicité rend compte du fait qu'un espace est touristique à un certain degré. Cette notion comprend de manière générale l'ensemble des éléments qui interviennent dans la constitution d'un lieu afin de rendre possibles les pratiques touristiques. Ainsi, elle sous-entend une articulation complexe d'acteurs, d'infrastructures et de pratiques. Précisons

encore que la touristicité est une notion évolutive dans le temps. Elle constitue donc un instantané, à un certain moment, de la dimension touristique du lieu.

Ce concept à présent défini, il reste à déterminer comment nous allons parvenir à étudier l'évolution de la touristicité de Montreux. A ce propos, soulignons que « *contrairement à ce que l'on croit souvent et à ce que laisse penser l'opposition qualitatif-quantitatif, bien des qualités peuvent se mesurer* » (Brunet et al., 1993, p. 410). Cette remarque se révèle loin d'être anodine car elle nuance la dichotomie habituellement admise entre les dimensions qualitatives et quantitatives, et énonce que les secondes peuvent tout à fait permettre d'évaluer les premières. Grâce à cette observation, nous allons pouvoir, dans la partie suivante, définir les dimensions qui nous aideront à saisir la touristicité au fil du temps en incluant des critères quantitatifs.

2.2 Dimensions de la touristicité

La définition des dimensions grâce auxquelles sera appréhendée la touristicité pose deux difficultés. Tout d'abord, il est nécessaire que les différentes données soient disponibles sur l'ensemble de la période étudiée, c'est-à-dire les 160 années allant de 1850 à 2010. En effet, il ne servirait à rien de disposer d'une certaine donnée uniquement sur un court laps de temps car, dans ce cas, il ne serait pas possible d'effectuer une comparaison entre les années ni de pouvoir analyser la touristicité sur l'ensemble de la trajectoire de développement. La deuxième difficulté est constituée par le fait que, une fois assuré que l'on puisse disposer de la donnée sur toute la durée de la période qui nous intéresse, il faut encore que la manière dont elle a été comptabilisée reste identique. Dans le cas contraire, nous aurons à nouveau le même problème, à savoir que la comparaison entre les années ne sera pas correcte. D'après ces considérations, quatre dimensions de la touristicité ont été définies.

La première manière de saisir la touristicité consiste à s'intéresser à l'hébergement, celui-ci étant l'indicateur le plus utilisé pour mesurer le degré de mise en tourisme. Cela est dû au fait que « *l'hébergement constitue la plus visible et la plus tangible des manifestations du phénomène touristique* » (Pearce, 1987/1993, p. 172). Dans notre cas, nous allons nous en tenir à l'hébergement hôtelier, c'est-à-dire compter le nombre de lits d'hôtels. Cet indicateur nous donnera une bonne idée de la touristicité, les hôtels constituant l'infrastructure par excellence destinée aux touristes. De la sorte, le nombre de lits hôteliers existants se trouve directement lié à l'activité touristique. De plus, l'avantage de cette donnée est qu'elle a été calculée dès les premiers moments du tourisme à Montreux. Nous pouvons alors la trouver de manière continue à travers le temps, exception faite des années 1914-1918, période de guerre pendant laquelle la récolte de telles données n'était bien évidemment de loin pas une priorité. Notons que les chiffres qui seront donnés concernant le nombre d'hôtels et le nombre de lits ont été tirés, dans la mesure du possible, des recensements fédéraux de l'Office Fédéral de la Statistique. Les données qui manquaient dans ces inventaires ont été trouvées dans l'ouvrage de Mettler (1979) sur l'hôtellerie à Montreux. Ainsi, sans mention supplémentaire, les chiffres proviennent de l'OFS, tandis que nous préciserons ceux qui sont tirés de la deuxième source. Indiquons de plus que les recensements fédéraux ont été effectués par les autorités tous les 10 ans, hormis l'inventaire de 1920, repoussé cinq ans plus tard.

Le deuxième critère qui va nous permettre d'évaluer la touristicité est le taux de fonction touristique de Defert. Ce taux $T(f)$ « mesure l'activité ou l'intensité touristique telle qu'elle se manifeste à travers la juxtaposition de deux populations : les visiteurs et les visités » (Pearce, 1987/1993, p. 175). Ce nombre s'obtient en calculant le rapport entre le nombre de touristes qui peuvent être accueillis, c'est-à-dire, dans notre cas, le nombre de lits hôteliers, et la population permanente. Le taux de fonction touristique permet donc de révéler la dépendance du lieu au tourisme, car il constitue une approche statistique de la touristicité, ainsi que le souligne l'Equipe MIT (2002). Par exemple, si l'on trouve, pour une certaine période, un taux de fonction touristique équivalent à 0,7, cela signifie que pour 100 habitants permanents, le lieu peut accueillir 70 touristes. Dans ce cas, la dépendance du lieu vis-à-vis du tourisme apparaît comme élevée. A l'inverse, un taux de fonction de 0,1 révèle une moindre dépendance envers l'activité touristique. Le calcul de ce taux nécessite de connaître, outre le nombre de lits hôteliers qui constitue la dimension précédente, la population résidente. A nouveau, toutes les indications concernant le nombre d'habitants de Montreux ont été tirées des recensements fédéraux établis par l'Office Fédéral de la Statistique.

Les deux dernières dimensions qui seront utilisées touchent l'emploi et l'économie. Nous regarderons tout d'abord l'évolution de la population active tertiaire. Comme le relève l'Equipe MIT (2000), celle-ci constitue « *un autre critère pertinent [...], le tourisme impliquant un fort développement du secteur des services* » (Equipe MIT, 2000, p. 3). Cependant, ce critère se révèle insuffisant à lui seul, car, si le tourisme appartient au secteur tertiaire, ce n'est de loin pas la seule activité à y figurer. En regardant uniquement le taux d'emploi du tertiaire, nous ne pourrions pas savoir s'il s'agit d'emplois dans le tourisme, l'enseignement, la vente ou encore la santé. Il faut donc utiliser un quatrième et dernier critère qui va nous permettre d'évaluer la touristicité. Il s'agit des données économiques, plus particulièrement l'apport financier du tourisme dans le revenu global du lieu. Celles-ci se sont malheureusement révélées ardues à trouver. Il ne semble, en effet, pas exister de statistiques concernant les apports du tourisme en pourcentage du PIB au niveau de la commune de Montreux. Cela est certainement dû au fait que le tourisme est une activité économique mobilisant plusieurs secteurs, notamment l'hôtellerie, la restauration ou encore les transports, et qu'il est difficile, au sein de ces derniers, d'isoler la part produite par le tourisme. Les différentes entités auxquelles nous nous sommes adressés, que ce soient les Archives de Montreux, Promove¹, Montreux-Vevey Tourisme ou la commune de Montreux, ne tiennent pas de telles statistiques, tandis que certaines données économiques sont gardées confidentielles. Cependant, nous avons pu trouver plusieurs informations dans les mémoires universitaires de même que dans divers articles de journaux locaux et régionaux, mais celles-ci n'étaient pas fournies régulièrement sur toute la durée de la trajectoire. Ainsi, faute de série continue de chiffres, nous avons utilisé ce dernier critère sur l'apport financier du tourisme uniquement pour déterminer le moment de la métamorphose, c'est-à-dire la fin de la fonction touristique comme fonction économique dominante.

¹ Promove est l'Association pour la promotion économique de la Riviera.

3. LA VARIABLE INDÉPENDANTE : LE SOUS-CAPITAL GOUVERNANCE

Étudions à présent la variable qui nous permettra d'expliquer la trajectoire de développement touristique de Montreux. Le sous-capital gouvernance sera appréhendé via le cadre théorique des régimes urbains, proposé par le politologue américain Clarence Stone. Mais, avant de découvrir cette approche, nous allons commencer par un bref descriptif de la théorie qui a, en quelque sorte, précédé celle des régimes urbains, soit la ville comme machine de croissance.

3.1 La ville comme machine de croissance

Selon DiGaetano et Klemanski (1993), jusqu'au début des années 1970, les sciences sociales étudiant la ville s'étaient plutôt concentrées sur l'aspect sociologique du pouvoir, c'est-à-dire sur la question de qui gouverne les villes américaines. C'était le cas par exemple du fameux *Who Governs ?*, écrit par Dahl en 1961². Le débat opposait alors les pluralistes, qui voyaient le pouvoir comme réparti entre différents groupes d'intérêts, et les défenseurs des théories élitistes, pour qui le pouvoir politique se concentrait entre les mains d'un nombre limité d'acteurs. Dès les années 1970, le cadre de référence sur les structures du pouvoir se déplace peu à peu vers un paradigme politico-économique, via lequel est étudiée la manière dont le clivage entre l'Etat et le marché façonne les structures urbaines. Initialement, le pouvoir local n'était pas pris en compte, car, à ce moment-là, on voyait les politiques des villes comme résultant de changements économiques et sociaux à l'échelle nationale et internationale. La théorie de la ville comme machine de croissance permet ensuite de relier ce paradigme politico-économique aux théories concernant les structures locales du pouvoir.

En 1976, Harvey Molotch proposa ainsi une nouvelle approche de la structure du pouvoir urbain dans son article *The city as a growth machine : toward a political economy of place*. Son idée de base est de considérer le territoire urbain comme une marchandise commercialisable et, donc, produisant richesse et pouvoir. Chaque propriétaire d'une portion de territoire luttera alors, au détriment des autres, afin que la valeur de son bien augmente. Or, pour que cela soit possible, il faut que la ville connaisse une croissance. Ce désir de croissance urbaine va créer un consensus autour duquel les élites vont se regrouper. Ils ont, en effet, un intérêt commun au développement de la ville. Pour Molotch, la croissance est la destinée politique et économique inévitable de n'importe quel lieu³, a fortiori des villes. Et elle n'est pas seulement un des nombreux aspects parmi d'autres de la politique locale, mais apparaît bien comme la préoccupation centrale autour de laquelle va se construire le gouvernement urbain. Toutes les autres problématiques restent secondaires (Logan, Bridges Whaley & Crowder, 1997).

Plusieurs types d'acteurs, en particulier ceux qui ont le plus à gagner de la croissance, y participent activement (Molotch, 1976). Il y a tout d'abord les propriétaires fonciers,

² Dahl, R. (1961). *Who governs?* New Haven, CT : Yale University Press

³ « *the political and economic essence of virtually any given locality [...] is growth.* » (Molotch, 1976, p. 309-310)

désireux de voir le prix des terrains prendre l'ascenseur, ainsi que les hommes d'affaires et investisseurs locaux. Les politiciens jouent également un rôle important dans la croissance, car, par leurs décisions, ils participent à la mise en place d'un climat favorable aux nouvelles entreprises, via notamment un taux d'imposition avantageux ou la formation de main-d'œuvre qualifiée. Les grandes entreprises nationales sont aussi influentes : « *decisions made by private corporations also have major impact* » (Molotch, 1976, p. 312). Par exemple, lorsqu'une grande société nationale décide d'implanter l'une de ses succursales à un endroit, cela aura un impact sur l'utilisation et la valeur des parcelles aux alentours. De même, les médias locaux sont vus par Molotch comme des parties prenantes de la croissance, car ils profitent de l'augmentation du lectorat et des annonceurs. Ils auront, par conséquent, tout à gagner en publiant des articles plutôt orientés en faveur de la croissance, influençant de la sorte et de manière continue leurs lecteurs. Enfin, les entités publiques et semi-publiques jouent un rôle comparable aux médias locaux. C'est le cas, par exemple, des universités, qui ont besoin d'une augmentation du bassin de population pour pouvoir elles-mêmes se développer. La croissance signifie également pour elles une augmentation de leur financement.

Qu'en est-il de la « *working class* » ? Pour la majorité des travailleurs, la croissance est synonyme d'emplois. Cette idéologie est, selon Molotch (1976), véhiculée de manière extrêmement forte par les différents acteurs de la coalition, qui se gardent alors bien de mettre en avant les profits financiers qu'ils tirent du développement urbain. Ainsi, les travailleurs sont « *politically passive* » (Molotch, 1976, p. 325) et acceptent de manière naturelle toutes les politiques en faveur de la croissance urbaine. Malheureusement, comme le montre le politologue en comparant la croissance et le taux de chômage dans les 25 villes américaines où la croissance a été la plus forte entre 1950 et 1960 et entre 1960 et 1970, l'équation croissance égale emplois ne fonctionne pas (Molotch, 1976). En effet, dans la moitié de ces cas, le taux de chômage se situe au-dessus de la moyenne nationale. Molotch explique cela par le fait que les travailleurs sont mobiles et, les chômeurs voyant des possibilités d'emplois se développer dans un lieu en pleine croissance, ils vont y converger en surnombre par rapport aux postes vacants. Ainsi, les villes en forte croissance urbaine ne voient pas leur taux de chômage baisser.

En résumé, Molotch propose d'étudier le développement urbain sous l'angle de la compétition entre les différents acteurs locaux pour augmenter leur profit venant de la marchandisation de l'espace. Il s'intéresse en particulier aux buts recherchés par les différents membres de cette « *growth machine* ». Molotch, associé à John Logan, développera ces idées dans l'ouvrage *Urban fortunes : the political economy of place*, qui paraîtra en 1987. Cependant, l'un des reproches adressés à leur théorie est son caractère unidimensionnel car ils défendent l'idée que la croissance est l'unique trajectoire de développement possible pour les villes. La théorie des régimes urbains permet de proposer une vision plus large de cette problématique, en instaurant le régime de croissance comme une possibilité parmi d'autres de la gouvernance des villes (Logan & al, 1997). C'est pourquoi nous allons davantage nous concentrer sur cette approche.

3.2 La théorie des régimes urbains

3.2.1 Clarence Stone et la ville d'Atlanta

Le père de la théorie des régimes urbains se nomme Clarence Stone. Dans son ouvrage *Regime politics : governing Atlanta (1946-1988)* paru en 1989, il étudie la ville d'Atlanta et montre de quelle manière sa trajectoire de développement est liée à l'évolution de son régime urbain. Relevons plusieurs points intéressants concernant le cadre théorique qu'il propose.

Tout d'abord, pour Clarence Stone (1989 ; 2005), la théorie des régimes urbains permet d'aller plus loin que le cadre analytique pluraliste. Effectivement, l'idée centrale du pluralisme classique, qu'il va contester, est que le pouvoir urbain dépend du succès électoral. Autrement dit, via le suffrage et les élections, le peuple dispose d'un moyen de contrôle sur le développement d'une ville ou d'un lieu en général. De plus, comme la société est socialement fragmentée et que chacun vote selon ses intérêts immédiats, les inégalités politiques sont clairement disséminées. Ainsi, aucun groupe ne reste exclu politiquement de manière permanente. Les coalitions de gouvernement sont alors forcément instables. C'est sur ce point que porte la principale différence entre la théorie pluraliste et celle des régimes urbains. Pour Clarence Stone, le suffrage n'est qu'un instrument limité de contrôle par le peuple, pour la simple et bonne raison que le gouvernement élu ne peut pas résoudre les problèmes tout seul. Les impacts des politiques publiques dépendent de la mise en place d'actions complémentaires venant d'acteurs ou d'organisations non-gouvernementales, notamment la société civile. De la sorte, les acteurs institutionnels sont forcés de coopérer avec les différents acteurs privés. De plus, le gouvernement doit, en tout temps, établir des compromis et des arrangements avec les pouvoirs économiques. Le cadre d'analyse pluraliste ne tient pas compte des acteurs économiques, bien que ceux-ci, selon Clarence Stone, jouent un rôle très important dans le pouvoir urbain. En conséquence, à la vision pluraliste de la politique comme un processus ouvert et transparent grâce au suffrage, il lui oppose la définition de l'art des arrangements (« *the art of arranging* » (Stone, 2005, p. 311)), c'est-à-dire un processus extrêmement complexe nécessitant compétences et ressources⁴.

A partir de ces différents éléments, Clarence Stone définit la notion de régime comme « *the informal arrangements by which public bodies and private interests function together in order to be able to make and carry out governing decisions* » (Stone, 1989, p. 6). Cette définition comprend trois idées essentielles. La première est la capacité d'agir (« *...in order to be able...* »). En effet, un régime doit avoir la capacité d'élaborer et de réaliser différentes décisions liées à la gouvernance. Or, en travaillant seul, un gouvernement institutionnel ne dispose pas de cette capacité. Le deuxième point qui ressort de cette définition concerne les acteurs qui, en travaillant ensemble, obtiennent cette capacité à gouverner. Puisque les structures publiques ne peuvent le faire seules, il est nécessaire qu'elles collaborent avec les entités privées, qui disposent de leur côté

⁴ Le terme ressources est entendu au sens où le définit Clarence Stone, c'est-à-dire « *not just material matters but also such things as skills, expertise, organizational connections, informal contacts, and level and scope of contributing efforts by participants* » (Stone, 2005, p. 329).

d'importantes ressources, afin d'obtenir cette capacité à gouverner. L'ensemble des acteurs représentent donc des intérêts différents mais coopèrent. Clarence Stone les nomme « *governing coalition* » (Stone, 1989, p. 179). De plus, il insiste sur l'idée que le pouvoir important pour cette coalition n'est pas un pouvoir de domination sur les masses mais une capacité d'agir et d'accomplir des objectifs. En d'autres termes, ce qui est primordial est le « *power to, not power over* » (Stone, 1989, p. 229). Enfin, le troisième élément de la définition des régimes urbains représente la relation entre les acteurs, c'est-à-dire les arrangements informels permettant la collaboration. En résumé, deux questions essentielles sont posées concernant la gouvernance des villes :

- Qui compose cette coalition ? Ou quels sont les acteurs qui se mettent ensemble pour produire cette capacité à gouverner ?
- Comment se forme la coalition ?

Ces deux questions, du « *who* » et du « *how* » sous-entendent une troisième : « *what are the consequences of the who and how ?* » (Stone, 1989, p. 6). Ces trois interrogations sont au cœur de la théorie des régimes urbains.

Comme le souligne Clarence Stone (2005), l'analyse des régimes urbains permet d'étudier la manière dont les communautés locales sont administrées, en intégrant le pouvoir institutionnel mais aussi les acteurs non-gouvernementaux. Partant du postulat qu'un succès électoral ne garantit pas à lui seul la mobilisation des ressources nécessaires pour gouverner, il avance que les arrangements politiques sont le résultat d'un ensemble de relations stratégiques. Il recense alors quatre éléments-clés d'un régime urbain :

- Un agenda, comportant un ensemble d'objectifs et de questions à traiter,
- Une coalition instituée autour de cet agenda et formée de membres institutionnels et non-institutionnels,
- Les ressources nécessaires pour atteindre ces objectifs,
- Un plan de coopération, permettant de coordonner les apports des différents membres de la coalition.

En résumé, un régime urbain est caractérisé par un ensemble d'acteurs, institutionnels et non-institutionnels, qui coopèrent entre eux, des objectifs, qu'ils soient économiques, culturels ou sociaux, et des ressources. Ces dimensions apparaissent comme fortement interdépendantes : les acteurs partagent des objectifs inscrits dans un programme et disposent de ressources leur permettant de les atteindre. Afin de symboliser cette interdépendance, on a coutume de représenter un régime urbain sous la forme d'un triangle :

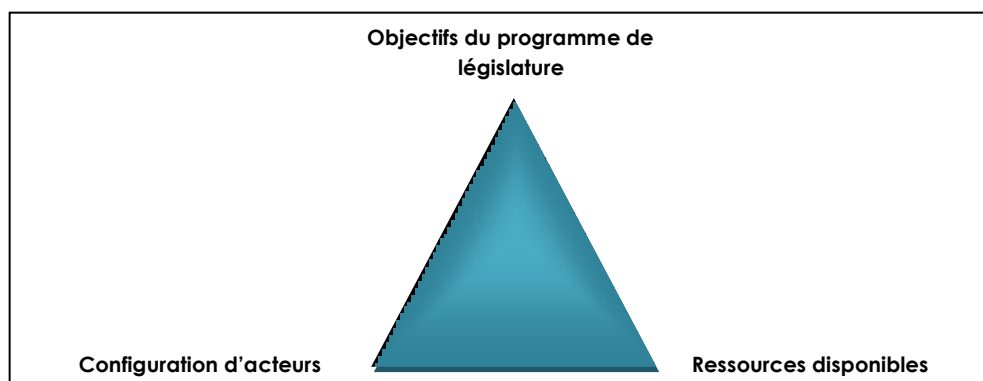


Fig. 1 : Triangle figurant un régime urbain

Dans un article paru en 1993, Clarence Stone propose une typologie des régimes urbains observés aux Etats-Unis (Stone, 1993). On peut distinguer ceux-ci par la variation dans la nature et la difficulté des tâches que nécessitent les objectifs de l'agenda politique. Stone différencie quatre types de régime :

1. Le régime de maintenance (*maintenance regime*)

Ce type de régime se caractérise par une absence de volonté de changements sociaux ou économiques. L'objectif est simplement le maintien de la situation actuelle, d'où l'appellation du régime. Dans ce cas, une mobilisation importante de ressources privées n'apparaît pas nécessaire. Les acteurs institutionnels se bornent à fournir les services de routine et maintiennent un niveau de prélèvement fiscal bas. Les citoyens ont peu d'attente envers les élites. Cependant, même s'il nécessite un nombre limité de ressources, ce type de régime n'est pas aussi courant qu'on pourrait le penser, parce que « *while demands are few, rewards are small* » (Stone, 1993, p. 18). Autrement dit, la maintenance signifie, pour les acteurs publics, de renoncer aux opportunités qui leur permettraient de marquer de leur empreinte la gestion de la ville et de laisser une trace de leur action. De plus, le maintien de la situation peut conduire au déclin économique. Ainsi, les régimes de maintenance sont plutôt présents dans de petites provinces où l'aire d'influence est, de toute manière, fort restreinte.

2. Le régime de développement (*development regime*)

Ce type de régime a pour objectif de promouvoir la croissance ou de contrer le déclin, en modifiant l'utilisation de l'espace. Il nécessite des efforts importants pour changer le modèle économique et social en place et, donc, des liens forts entre les intérêts privés et les acteurs institutionnels. Différentes actions publiques doivent servir à assurer la faisabilité du projet de développement : acquisition et défrichement de terrains, construction d'équipements publics ou pourvoi de subventions pour divers projets. Cela requiert une grande coordination entre les pouvoirs institutionnels ainsi que la nécessité de réunir les acteurs privés autour d'un programme commun. De plus, les projets de développement sont souvent controversés, la population ne voyant généralement pas d'un bon œil les changements. Finalement, le droit, les investissements privés, l'expertise, les réseaux, l'organisation avec le secteur privé et les subventions publiques constituent les ressources permettant un régime de développement.

3. Le régime progressiste en faveur des classes moyennes (*middle class progressive regime*)

Un régime progressiste se focalise sur des objectifs de protection de l'environnement, de préservation des monuments historiques, de construction de logements abordables ou encore de création de fonds à buts sociaux. La croissance économique n'est de ce fait pas le but principal. Ainsi, contrairement au régime de développement, « *the government-business relationship in a progressive regime is not largely voluntary relationship* » (Stone, 1993, p. 19). Faute de collaboration volontaire, les relations entre entités publiques et privées seront plutôt fondées sur la coercition, cependant jamais totalement car les acteurs privés ont toujours l'option de se retirer. De plus, un tel type de régime nécessite un soutien populaire important afin de compenser le moindre appui des secteurs économiques privés. En conséquence, les ressources nécessaires à la viabilité du régime progressiste seront les mêmes que celles du régime de

développement, en y ajoutant la capacité d'informer, de mobiliser et d'impliquer la population.

4. Le régime en faveur des classes populaires (*regime devoted to lower class opportunity expansion*)

Comme son nom l'indique, ce type de régime se concentre sur la réduction des inégalités sociales, en améliorant, pour les classes populaires, l'offre d'éducation, les possibilités d'emplois et les accès aux transports publics ainsi qu'en encourageant l'accès à la propriété privée et la création d'entreprises. Clarence Stone insiste sur le fait que, aux Etats-Unis, « *such regimes are largely hypothetical* » (Stone, 1993, p. 20), et qu'ils correspondent à des extensions plutôt qu'à des strictes observations de ce qu'il a pu constater dans quelques villes américaines. Un tel type de régime est confronté aux mêmes difficultés qu'un régime progressiste, en y ajoutant le fait qu'augmenter les opportunités d'emplois et de créations d'entreprises nécessite de changer les comportements du secteur privé, mais en évitant que celui-ci parte investir ailleurs. La coopération avec les acteurs non-institutionnels apparaît comme encore moins volontaire qu'avant et nécessite donc des régulations fortes de la part des pouvoirs publics. Or, ces régulations ne peuvent être appliquées sans un important soutien populaire, en particulier des classes concernées. Malheureusement, ces dernières manquent singulièrement de ressources, notamment organisationnelles, pour se fédérer. Enfin, la plus grande difficulté réside dans l'ajustement entre les opportunités créées et leur utilisation par les classes populaires. En effet, si ces opportunités ne sont pas facilement accessibles ou si elles sont accessibles mais mal utilisées, les institutions qui les ont créées finiront par les retirer et transférer leurs efforts ailleurs. Ainsi, la ressource primordiale permettant d'assurer la viabilité d'un tel régime, outre les ressources du régime progressiste précédent, sera la capacité d'engager la population de manière forte dans le soutien et surtout l'utilisation des opportunités créées par le programme.

En résumé, plus on avance, en partant du premier régime vers le quatrième, plus sont difficiles les tâches de gouvernance. Elles se limitent à la fourniture des services de routine pour le premier. Ensuite, le régime de développement demande une plus grande coordination institutionnelle entre les élites, tandis que le régime progressiste nécessite une régulation encore plus complexe, avec coopération entre entités publiques et privées. Et le quatrième régime exige, en plus de tout cela, une mobilisation populaire. Par conséquent, plus on progresse du premier au quatrième régime, plus les ressources nécessaires à assurer la viabilité du régime sont importantes, et par conséquent, plus la durabilité du régime est difficile à assurer.

3.2.2 Limites et apports de la théorie des régimes urbains

L'un des principaux reproches qui a été adressé à la théorie des régimes urbains de Clarence Stone est que l'on peut difficilement l'appliquer en dehors du contexte américain. Comme le relatent DiGaetano et Klemanski (1993), Michael Keating⁵ avait, en 1991, comparé les politiques urbaines de villes aux Etats-Unis, au Canada, en

⁵ Keating, M. (1991). *Comparative urban politics: Power and the city in the United States, Canada, Britain and France*. Aldershot, England: Edward Elgar.

Grande-Bretagne et en France. Il était arrivé à la conclusion que cette théorie n'était pas applicable telle quelle aux villes européennes, en particulier celles de Grande-Bretagne, où l'Etat national a un pouvoir qui est beaucoup plus important qu'aux Etats-Unis. Ainsi, les autorités institutionnelles locales ne sont pas obligées d'établir des alliances avec des partenaires privés pour pouvoir œuvrer au développement urbain. Le type de régime qui va émerger d'une telle configuration sera de la sorte assez éloigné de ceux décrits par Stone pour les Etats-Unis. Cela est dû au fait que le contexte politico-économique n'est pas le même entre les deux pays. A la suite de Keating, DiGaetano et Klemanski (1993) proposent une définition plus large du concept de régime que celle proposée par Clarence Stone, afin de pouvoir l'appliquer aux villes britanniques. Pour eux, puisque le pouvoir des autorités institutionnelles locales varie dans le temps et d'un pays à l'autre, la nécessité d'arrangements informels entre le secteur public et celui privé, par lesquels Clarence Stone définit le régime, variera également. La définition de Stone n'est donc pas adéquate dans une perspective de comparaison de gouvernance entre villes. Les deux auteurs proposent alors de définir les régimes comme étant des « *modes of governance that entail formal and informal arrangements for policymaking and implementation, both across public and private domains and within the public domain, the balance of which differs among nations and over time* » (DiGaetano & Klemanski, 1993, p. 58). D'autres auteurs se sont également penchés sur la difficulté d'application de la théorie des régimes urbains en Europe, que ce soit pour la Grande-Bretagne (Mossberger & Stoker, 1994) ou la France (Le Galès, 1995).

Au début des années 2000, deux auteurs vont établir une synthèse critique des applications de la théorie des régimes urbains (Mossberger & Stoker, 2001). Ils soulignent que cette dernière doit plutôt être vue comme un concept ou un modèle plutôt que comme une théorie, car elle a une capacité d'explication limitée en ce qui concerne les raisons pour lesquelles un régime se forme, se maintient ou change. Certains auteurs ont ainsi intégré une autre perspective à celle des régimes urbains, par exemple en liant le changement de régime à l'évolution démographique, à une restructuration économique ou encore à une mobilisation politique. De plus, rappelons que l'analyse des régimes urbains a été développée de manière inductive à partir du cas d'Atlanta. Or, une théorie devrait pouvoir être vérifiée sur d'autres cas d'étude que celui pour lequel elle a été formulée à l'origine, ce que ne permet pas l'analyse des régimes urbains, difficilement transposable hors des Etats-Unis.

Cependant, Mossberger et Stoker (2001) ne manquent pas de mettre en évidence les apports de ce concept des régimes urbains. Pour l'Amérique du Nord, cette analyse a eu le mérite de faire sortir de l'impasse le débat entre pluralistes et élitistes, en proposant une nouvelle compréhension sur les rouages du pouvoir dans les villes. Comme nous l'avons vu précédemment, l'accent est mis plutôt sur le « *power to* » que sur le « *power over* ». Dans le contexte urbain, l'élément-clé du pouvoir est bien la capacité de mobiliser une coalition durable permettant le développement. Au-delà du cas nord-américain, l'approche des régimes urbains a permis de déplacer l'étude des seules institutions élues vers une analyse prenant en compte les aspects économiques et sociaux du contexte dans lequel œuvre le gouvernement.

3.3 Dimensions permettant d'appréhender les régimes urbains

Le cadre théorique des régimes urbains étant à présent posé, il s'agit alors de déterminer des critères qui nous permettront de les analyser pour chacune des périodes choisies. En nous inspirant des éléments-clés recensés par Clarence Stone dans la constitution d'un régime urbain, nous avons sélectionné quatre dimensions.

Le premier élément concerne les différents acteurs. Pour cette analyse, nous allons utiliser une approche proposée par Gerbaux et Marcelpoil (2006) pour l'étude de la gouvernance des stations de montagne en France. Bien que notre cas de recherche ne soit ni en montagne, ni en France, ce cadre d'analyse s'avère pertinent car il permet de rendre compte, à l'échelle locale, de l'ensemble des relations socio-économico-politiques spécifiques à la gestion du tourisme. Gerbaux et Marcelpoil (2006) distinguent trois sphères dans la gouvernance des stations :

- **La sphère politique**, composée de l'institution communale,
- **La sphère économique**, qui regroupe des professionnels contribuant directement ou indirectement à l'activité de la destination,
- **La sphère civile**, constituée par la société locale dans son ensemble.

Chacune de ces sphères a ses règles, ses caractéristiques, ses acteurs et sa logique propre. Voyons ce que donne cette grille d'analyse lorsqu'elle est appliquée à notre cas d'étude. Dans la sphère politique montreuusienne, c'est le Conseil municipal, c'est-à-dire le pouvoir exécutif, qui retiendra notre attention. Nous essayerons d'observer qui intervient dans la politique touristique et quel est le discours associé au tourisme. Ensuite, nous examinerons les acteurs de la sphère économique, en s'intéressant à ceux qui, directement ou indirectement, sont liés à l'activité touristique. Nous chercherons à déterminer leurs liens avec les acteurs institutionnels. La sphère civile, quant à elle, comprendra les associations à but non lucratif qui, de près ou de loin, ont un rapport avec le tourisme. Enfin, à ces trois sphères nous en rajouterons une quatrième qui comprendra, dès son apparition en 1946, l'Office du Tourisme. En effet, cette entité peut être vue comme une structure à l'intersection des sphères politique et économique, car n'appartenant réellement ni à l'une, ni à l'autre. Finalement, il conviendra de distinguer les acteurs individuels des acteurs organisés tels que les sociétés, les entreprises ou encore les associations. De manière général, le but sera de repérer les acteurs principaux du tourisme montreuusien et leurs relations, c'est-à-dire la manière dont ils coopèrent et coordonnent leurs différentes actions.

Comme nous l'avons vu précédemment, un régime urbain est composé de quatre éléments-clés, dont un ensemble d'objectifs du programme de législature. Dans la pratique, ceux-ci ne sont pas forcément formulés comme tels par les acteurs municipaux. Les procès-verbaux des séances des Conseils communaux, c'est-à-dire le pouvoir législatif, ainsi que les différents rapports de gestion communaux annuels nous permettront de déterminer les objets discutés et les décisions prises par les autorités politiques. Ces informations seront complétées par divers articles de journaux.

Le troisième élément-clé d'un régime urbain est constitué par les ressources permettant d'atteindre les objectifs du programme de législature. L'analyse de cette dimension se fera selon le cadre théorique tiré de Knoepfel et al. (2009). Selon ces auteurs, les ressources représentent « *les moyens d'action propres à chacun des acteurs publics et privés* » (Knoepfel et al., 2009, p. 59). De manière générale et sans entrer dans les détails, dix ressources sont distinguées :

- **La ressource juridique**, vue comme étant la base légale et la source de légitimation permettant aux acteurs d'agir,
- **La ressource humaine**, qui représente le personnel qualifié nécessaire,
- **La ressource monétaire**, ressource-clé facilement échangeable qui permet d'acquérir d'autres ressources,
- **La ressource cognitive**, c'est-à-dire l'information et l'ensemble des connaissances, qu'elles soient techniques, politiques ou économiques,
- **La ressource interactive**, qui comprend deux dimensions, d'une part la capacité d'organisation des acteurs, et d'autre part la qualité des réseaux,
- **La ressource temporelle**, soit le pouvoir de définir des délais, le temps à disposition pour telle ou telle tâche et la maîtrise de l'agenda politique,
- **La ressource patrimoniale**, vue comme l'ensemble des biens matériels et infrastructurels,
- **La ressource majoritaire**, ou le soutien politique, c'est-à-dire la capacité à mobiliser une coalition gagnante,
- **La ressource confiance**, qui représente l'existence d'un consensus partagé par tous les acteurs autour d'un projet ou d'une politique,
- **La ressource violence**, que ce soient une intervention physique ou des pressions symboliques dans le but de contraindre des acteurs à modifier leur comportement ou renoncer à leur projet.

Il est clair que nous n'allons pas étudier pour chaque période l'ensemble de ces ressources, car cela prendrait trop de temps. A la lecture des divers documents, que ce soient les rapports de gestion communaux ou les articles de presse, nous avons remarqué que trois ou quatre ressources, selon les périodes, se révélaient pertinentes dans le contexte de notre recherche. De la sorte, seules celles-ci seront analysées. Cela ne signifie pas que les autres ressources sont inexistantes, mais simplement que les acteurs ne les utilisent pas ou peu dans le cadre du développement touristique.

Le dernier indicateur qui nous permettra d'étudier le sous-capital gouvernance sera l'existence de conflits ou de débats. Ceux-ci peuvent être liés à de nouvelles infrastructures, à des désaccords sur certains objectifs et décisions ou encore simplement à des rivalités d'acteurs. L'intérêt de repérer des conflits est que ceux-ci sont souvent annonciateurs de changements profonds, que ce soit dans la configuration d'acteurs ou dans les objectifs de législature.

Ainsi, l'analyse de ces quatre dimensions, soit la configuration d'acteurs, les objectifs de législature, les ressources à disposition et les conflits et débats, nous permettra de déterminer le régime urbain de chacune des périodes sélectionnées.

4. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

A ce stade, les hypothèses ont pour but d'orienter la recherche et de proposer un élément explicatif, c'est-à-dire un lien de causalité entre la variable dépendante et celle indépendante. Afin d'expliquer la trajectoire de développement de Montreux, nous faisons les hypothèses suivantes :

- Première hypothèse : **Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à une forte augmentation de la touristicité, le régime urbain en place est un régime de développement orienté uniquement vers le tourisme, parce qu'une telle augmentation nécessite une coalition de croissance forte et réunie derrière cet objectif du tourisme.**
- Deuxième hypothèse : **Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à une stagnation de la touristicité, le régime urbain en place est un régime de maintenance, parce que les acteurs publics limitent leurs objectifs aux prestations de routine et n'ont aucun projet de développement, tandis que les acteurs privés sont quasiment absents.**
- Troisième hypothèse : **Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à un déclin de la touristicité assorti à la métamorphose, c'est-à-dire au remplacement de la fonction touristique par une autre fonction économique dominante, le régime urbain en place est un régime de développement orienté cette fois vers un but de croissance économique plus large que le tourisme seul, parce que la métamorphose nécessite une coalition de croissance avec une forte implication du secteur privé et d'importants projets de développement économique.**

L'analyse d'un cas concret, en l'occurrence celui de Montreux, nous permettra de tester empiriquement ces trois hypothèses de recherche.

5. MÉTHODOLOGIE ET OPÉRATIONNALISATION

5.1 Méthodologie et choix des sources

Avant de commencer l'analyse empirique de nos deux variables, il convient d'explicitier tout d'abord quelles sources nous avons utilisées. Pour la première partie concernant la variable dépendante, le but de l'établissement du survol historique sera de donner un aperçu général du développement touristique de Montreux. Dans celui-ci, il faudra, dans la mesure du possible, faire ressortir les différentes dimensions qui nous serviront à évaluer la touristicité du lieu, c'est-à-dire le nombre de lits d'hôtels, le taux de fonction touristique et les données liées à l'économie. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur plusieurs mémoires universitaires en histoire et en géographie au sujet de Montreux, sur des ouvrages et articles scientifiques concernant notre cas ainsi que sur des articles de journaux locaux et régionaux des différentes époques. Au sujet de ces derniers, le site des archives historiques du Temps nous a été d'une aide très précieuse. En effet, le journal le Temps a numérisé les collections des trois quotidiens dont il est l'héritier, soit le Journal de Genève, la Gazette de Lausanne et le Nouveau Quotidien. Ceux-ci recouvrent près de 200 ans d'histoire puisque la Gazette de Lausanne a vu le jour en 1798. Les trois journaux ont cessé de paraître en 1998, date où ils ont fusionné pour donner le quotidien le Temps. Ces archives sont accessibles en ligne gratuitement et permettent une recherche par mots-clés et par période. La difficulté, cependant, résidait dans le bon choix de ces mots-clés. Des termes trop vagues faisaient apparaître plus de 1000 articles, trop nombreux à lire un par un. De plus, remarquons que jusqu'aux années 1930 environ, le mot "tourisme" était très peu utilisé, les gens de l'époque lui préférant le terme d'"industrie des étrangers". Il fallait donc essayer plusieurs combinaisons de mots avant d'aboutir aux résultats que nous recherchions. Mais hormis cette difficulté, ces archives ont été très utiles, notamment en nous permettant d'appréhender l'esprit de l'époque, dans le cas, par exemple, de certains débats ou conflits. Ensuite, pour l'étude de la période après 1998, année où se termine la parution de ces journaux, nous avons utilisé le moteur de recherche LexisNexis, accessible via Pérunit et contenant les archives de différents journaux tels que Le Matin, Le 24 Heures, Le Temps ou encore Bilan. Ce site permet également une recherche par mots-clés et par période. Notons, de plus, que la grande majorité des mémoires universitaires et des ouvrages et articles scientifiques dont nous disposions étudiaient Montreux jusqu'à la seconde guerre mondiale seulement. Ainsi, pour traiter du développement touristique dès 1945, nous nous sommes presque exclusivement appuyés sur des articles de journaux, qu'il s'agissait de synthétiser au mieux. En dernier lieu, le site de l'Office Fédéral de la Statistique a été consulté pour trouver les différents chiffres sur le nombre de lits hôteliers et la population, de même que le site des archives hôtelières suisses et celui du Dictionnaire historique de la Suisse pour compléter certains renseignements.

Après avoir établi l'évolution de la touristicité de Montreux, trois moments de la trajectoire ont été choisis et c'est uniquement durant ceux-ci que le régime urbain a été analysé. Au vu des hypothèses posées et dans une perspective comparative, l'une des périodes choisies correspondait à une augmentation de la touristicité, la deuxième à une stagnation et la troisième au déclin de la fonction touristique et à son

remplacement par une autre fonction économique dominante. Pour chacune de ces périodes, les quatre dimensions décrites précédemment comme permettant de saisir le régime urbain, ont été analysées. Rappelons que celles-ci concernent les acteurs, les objectifs de législature, les ressources à disposition ainsi que les conflits et débats. Pour trouver ces différentes informations, nous avons tout d'abord réutilisé certaines sources de la première partie, soit les mémoires universitaires, les articles scientifiques et les ouvrages sur Montreux. Cependant, celles-ci ne comportaient que peu d'informations sur les différents éléments du régime. De ce fait, nous avons plutôt utilisé les articles de journaux locaux et régionaux, en particulier en ce qui concerne les conflits, mais également pour les autres dimensions. Enfin, les rapports de gestion communaux, contenant notamment les procès-verbaux des séances du Conseil communal, nous ont amené de précieux renseignements. Tous les rapports recouvrant l'ensemble des années de nos trois périodes ont pu être consultés, ceci aux Archives de Montreux. Notons que jusqu'en 1962, il y avait à chaque fois trois rapports à examiner pour chaque année, celui de la commune de Montreux-Planches, celui de Montreux-Châtelard et celui du Conseil administratif du Cercle de Montreux. Dès la fusion de ces deux communes en 1962 qui entraîna la disparition du Conseil administratif du Cercle, les informations sont regroupées dans le seul rapport de la commune de Montreux.

5.2 Contexte spatio-temporel

Avant de commencer l'analyse empirique, définissons plus précisément le cadre spatio-temporel dans lequel va se situer cette recherche. En ce qui concerne le périmètre temporel, le screening historique commencera dès les prémices du tourisme à Montreux, en 1850, même si nous donnerons tout de même un petit aperçu de la situation avant cette date. Ce screening ira alors jusqu'en 2010. Bien sûr, compte tenu des limites de ce mémoire, l'étude des 160 ans concernés s'apparentera plus à un survol qu'à un examen détaillé, mais il permettra de donner une idée générale du développement touristique de Montreux. Puis, à nouveau en raison du temps limité imparti à cette recherche, il n'a pas été possible d'étudier l'évolution du régime urbain montreuvisien sur la totalité des 160 ans. En conséquence, le développement touristique de Montreux a été séparé en neuf phases selon les diverses variations observées dans la touristicité et seules trois ont été choisies pour une étude approfondie de leur régime urbain.

En ce qui concerne le périmètre spatial, celui-ci semble à première vue évident puisqu'il s'agit de Montreux. Or, jusqu'en 1962, Montreux est en fait un Cercle paroissial composé de trois communes : le Châtelard, les Planches et Veytaux. Ce sont les deux premières qui vont fusionner. Pour des raisons pratiques, c'est le périmètre de l'actuelle commune de Montreux qui sera privilégié. Celui-ci comprend la ville de Montreux, évidemment, mais aussi les villages de Caux, Glion, Les Avants, Clarens ou encore Territet. Jusqu'en 1962, il a donc fallu tenir compte de la commune du Châtelard ainsi que de celle des Planches, tandis que dès cette date seule la commune montreuvisienne a été traitée. Précisons que ces diverses variations du périmètre représenté sous le nom de "Montreux" ont posé quelques difficultés, notamment lors de la recherche de statistiques. Dans les données concernant le nombre de lits hôteliers, les chiffres jusqu'en 1931, que ce soit

ceux de l'OFS ou ceux trouvés dans l'ouvrage de Mettler (1979), sont classés sous l'appellation "Montreux". Sans plus de précision, nous avons fait l'hypothèse qu'il s'agissait du périmètre du Cercle de Montreux. Puis, pour les données de l'OFS dès 1931, ces chiffres sont attribués à "Montreux-Le Châtelard". Il s'agit alors a priori du nombre de lits de cette commune seulement. Cependant, les statistiques vont jusqu'en 2000 et figurent toujours sous cette appellation, bien que la commune de Montreux-Châtelard n'existe plus depuis la fusion de 1962. Il y a donc un relatif flou autour du périmètre exact pris en compte pour l'inventaire des lits hôteliers. Il s'agit alors de garder à l'esprit que ces chiffres constituent une estimation, à considérer avec un certain recul. Concernant la population, les données étaient à chaque fois recensées par commune, ce qui nous a grandement simplifié la tâche. Pour le nombre d'habitants jusqu'en 1962, il fallait simplement additionner les chiffres de la population de Montreux-Châtelard et ceux de Montreux-Planches. Dès cette date, les données sont celles de la commune de Montreux.

6. LA TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MONTREUX

6.1 Screening historique

6.1.1 Situation pré-touristique : avant 1850

Jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle, le Cercle paroissial de Montreux, composé des trois communes du Châtelard, des Planches et de Veytaux, regroupe 23 petits hameaux disséminés. La population vit essentiellement de l'agriculture et de l'artisanat. A cette époque, l'accueil est presque inexistant pour les quelques voyageurs de passage. Les divers écrits consultés, en particulier Dupont et Frey (1989), attribuent à Rousseau la petite étincelle qui va être à l'origine des prémices du tourisme à Montreux. En plaçant à Clarens ses héros de *La Nouvelle Héloïse*, l'écrivain genevois va indirectement amener les premiers touristes à Montreux. Lorsque le roman paraît en 1761, la description d'une nature éloignée de la civilisation et la glorification de la vie simple campagnarde vont marquer les débuts du mythe romantique et susciter un vif désir, notamment pour les écrivains et les peintres de l'époque, de partir à la recherche de ces lieux célébrés.

C'est le cas du poète anglais Byron qui, en 1816, part en périple à Montreux sur les traces de Rousseau. Suite à ce voyage, il publie *The prisoner of Chillon*, poème qui va amener à la région une nouvelle renommée artistique. Ainsi, au début du 19^{ème} siècle, Montreux devient un haut-lieu de pèlerinage littéraire. De plus, à cette même période, les nobles britanniques commencent à l'intégrer dans leur Grand Tour (Vuille, 1986). Cependant, il n'existe pour l'instant aucune vraie infrastructure hôtelière. Les hôtes désirant un minimum de confort et de propreté se voient contraints de loger chez l'habitant, comme le fait Byron en 1816. Les deux premières pensions de Montreux ouvrent en 1835 : il s'agit de l'Hôtel Pension Verte-Rive, qui dispose de 20 lits, et de l'Hôtel Pension Visinand, comptant 40 lits. Même si dorénavant le lieu dispose pour la première fois d'un accueil officiel, « les premiers guides allemands Baedeker de 1844 et 1848 mettent encore les touristes en garde contre les mauvaises infrastructures hôtelières de la région de Montreux » (Rinaldi, 2006, p. 241). Les lieux y sont même dépeints comme sales et misérables. Outre l'hébergement, les déplacements semblent également peu adaptés. Les modes de transport de l'époque, tels que le cheval ou la diligence, ont un débit limité. Et les prix y sont élevés, notamment à cause de la lenteur des déplacements. Seuls les riches peuvent s'offrir ce luxe car, « vers 1840, on comptait pour quatre personnes 5000 fr. et 10 jours de voyage pour venir d'Angleterre en Suisse » (Senn, 1918, p. 69).

Tirée de Guesnet (1992), la carte ci-après représente Montreux aux alentours de 1830. La future commune unique se présente alors comme une mosaïque de petits bourgs disséminés et totalement isolés les uns des autres. La zone la plus densifiée de l'époque est le Vieux Montreux, c'est-à-dire les quartiers de Crin, Sâles, Chêne et les Planches, qui forment une petite agglomération. Les habitants semblent, de plus, encore frileux à s'installer le long des berges. Seuls les hameaux de Clarens, Vernex-Dessous, Bon-Port et Territet sont installés au bord du lac. Les bourgs des Hauts, dont Glion, apparaissent

comme peu accessibles. Notons que pour une meilleure lisibilité, les lieux précités ont été entourés et nommés sur la carte.

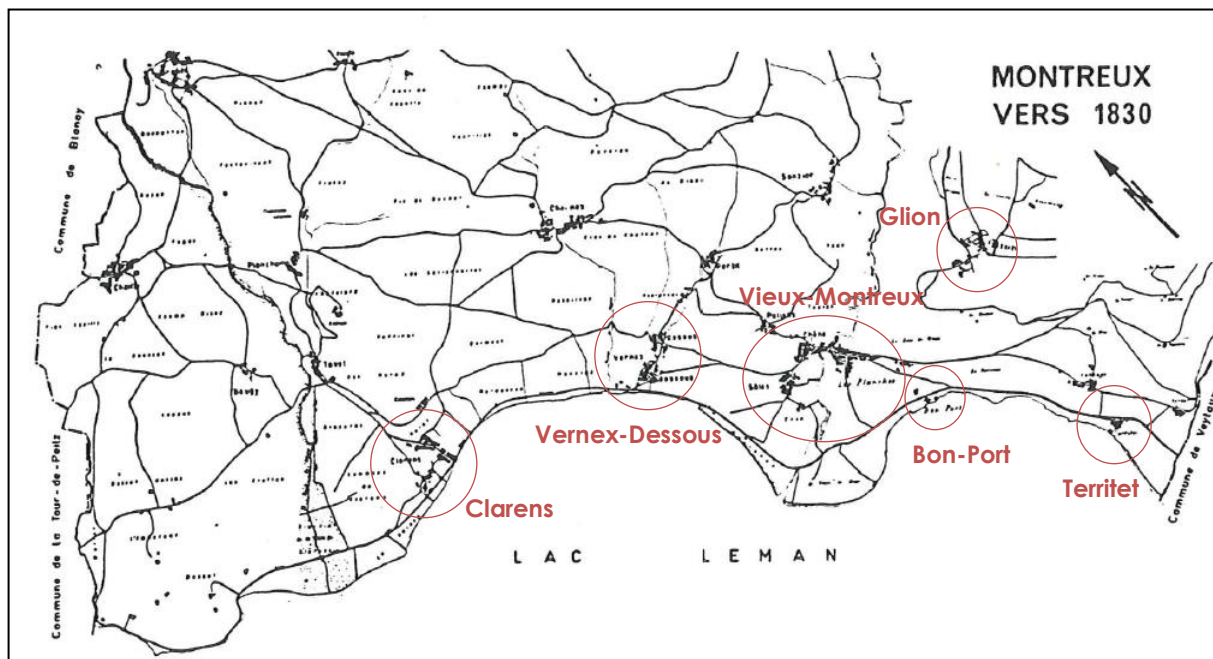


Fig. 2 : Carte de Montreux vers 1830 (Guesnet, 1992, p. 87)

Avant 1850, Montreux peut donc déjà compter sur une certaine notoriété grâce à Rousseau. Comme le souligne l'écrivain Eugène Rambert : « Rousseau n'eût-il jamais paru sur ces rivages, Montreux serait encore un des plus beaux séjours du monde ; mais il lui manquerait une auréole de gloire qui ajoute à l'éclat de sa beauté » (Rambert, 1877, p. 95). Cependant, il semble que les habitants du lieu n'aient, pour l'instant, pas encore bien compris comment ils pourraient profiter des premiers touristes qui arrivent. Cela va rapidement changer.

6.1.2 L'âge d'or du tourisme : de 1850 à 1914

En 1850, Montreux « n'était guère plus qu'un hameau viticole et vinicole » (Dupont et Frey, 1989, p. 27), peuplé par 3'006 habitants⁶. Le lieu comptait seulement huit modestes auberges et 250 lits⁷ (Mettler, 1979). Son développement apparaît en conséquence comme étant en retard par rapport à celui de ses voisins. Par exemple, Vevey voit, en 1842 déjà, l'ouverture du luxueux Hôtel des Trois Couronnes. Quant à Villeneuve, l'Hôtel Byron, inauguré en 1839, devient à ce moment-là l'établissement hôtelier le plus important de la Riviera. Il accueille à cette époque les riches britanniques et russes séduits par le site et le climat.

D'après Vuille (1986), les huit établissements hôteliers de Montreux se concentrent pour l'instant aux abords du rivage. Les premiers touristes sont, en effet, à la recherche du

⁶ Comme indiqué précédemment, les chiffres se référant au nombre d'habitants proviennent de l'OFS.

⁷ Sans mention supplémentaire, les chiffres du nombre d'hôtels et du nombre de lits proviennent de l'OFS.

Clarens décrit par Rousseau. De plus, ces espaces sont encore déserts et laissent la place libre aux nouvelles constructions. Les zones des Hauts sont, en outre, trop inaccessibles pour que l'on ose y mettre une quelconque infrastructure touristique. C'est seulement en 1854 que le premier hôtel, celui du Righi, sera construit à Glion. Jusqu'en 1860, le développement touristique de Montreux se poursuit paisiblement. Cette année-là, les trois communes du Cercle comptent 4'092 habitants tandis que les touristes sont accueillis dans 18 hôtels et 810 lits (Mettler, 1979). C'est à ce moment-là que tout va s'accélérer, notamment grâce à l'essor des transports qui va faciliter la mobilité touristique. Notons que jusqu'en 1870, la multiplication des voies ferrées internationales, en particulier celles qui traversent les Alpes, est due uniquement à un but commercial, afin de favoriser le transit des marchandises du nord au sud. Ainsi, « *le tourisme ne joue qu'un rôle secondaire dans les motifs de construction. S'il est favorisé, c'est indirectement* » (Senn, 1918, p. 71). Entre 1870 et 1880 commence ensuite une nouvelle phase : « *celle des lignes destinées spécialement au tourisme ou du moins celles pour lesquelles il entre fortement en ligne de compte* » (Senn, 1918, p. 72). Il s'agit alors de lignes secondaires, vouées à desservir les endroits plus à l'écart.

La période de 1860 à 1875 apparaît comme une première phase favorable pour le tourisme montreu sien. En 1860, le bateau à vapeur, qui circulait jusque-là en ligne droite de Vevey à Villeneuve, s'arrête désormais à Montreux : deux débarcadères sont ouverts, l'un à Clarens, l'autre à Rouvenaz. L'année suivante, c'est la ligne de chemin de fer Lausanne-Villeneuve qui est inaugurée, avec arrêts à Clarens, Montreux-Vernex et Territet. A partir de là, « *le train va rapidement transformer la région en y amenant des touristes en rangs sans cesse toujours plus compacts* » (Vuille, 1986, p. 160). De plus, on commence également à aménager des services pour cette industrie des étrangers, comme on l'appelle à ce moment-là. La première banque ouvre en 1861, tandis que le gaz est installé en 1865 et l'eau courante dans les hôtels quatre ans plus tard. L'année 1869 voit la création de la Société d'Utilité Publique et d'Embellissement de Montreux, chargée d'entretenir routes, trottoirs et sentiers, en collaboration avec les autorités administratives. Entre 1860 et 1870, le nombre d'hôtels va presque doubler : de 18, il passe à 34, totalisant 1395 lits (Mettler, 1979). La population s'élève, quant à elle, à 6'173 habitants. En 1873 est inaugurée une église écossaise à Vernex, tandis qu'une chapelle anglaise voit le jour au même endroit quatre ans plus tard. Soulignons que Montreux se positionne aussi sur le marché ô combien florissant à l'époque des souffreteux (Dupont et Frey, 1989). Son ambition est d'accueillir aussi bien les malades que les biens portants, sans que les premiers incommode nt les deuxièmes. Par conséquent, dès 1870, la station accueille de nombreux tuberculeux. Cette vocation curative ne durera pas très longtemps puisque, en 1882, Robert Koch découvre que le bacille de la tuberculose, qui portera son nom, est hautement contagieux. Les hôteliers de Montreux s'empres sent alors d'indiquer que les poitrinaires ne seront dorénavant plus admis dans leurs établissements.

Entre 1875 et 1885, une crise économique touche l'Europe et amène un ralentissement dans le rythme de la construction hôtelière à Montreux. Seuls sept établissements sont érigés durant cette décennie. Mais d'autres types d'infrastructures touristiques voient le jour. En 1881 est inauguré le Kursaal, comprenant un casino, des salles de jeux ou encore un tea-room. Cet établissement va jouer un rôle déterminant dans la vie sociale

et faire de Montreux une véritable station touristique : « *l'économie de Montreux se base dès lors principalement sur le tourisme* » (Dupont et Frey, 1989, p. 22). De plus, les services autour de l'activité touristique commencent à affluer. En 1877, l'écrivain Eugène Rambert nous en fait un état des lieux : Montreux compte six banques, sept médecins, trois pharmaciens, un vétérinaire, quatre bureaux de poste et six bureaux de télégraphe. Concernant ces derniers, « *dans aucune contrée de la Suisse, il n'y en a autant sur un espace aussi restreint* » (Rambert, 1877, p. 121). La Société des Hôteliers de Montreux est fondée en 1879. En 1880, Montreux recense 2'420 lits et 6'513 habitants. Trois ans plus tard, c'est la mise en circulation du funiculaire Territet-Glion. Concernant la gestion des hôtels, notons que, jusque vers 1885, ceux-ci sont administrés par leur propriétaire et qu'il s'agit souvent d'entreprises familiales. Or, les investissements permettant de rester concurrentiels devenant trop importants, les hôteliers vendent leurs établissements à des sociétés anonymes. De la sorte, ils peuvent augmenter leur capital et, par là, élargir leur capacité d'accueil. De plus, « *cette mutation de l'hôtel en société anonyme se fait d'autant plus aisément et rapidement que, face au succès grandissant de Montreux [...] les dividendes versées aux actionnaires sont élevées* » (Guesnet, 1992, p. 57).

Les années 1885 à 1914 représentent le sommet de l'âge d'or de la station. Les plus grands noms d'Europe et tout le gotha des têtes couronnées viennent se détendre à Montreux. La capacité hôtelière continue à augmenter, passant de 57 établissements (2'625 lits) en 1890 à 70 (4'177 lits) en 1900, jusqu'à atteindre les 85 (7'125 lits) en 1910 (Mettler, 1979). La première décennie du 20^{ème} siècle correspond d'ailleurs au temps des palaces, toujours plus beaux, toujours plus monumentaux, toujours plus luxueux. Le Caux-Palace voit le jour en 1902, tandis que le Montreux Palace est inauguré en 1906. Et l'essor des transports se poursuit : en 1901 est inauguré le tronçon Montreux-Les Avants de la Compagnie de chemin de fer Montreux-Oberland Bernois, tandis qu'en 1903, on prolonge cette ligne jusqu'à Montbovon, puis jusqu'à Château-d'Oex l'année suivante. La Compagnie générale de navigation sur le lac Léman inaugure en 1904 son vingtième bateau, nommé d'ailleurs le *Montreux* (« L'inauguration du « Montreux » », 1904). L'afflux des étrangers attirant un grand nombre d'artisans, de commerçants et d'entrepreneurs, la population montreu-sienne croît également à toute allure, s'élevant à 8'907 habitants en 1888 et 13'519 en 1900 avant d'atteindre les 17'850 habitants en 1910. Tous tirent profit de l'industrie hôtelière, notamment les agriculteurs : « *l'affluence des étrangers ainsi que l'augmentation de la population ont permis à l'agriculture de se maintenir dans la paroisse puisque le tourisme lui offre de nouveaux débouchés* » (Dupont et Frey, 1989, p. 67). De plus, soulignons qu'il n'existe aucune industrie à Montreux, hormis celle hôtelière. Ainsi, à cette époque, « *contrairement à Vevey, qui préconise une industrialisation beaucoup plus variée [agriculture, industrie alimentaire, industrie mécanique], le tourisme est de loin la seule et véritable ressource économique de l'ensemble de la région montreu-sienne.* » (Lapointe, 2008, p. 15).

Vers 1890, la physionomie de Montreux a déjà bien changé par rapport à 1830, comme nous pouvons le constater sur la carte ci-après, tirée de Guesnet (1992). On commence à voir apparaître une avenue le long du lac entre Clarens et Territet, là où ont été élevés la plupart des hôtels. De plus, la baie en U s'est nettement densifiée par rapport à 1830. On distingue d'ailleurs à cet endroit l'imposante construction du Kursaal. La carte

représente également le funiculaire reliant Territet à Glion depuis 1883 et destiné à rendre accessibles les différents hôtels situés en altitude.

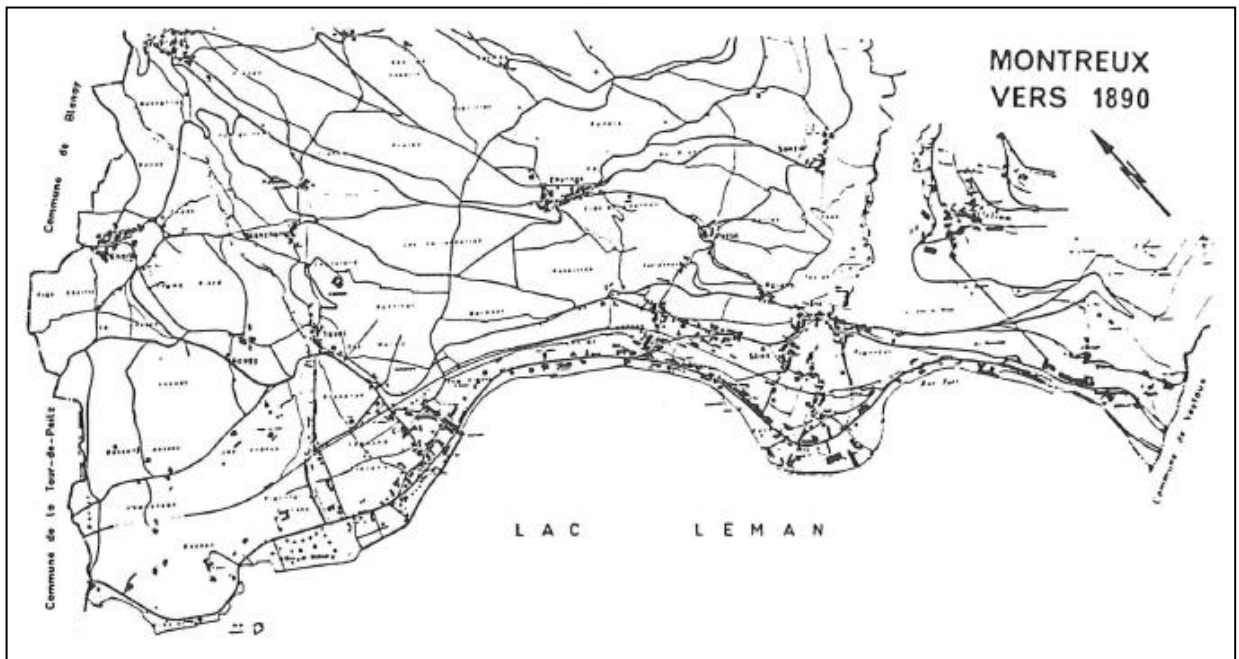


Fig. 3 : Carte de Montreux vers 1890 (Guesnet, 1992, p. 88)

En 1900 a lieu l'ouverture du Golf-Club de Montreux, premier golf de Suisse romande. Comme le relate Grandjean (2000), cela faisait plusieurs années que les nombreux anglais et américains réclamaient à la Société des divertissements de Montreux et environs un jeu de golf. Le problème était que les vignobles pentus montreusiens ne pouvaient offrir un terrain suffisamment plat pour y établir un parcours de golf. La Société des divertissements de Montreux commence donc par louer un terrain à Villeneuve, afin de satisfaire les clients étrangers et lutter contre la concurrence. En effet, à cette époque, *« les Anglais ne se décident en faveur d'une résidence sans s'enquérir préalablement s'il s'y trouve des golf links. Nous avons vu successivement se fonder des clubs à Pau, Biarritz, Aix-les-Bains, Nice, Davos... Voilà plus qu'il n'en faut pour que l'on active le golf à Villeneuve »* (Extrait du Journal des Etrangers du 25 juin 1898, cité par Grandjean (2000, p. 3)). Le Golf-Club de Montreux sera finalement implanté à Aigle, le terrain de Villeneuve ne pouvant être utilisé à cette fin. Son inauguration a lieu le 27 septembre 1900.

Observons ci-après la région montreusienne en 1914 (Guesnet, 1992). La station est au sommet de sa gloire et la fièvre de construction des dernières années se voit aisément sur la carte. Si les villages du Haut n'ont que peu changé, la densification de la baie s'est accélérée. La jonction entre Vernex et Territet est totale, tandis que Clarens continue à s'étaler vers le centre de la station. On peut également observer le début de la ligne du train à crémaillère, qui relie Glion aux Rochers de Naye à 2'000 mètres d'altitude depuis 1892.

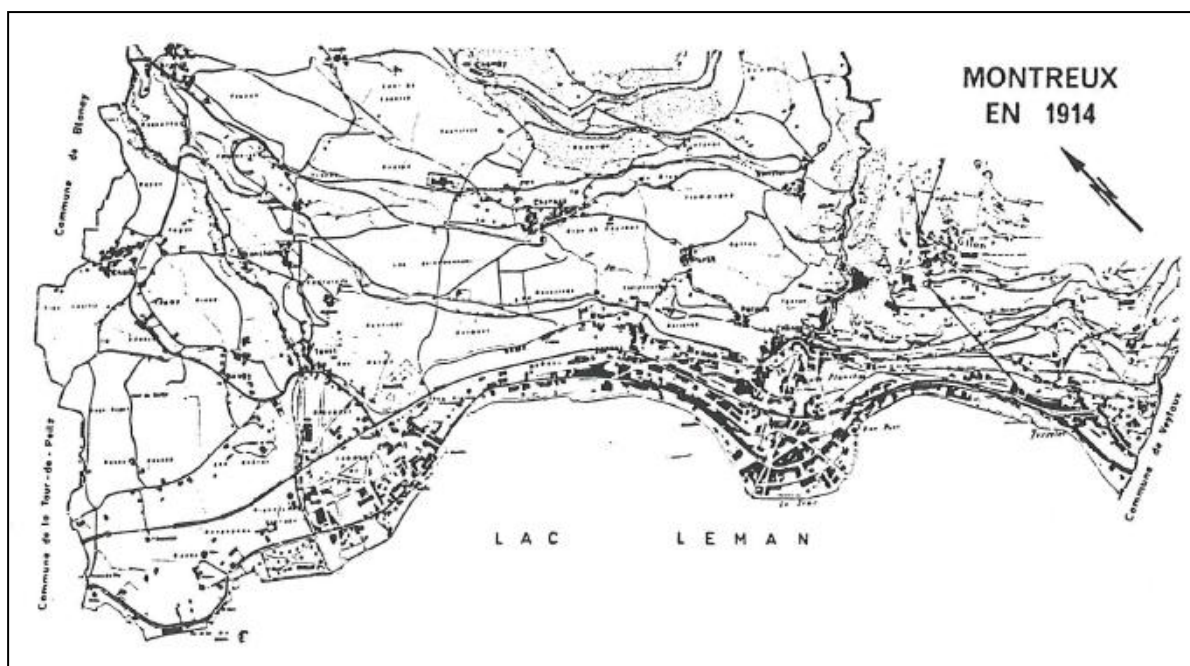


Fig. 4 : Carte de Montreux en 1914 (Guesnet, 1992, p. 88)

A l'orée de la première guerre mondiale, le tourisme montreuisien rayonne. Tout se déroule au mieux dans le meilleur des mondes et le début de l'an 1914 semble annoncer une année record. Jamais les clients n'ont été aussi nombreux. Pour tous, l'avenir semble s'annoncer serein.

6.1.3 Les deux guerres mondiales et l'entre deux-guerres : 1914 à 1945

Au milieu de cette euphorie, la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie au début du mois d'août 1914 sonne comme un coup de tonnerre. Elle provoque, à Montreux comme ailleurs, un mouvement de panique. Tous les étrangers se hâtent de rentrer chez eux. La région se vide brusquement : *« durant les cinq derniers mois de l'année la station perd 27'000 arrivées par rapport à l'année d'avant »* (Mettler, 1979, p. 49). Les années suivantes seront extrêmement difficiles pour le tourisme montreuisien : difficultés de ravitaillement, fermeture des frontières, mesures restrictives. Pendant le conflit, certains hôtels vont accueillir des internés, que ce soient des soldats ou des officiers blessés et malades. Malgré tout, la plupart des établissements se voient contraints de fermer leurs portes.

A la fin de la guerre, on pousse un soupir de soulagement mais les ennuis sont loin d'être terminés. Le climat d'après-guerre est, en effet, peu propice au tourisme pour plusieurs raisons, recensées par Lapointe (2008). Tout d'abord, avec la crise des changes, la valeur des monnaies française, allemande et belge va se déprécier. La Suisse apparaît alors comme une destination chère, ce qui oblige les hôteliers montreuisiens à revoir leurs tarifs à la baisse, faisant suivre à leurs revenus le même chemin. Ensuite, on observe un changement dans les habitudes de voyager. Tandis qu'auparavant les touristes faisaient durer leur séjour sur la Riviera deux ou trois mois, ils rechignent à présent à s'éloigner si longtemps de chez eux, à cause du climat d'incertitude qui règne. La durée des vacances ne dépasse dorénavant guère trois semaines. De plus, la Confédération,

via une Ordonnance de 1917, met en place une série d'entraves douanières. A partir du 21 novembre de cette année-là, l'entrée dans le pays est uniquement autorisée aux personnes capables de prouver par le biais d'une attestation ou d'un certificat médical qu'elles ont besoin d'un séjour en Suisse afin de rétablir leur santé. Ce n'est ni plus ni moins que l'interdiction du tourisme d'agrément ! Enfin, la fin de la guerre est synonyme de hausses du prix des denrées, des taux hypothécaires et des impôts. Tous ces facteurs rendent difficile la reprise du tourisme à Montreux. La station paie le prix du caractère unilatéral de son économie, vouée toute entière à l'industrie touristique. Et les hôtels montreusiens se montrent incapables d'investir les sommes nécessaires à leur modernisation.

En 1922, les entraves douanières sont levées. La publicité est intensifiée, notamment via le Guide des Hôtels de Montreux. Mais des 7'525 lits hôteliers de 1912, il n'en reste désormais plus que 4'600 en 1925, tandis que la population a baissé à 16'835 résidents. Cependant, on remonte doucement la pente. Les arrivées augmentent régulièrement jusqu'en 1930. Mais un nouveau coup dur attend le tourisme montreusien. Le 24 octobre 1929, la bourse de New-York s'effondre. C'est le crash de Wall Street, qui marque le début de la Grande Dépression. La crise va alors gagner l'Europe, et la Suisse. Le tourisme s'effrite. La Banque de Montreux est mise en liquidation en 1932. Cinq ans plus tard, c'est l'un des plus prestigieux bastions de la grandeur montreusienne qui s'effondre : le Caux-Palace est mis en vente. « *Jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Montreux vivote* » (Dupont et Frey, 1989, p. 175). En 1940, le nombre de lits d'hôtels est identique à celui de 15 ans plus tôt, soit 4'600, tandis que le nombre d'habitants a continué à décroître : ceux-ci sont 14'482 en 1941.

En 1939, alors que le tourisme montreusien commence tout juste à se remettre de la crise des années 30, c'est l'heure de la mobilisation générale. Comme lors de la première guerre mondiale, la Confédération va transformer certains hôtels montreusiens en établissements sanitaires militaires, « *maintenant ainsi la vocation d'accueil de Montreux, à défaut de sa vocation touristique* » (Vuille, 1986, p. 192).

6.1.4 Vers un tourisme de congrès : 1945 à 1980

Au sortir de la seconde guerre mondiale, dans quelle situation se retrouve Montreux ? Même si elle est la station suisse comptant le plus de lits, son patrimoine immobilier est vieilli et son économie affaiblie. Heureusement, dès la fin du conflit, une foule de nouveaux touristes débarquent par trains entiers à Montreux : ce sont les GI's américains stationnant en Allemagne et venant profiter de la Suisse durant leur permission. Grâce à eux, les nuitées augmentent de plus de 105'000 pour l'année 1947 (Mettler, 1979).

Cependant, comme le souligne Vuille (1986), Montreux a besoin d'un renouveau. L'époque où les riches familles européennes débarquaient pour passer plusieurs semaines dans les palaces montreusiens est définitivement révolue. En 1946, deux membres de l'Office du Tourisme ont l'idée de mettre sur pied une saison de concerts : ce sont les débuts du fameux Septembre Musical, qui attirera orchestres réputés, chefs d'orchestre illustres et musiciens célèbres sur les rives du Léman. Ce festival amènera également une clientèle friande de musique classique. Suivant la voie tracée par cette

manifestation, la station va dorénavant se développer du côté d'un tourisme de congrès et d'événements. Ces derniers vont alors se multiplier. Par exemple, en 1955, l'ASTA (American Society of Travel Agents) tient son congrès annuel pour la première fois hors des Etats-Unis : c'est à Montreux que les 2'000 participants se réunissent. Le Festival de la Rose d'or, récompensant les meilleurs programmes télévisés du monde entier, fait ses débuts en 1961. L'Exposition Nationale de Lausanne en 1964 amène également de nombreux touristes à Montreux. Le Festival de Jazz est organisé pour la première fois en 1967, tandis que le Montreux Super Pop accueille dès 1969 des groupes mythiques tels que Pink Floyd, les Rolling Stones, Deep Purple ou encore Led Zeppelin.

Cependant, consciente de sa dépendance économique envers le tourisme, la station essaie de diversifier son économie, comme le remarque un journaliste en 1953 :

« Depuis des années déjà, on s'efforce à Montreux de créer un fonds économique plus stable en cherchant à y introduire des industries nouvelles se « mariant » avec le tourisme, ou des bureaux administratifs ou privés. C'est un problème complexe et ardu, auquel les autorités ne cessent pas de s'intéresser. » (Ecuyer, 1953)

Une autre préoccupation concerne le moyen d'allonger la saison, étant donné que la grande majorité des nuitées se passe en juillet et août. De plus, une nouvelle forme de tourisme bienvenue commence à apparaître : les pensionnats et écoles privées (Monnet, 1960, 19 avril). Les jeunes gens de ces établissements sont des clients permanents des différents commerces. De plus, ils paient une taxe de séjour et reçoivent la visite de leurs parents, qui logent à l'hôtel.

L'année 1962 est celle de la fusion : les deux communes du Châtelard et des Planches deviennent la nouvelle commune de Montreux. Les années 1960 voient se confirmer la nouvelle vocation d'accueil de congrès. Par exemple, en 1963 sont organisés près de 45 congrès et grandes assemblées. En 1965, les offices de promotion de Montreux et de Vevey fusionnent, donnant naissance à l'Office du Tourisme de Montreux, Vevey et environs (Monnet, 1965, 2 juillet). Du côté des infrastructures, on bâtit peu de nouvelles constructions. En 1956 sont inaugurées la piscine du Casino et la nouvelle salle de concert du Pavillon. En 1967, c'est le tour de l'Eurotel : *« c'est la première fois depuis 1917, soit depuis un demi-siècle, qu'un nouvel établissement voit le jour à Montreux »* (Vuille, 1986, p. 196). La même année se terminent les travaux de construction de la Tour d'Ivoire, bâtiment de 24 étages et 80 mètres de haut abritant commerces, bureaux et appartements. Quatre ans plus tard, la Maison des Congrès ouvre ses portes, permettant à Montreux de recevoir dignement les différents événements qu'elle organise.

Durant cette période d'après-guerre, la population passe de 16'730 habitants en 1950, à 17'729 en 1960, puis à 20'421 en 1970 avant de diminuer légèrement pour atteindre 19'685 en 1980. L'évolution du nombre de lits hôteliers se calque sur ce tracé, avec 3'841 lits en 1949, 4'721 en 1961 puis 5'216 en 1970 avant de se réduire durant la décennie suivante à 4'338 en 1979.

Nous pouvons observer sur la carte ci-dessous le cadre bâti montreusien en 1970. Il n'est désormais presque plus possible de distinguer les petits hameaux originels, tant la densification s'est étalée d'est en ouest et même vers les Hauts. Le tracé de l'autoroute, dont le tronçon Aigle-Lausanne a été ouvert en 1970, est, quant à lui, bien visible.

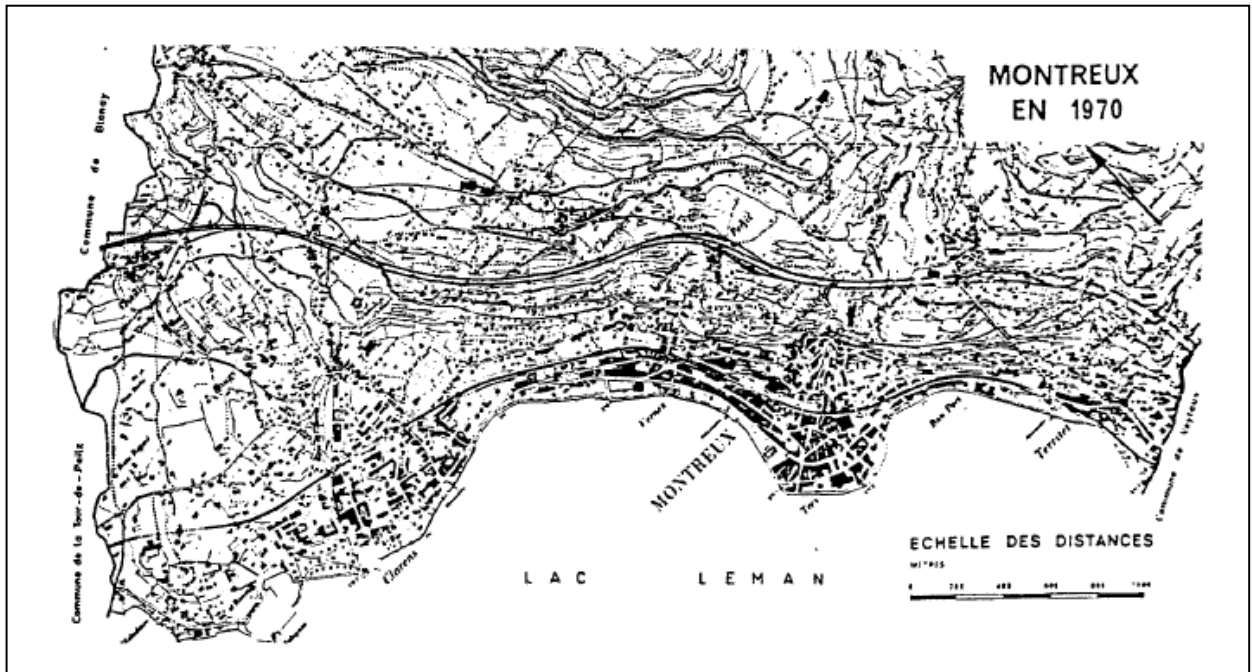


Fig. 5 : Carte de Montreux en 1970 (Guesnet, 1992, p. 89)

Du point de vue de l'économie, le vieux débat entre tourisme et industrie divise toujours dans les années 1960. La question se pose de savoir comment il serait possible de diversifier les apports économiques. Pour les autorités publiques, le tourisme doit toujours passer au premier plan, même si l'on souhaite voir d'autres activités économiques venir s'implanter, comme le souligne cet extrait : *« tout en estimant devoir laisser la première place au tourisme sous toutes ses formes, la Municipalité pense qu'il est toujours dans l'intérêt de la commune d'y implanter d'autres activités économiques, pourvu qu'elles soient compatibles avec le caractère touristique et résidentiel de Montreux. »* (Monnet, 1965, 24 septembre).

6.1.5 Des années difficiles au redémarrage économique : 1980 à 2010

Le début des années 1980 apparaît comme plutôt difficile pour le tourisme montreusien. Les hôtels ferment les uns après les autres. Des 72 établissements et 4'338 lits en 1979, il en reste seulement 45 pour 3'477 lits en 1991, 35 pour 2966 lits en 2000 et 25 pour 2395 lits en 2009. Mais que deviennent les hôtels qui ferment ? Selon Vuille (1986), certains sont démolis, comme c'est le cas du Grand Hôtel de Territet. De nombreux autres ont tout simplement changé de fonction, reconvertis en immeubles résidentiels ou en instituts, pensionnats et écoles professionnelles. Par exemple, le Grand Hôtel des Avants héberge l'Institut le Châtelard, un pensionnat de jeunes filles, tandis que l'Hôtel Belmont a été transformé en immeuble résidentiel en 2002. La population montreusienne, quant à elle, a augmenté entre 1980 et 1990, passant de 19'685 à 22'917 habitants, avant de baisser

légèrement durant la dernière décennie du 20^{ème} siècle (22'454 résidants en 2000) puis reprendre sa progression pour arriver à 24'771 habitants en 2009.

En 1990, il est décidé d'agrandir le Centre de congrès et d'expositions, qui date de 1971. En effet, le tourisme constitue toujours la principale branche d'activités (Kohler, 1991) et a grand besoin d'un nouveau dynamisme. Cet investissement important pour la commune se fait dans un climat de grandes difficultés économiques. Après le boom des années 1980 qui a vu l'économie locale profiter du tourisme et de la construction, cette dernière vit dès les années 1990 des moments difficiles, tandis que les nuitées ne cessent de chuter (-7,6 % en 1991). La commune est durement frappée par cette crise économique : elle accuse un déficit de 5,6 millions pour 1991 (Dupertuis, 1992, 13 novembre). La revitalisation passe par la mise en place d'une politique culturelle ambitieuse, avec l'ouverture en avril 1993 du nouveau Centre de congrès et de son Auditorium Stravinski de 1800 places. Dépense la plus élevée de toute l'histoire de la commune, le complexe a coûté 45 millions de francs. En cette période de crise (près de 10 % de chômeurs sur la commune en 1993), un tel investissement fait grincer des dents. Au mois de décembre 1995, alors que le budget 1996 prévoit un déficit record de 8,5 millions de francs, la Municipalité décide de sacrifier la Saison culturelle qui permettait de remplir l'Auditorium durant les mois d'hiver, afin de faire des économies (Ethenoz, 1995, 15 décembre). En 1995, c'est l'Office du Tourisme qui est tout proche de la faillite, jusqu'à ce que la Municipalité l'assainisse, en passant par un abandon de créances.

A l'aube du troisième millénaire, l'évolution positive du tourisme suisse redonne un regain de croissance aux hôtels montreusiens. Et en 2000 est inauguré le centre commercial Forum, censé marquer une rupture dans le développement économique : ce nouvel établissement est destiné en premier lieu aux habitants de Montreux, qui portaient jusque là faire leurs emplettes ailleurs, plutôt qu'aux touristes, même si ceux-ci en profiteront également (Busslinger, 2000). Ces 10 dernières années verront Montreux connaître des jours meilleurs. Désormais, le Centre des congrès ne désemplit pas et est bénéficiaire. De plus, le début des années 2000 correspond à une montée en force du secteur immobilier. Des promoteurs commencent à racheter d'anciens palaces abandonnés pour les transformer en appartements de haut standing (Busslinger, 2000). Ceux-ci se vendent comme des petits pains. Résultat : le prix du mètre carré habitable explose, passant de Fr. 5000.- à Fr. 20'000.- (Buchs, 2011). Les riches étrangers viennent désormais de Russie et de Chine pour acquérir une résidence secondaire sur le lac Léman. Cependant, « *lits froids et volets fermés ternissent quelque peu le bilan* » (Danesi, 2008, 9 juin). Difficile pourtant de vérifier dans quelle mesure cela constitue réellement un problème car personne ne semble connaître, ou vouloir donner, le nombre exact de résidences secondaires. Jean-Lou Barraud, responsable du Service de l'urbanisme de Montreux, affirmait en 2008 qu'elles représentaient 10 % des appartements, ce qui « *n'est pas excessif* » (Danesi, 2008, 9 juin), tandis qu'un conseiller communal s'insurgeait trois ans plus tard que « *Montreux possède 20 % de résidences secondaires* » (« *A quand la fin d'une certaine inertie montreusienne ?* », 2011). En 2007, c'est un autre conseiller communal qui se souvenait qu'en 1985, le parti écologiste était déjà intervenu pour lutter contre les volets clos. Vingt ans plus tard, « *nous n'avons toujours pas de statistiques sur le phénomène des volets clos à Montreux* » (Commune de Montreux, 2007, 18 avril) affirmait encore ce conseiller, ajoutant être persuadé que la Municipalité

dispose de telles données entre ses mains. Malgré cette absence de chiffres, nous pouvons avancer que le nombre de résidences secondaires semble en constante augmentation, le montant de la taxe cantonale de séjour prélevé auprès des propriétaires de résidences secondaires à Montreux étant passé de Fr. 90'000.- en 2001 à Fr. 172'000.- en 2007 (Site du Canton de Vaud sur la taxe cantonale de séjour⁸).

Du côté de l'économie, les apports financiers se divisaient, en 2007, de la manière suivante : le secteur touristique (festivals, séminaires, événements culturels) représentait le tiers de l'activité économique locale, alors que l'immobilier en participait pour la moitié. L'accueil de nouvelles entreprises ainsi que le secteur bancaire se partageaient le reste (Loup, 2007).

6.2 Synthèse du screening selon les dimensions de la touristicité

A présent qu'un survol du développement de Montreux a été effectué, il s'agit de choisir les trois moments durant lesquels la variable indépendante, soit le sous-capital gouvernance, sera analysée. Etablissons donc une synthèse du développement de notre cas d'étude selon les dimensions de la touristicité définies auparavant.

6.2.1 Evolution du nombre de lits

Le premier indicateur concerne l'évolution du nombre de lits. Le graphique ci-après schématise cette variation au cours du temps. Comme souligné précédemment, les différents valeurs du nombre de lits ont été, dans la mesure du possible, extraites des chiffres officiels de l'Office Fédéral de la Statistique. Le but était de s'assurer de la continuité d'une année à l'autre dans la manière de compter. Cependant, des données manquaient dans ces recensements fédéraux, nous obligeant à trouver ailleurs les informations pour six années (1850, 1860, 1870, 1890, 1900 et 1910). Ces valeurs ont été tirées de l'ouvrage de Jean-Louis Mettler (1979) sur l'hôtellerie de Montreux. De la sorte, les valeurs proviennent uniquement de deux sources différentes, assurant ainsi une relative uniformité dans la manière dont elles ont été dénombrées. Avant de passer à l'analyse du graphique, attirons encore l'attention sur le fait que l'axe horizontal de celui-ci, qui représente les années, n'est pas linéaire. En effet, nous avons essayé, dans la mesure du possible, d'inventorier les données pour des intervalles de 10 ans depuis 1850. Or, pour cause d'indisponibilité de certains chiffres, cela n'a pas été toujours possible. Par exemple, en 1920, au sortir de la première guerre mondiale, la priorité n'était de loin pas de compter les lits hôteliers. Par conséquent, le recensement fédéral a été repoussé à 1925. Les intervalles de l'axe horizontal ne couvrent donc pas toujours le même intervalle temporel, bien que sur le graphe, les espacements entre les années apparaissent de manière constante et linéaire.

⁸ <http://www.vd.ch/fr/themes/economie/tourisme/taxe-de-sejour/>

Voici l'évolution du nombre de lits hôteliers à Montreux entre 1850 et 2009 :

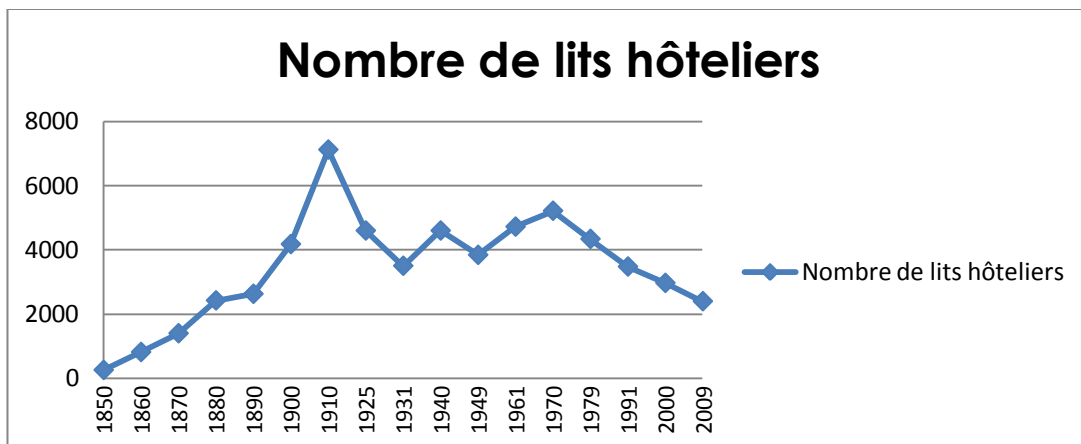


Fig. 6 : Evolution du nombre de lits hôteliers à Montreux entre 1850 et 2009

Comme nous pouvons l'observer, le nombre de lits commence par augmenter lentement dès 1850 avant de croître plus rapidement et d'atteindre un pic en 1910 avec 7125 lits. La première guerre mondiale puis la crise des années 30 mettent à mal le tourisme et beaucoup d'hôtels ferment : le nombre de lits descend à 3500 en 1931. Il remonte ensuite jusqu'en 1940, avant que la seconde guerre le fasse décliner. Puis, de 1950 à 1970, tandis que Montreux se positionne désormais comme destination de congrès, le nombre de lits augmente à nouveau régulièrement, sans atteindre cependant le pic de 1910. Enfin, dès 1970, c'est la dégringolade : les hôtels ferment les uns après les autres et le nombre de lits disponibles s'en ressent. En 2009, Montreux comptait 25 hôtels pour 2395 lits. Ce dernier nombre est le plus bas depuis...1870.

6.2.2 Evolution du taux de fonction touristique

Le taux de fonction touristique $T(f)$ est le deuxième indicateur de la touristicité et se calcule en divisant le nombre de lits hôteliers par le nombre d'habitants. Il apparaît ainsi comme plus révélateur de la dépendance du lieu par rapport au tourisme. Comme mentionné antérieurement, toutes les valeurs concernant la population ont été tirées des données de l'Office Fédéral de la Statistique. De plus, à six reprises, toujours pour cause d'indisponibilité des données, les deux valeurs utilisées dans le calcul de ce $T(f)$ ne coïncident pas sur la même année. Par exemple, le nombre d'habitants est donné pour 1960, tandis que le nombre de lits est celui de 1961. Cependant, comme la différence maximale est d'une année, à l'exception d'une seule fois où elle s'élève à deux ans, le calcul a tout de même été effectué, en insérant dans le graphique l'année du recensement de la population. Il faut toutefois prendre garde au fait que ce $T(f)$ ne constitue alors qu'une indication de tendance. Et comme pour le graphique précédent, les intervalles temporels ne sont pas toujours constants.

Voici l'évolution du T(f) de Montreux au cours de la période étudiée :

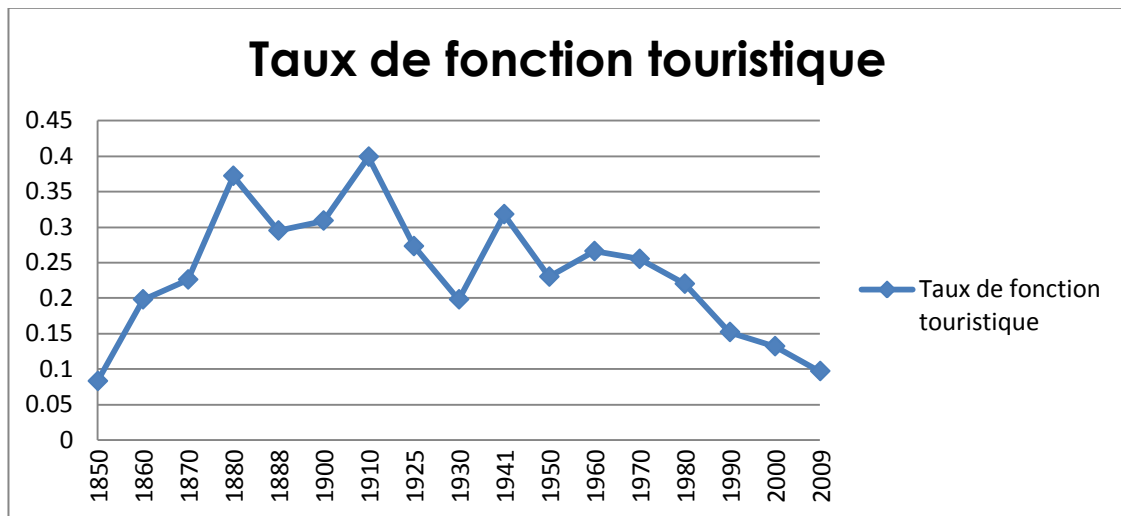


Fig. 7 : Evolution du taux de fonction touristique à Montreux entre 1850 et 2009

Comme nous pouvons le constater sur le graphique ci-dessus, l'évolution du taux de fonction touristique suit globalement l'évolution du nombre de lits, ce qui est logique puisque ce dernier est l'un des paramètres du T(f). En 1850, la dépendance au tourisme est extrêmement faible. Elle va augmenter progressivement jusqu'en 1880, avant de baisser puis de quasiment stagner durant les 20 années suivantes. Ce répit s'explique par le fait que, si le nombre de lits a continué à s'accroître (cf. Fig. 6), la population, quant à elle, a augmenté de manière plus forte car, comme nous l'avons vu, l'afflux des touristes commence à attirer une foule de travailleurs à Montreux, qu'ils soient commerçants, entrepreneurs ou artisans. Ainsi, le rapport entre les deux valeurs va donner un T(f) déclinant ou stagnant. Ensuite, ce taux va connaître une forte augmentation jusqu'en 1910, sommet de l'âge d'or du tourisme montreuisien. Comme lors de l'évolution du nombre de lits, le T(f) s'effondre suite à la première guerre mondiale, avant de remonter fortement durant la période de l'entre-deux-guerres. Cette hausse importante est due autant à la hausse du nombre de lits qu'à la baisse importante de la population entre 1930 et 1940. Le taux de fonction touristique va alors baisser suite à la seconde guerre mondiale avant de globalement stagner durant les deux décennies 1950-1970. Dès 1970, il va décroître de manière régulière jusqu'en 2009, à cause de la conjugaison de la baisse du nombre de lits hôteliers et de la hausse de la population.

6.2.3 Données économiques

Les troisième et quatrième indicateurs concernent les données sur l'emploi et l'économie. Ils se sont révélés ardu à étudier car les informations étaient plutôt lacunaires. Nous disposons tout d'abord de la population active par secteur économique, mais ceci uniquement depuis 1920, les recensements fédéraux ne remontant pas plus loin pour notre cas d'étude.

Voici l'évolution de cette donnée, en précisant que le 100 % représente la population active totale :

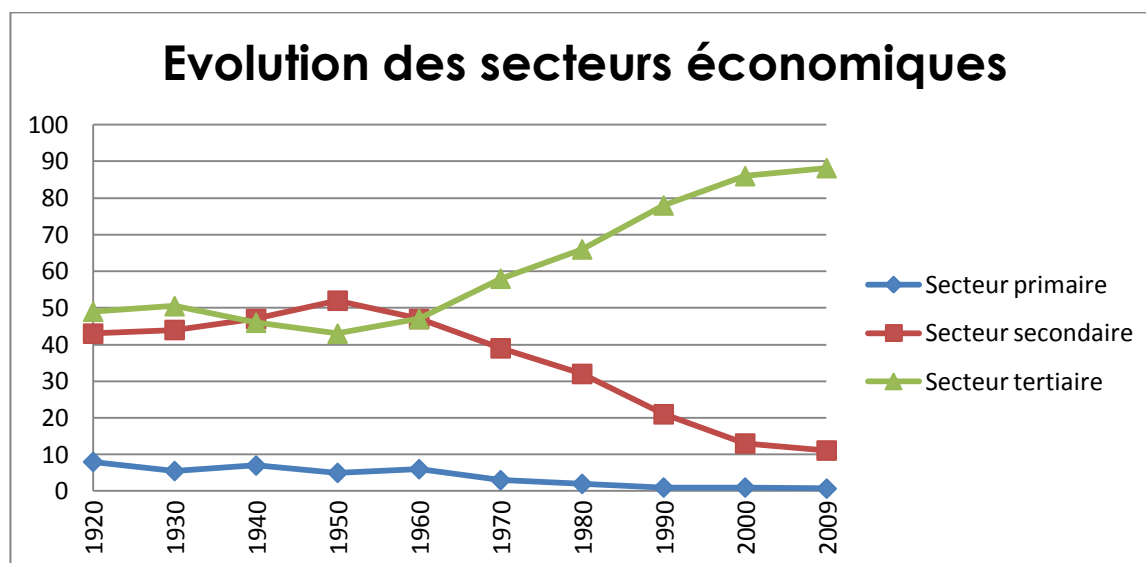


Fig. 8 : Evolution des secteurs économiques à Montreux entre 1920 et 2009

Concernant la période avant 1920, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Il est raisonnable d'imaginer une économie principalement agricole jusqu'en 1850, date à laquelle les premiers touristes arrivent. Le secteur primaire va alors progressivement diminuer en faveur du secondaire et du tertiaire, avant que ce dernier prenne le dessus aux alentours du début du 20^{ème} siècle. A cette date, Montreux compte 70 hôtels et plus de 4'000 lits. L'industrie touristique joue donc déjà un rôle majeur. Puis, en 1920, l'agriculture est déjà plus que marginale, avec seulement 8 % des personnes actives. Ce secteur va s'effriter inexorablement pour occuper en 2009 moins de 1 % de la population active. Le secteur secondaire, quant à lui, s'il domine les années 1940 à 1960, va également connaître dès lors une baisse régulière, pour atteindre 11,1 % de la population active en 2009. Enfin, le secteur tertiaire qui va voir sa part baisser avec les deux guerres mondiales et la situation difficile du tourisme qui les accompagne, remontera dès 1960 avec la nouvelle vocation de Montreux comme destination de congrès. Ce secteur occupe aujourd'hui 88,2 % de la population active.

Il s'agit à présent de voir à quel moment le tourisme n'est plus la fonction économique dominante, c'est-à-dire le moment de la métamorphose. Comme relevé dans le chapitre deux, les chiffres liés à l'évolution de l'apport économique du tourisme dans le PIB de Montreux s'étant révélés peu accessibles, nous avons restreint la période recherchée d'après les articles de journaux et les mémoires consultés. Intéressons-nous à la période qui va suivre la seconde guerre mondiale, car il semble que jusque-là, selon les éléments relevés dans le screening, le tourisme est bien responsable des apports économiques les plus importants, ceci dès 1880 environ (Dupont et Frey, 1989). En 1953, cela paraît être toujours le cas, selon le journaliste Jean Ecuyer qui écrit que « *si Montreux, au cours des ans, a vu quelques industries s'épanouir sur son territoire, il n'en reste pas moins que sa principale et vitale source de revenus est le tourisme. Il conditionne toute l'existence économique de cette cité [...]* » (Ecuyer, 1953). Cela est

confirmé par un rapport aux Conseils des trois communes du Cercle de Montreux en 1955 :

« Les Municipalités du Châtelard, des Planches et de Veytaux ont exposé longuement la situation touristique de Montreux et les projets de modernisation de son équipement, projets destinés à redonner à notre station un rang honorable, face aux autres stations de Suisse et de l'étranger, et surtout à lui rendre la prospérité qu'elle a perdue. Car, qu'on le veuille ou non, l'économie de notre cité dépend essentiellement de l'apport touristique » (Rapport aux Conseils Communaux, 1955, cité par Guesnet, 1992, p. 58)

Dix ans plus tard, en 1965, la Gazette de Lausanne classe clairement Montreux du côté des stations qui vivent du tourisme : *« Il y a [...] les villes, comme Lausanne, où le tourisme représente une part intéressante de leur économie sans en constituer cependant l'essentiel. Il y a enfin d'autres villes, comme Lucerne, Montreux ou Lugano, dont l'activité est axée avant tout sur le tourisme »* (« Montreux peut envier la ville de la Haye », 1965). En 1971, on souligne les efforts faits *« en vue de diversifier l'économie, par trop tributaire du tourisme et de l'hôtellerie »* (« Lamelmatic S.A. quitte Montreux », 1971). Ensuite, en 1984, l'Office du Tourisme de Montreux souligne dans un rapport que le tourisme *« est très important dans l'économie locale. A lui seul, il représente nettement plus de la moitié des apports économiques globaux »* (Office du Tourisme de Montreux, 1984, cité par Guesnet, 1992, p. 58). L'année 1988 voit la création de l'ADEM, l'Association de développement économique de la ville de Montreux, fondée par la Municipalité notamment dans le but *« de diversifier son économie vouée au tourisme comme seule branche économique »* (Site web de Promove). Trois ans plus tard, on s'inquiète de la baisse des nuitées en ces termes : *« l'évolution de l'économie touristique à Montreux – la principale branche d'activité – va à contre-courant du record des nuitées enregistré en moyenne suisse l'an dernier (+ 2,4 %) »* (Kohler, 1991). Finalement, en 2007, un article de Bilan mentionne que le secteur immobilier représente la moitié de l'activité économique locale, tandis que celui touristique se limite désormais au tiers. Selon ces différentes informations, c'est donc entre 1991 et 2007 que d'importants changements ont eu lieu dans l'économie montreuusienne, entraînant alors la métamorphose.

6.3 Choix des périodes à analyser

La synthèse précédente nous a permis de faire ressortir les points importants de la trajectoire de développement de Montreux. D'après les éléments relevés, nous pouvons séparer grossièrement le développement de notre cas d'étude en neuf phases :

- **1850-1870** : démarrage du tourisme
- **1870-1900** : consolidation de l'activité touristique
- **1900-1914** : âge d'or du tourisme
- **1914-1930** : baisse de l'activité touristique suite à la première guerre mondiale
- **1930-1940** : redémarrage de l'activité touristique
- **1940-1950** : nouvelle baisse suite à la seconde guerre mondiale

- **1950-1970** : stagnation de la touristicité
- **1970-1990** : déclin de la touristicité
- **1990-2010** : poursuite du déclin et métamorphose

Comme précisé antérieurement, nous allons à présent choisir uniquement trois phases pour l'analyse du sous-capital gouvernance. Cette étude permettra de confirmer, infirmer ou nuancer les hypothèses de recherche. La sélection des différents intervalles temporels n'est pas aisée car pour chaque période, l'analyse du régime urbain aurait de nombreuses choses à nous apprendre. Mais, par rapport aux hypothèses de recherche posées au début du travail, il convient de choisir une phase d'augmentation de la touristicité, une phase de stagnation et une phase de déclin. Ainsi, les moments que nous choisissons sont les suivants :

➤ **1900-1914 : âge d'or du tourisme (augmentation de la touristicité)**

Comme nous devons choisir une période où la touristicité augmente, autant sélectionner celle où l'accroissement est le plus fort. Il sera intéressant d'étudier le rôle du régime urbain dans cet essor exceptionnel.

➤ **1950-1970 : stagnation de la touristicité**

Cette période nous intéresse tout particulièrement car, outre le fait que nous ayons affaire à une stagnation de la touristicité, il s'agit de l'intervalle temporel durant lequel a lieu la fusion des communes des Planches et du Châtelard pour former la nouvelle commune de Montreux. Nous pourrons ainsi analyser le contexte et les raisons de cette fusion, de même que les liens entre cette stagnation de la touristicité et la nouvelle organisation politique.

➤ **1990-2010 : poursuite du déclin et métamorphose**

Enfin, cette période, la plus récente, mérite un approfondissement car, selon les informations trouvées, c'est durant celle-ci que l'activité touristique va cesser d'être l'activité économique dominante et que la métamorphose va avoir lieu. Il s'agira alors de voir comment le régime urbain en place participe ou non à ce changement.

Les trois périodes d'analyse ayant été choisies, il est temps de passer à l'étude de chaque régime urbain.

7. L'ANALYSE DES RÉGIMES URBAINS

7.1 Période 1900-1914

7.1.1 Analyse des acteurs

Jusqu'à la fusion de 1962, la structure administrative de Montreux se présente comme une organisation à trois niveaux (Guesnet, 1992). Le premier est le Cercle de Montreux, l'un des quelques 60 cercles paroissiaux du canton de Vaud. Il est administré par le Conseil du Cercle. Au niveau intermédiaire, nous trouvons les trois communes de Veytaux, Châtelard et les Planches. Enfin, les 23 petits villages et hameaux forment le dernier niveau. Nous pouvons schématiser cette organisation de la manière suivante :

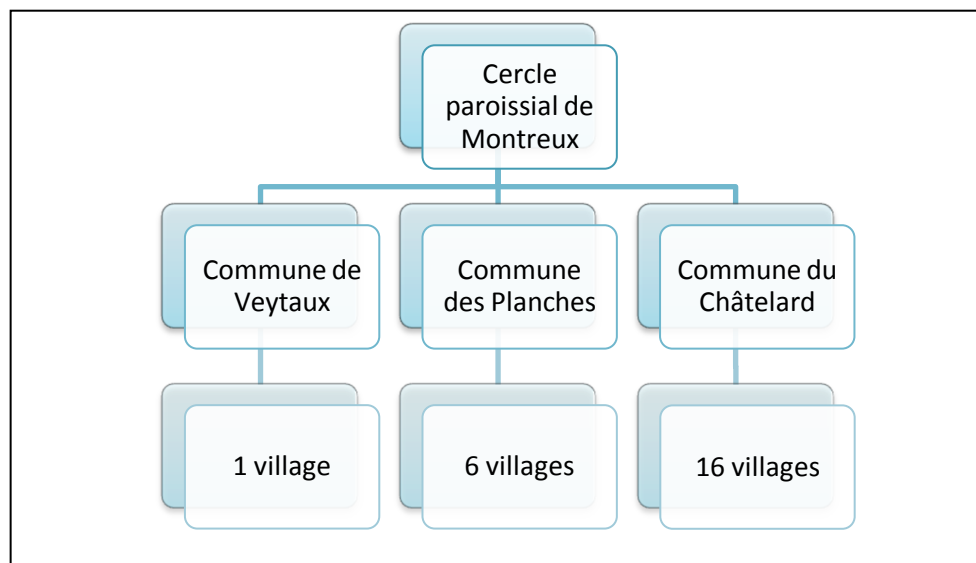


Fig. 9 : Structure administrative de Montreux jusqu'en 1962 (Guesnet, 1992, p. 41)

D'après Guesnet (1992), le Conseil du Cercle de Montreux compte sept délégués, répartis proportionnellement selon la population de chaque commune : quatre pour la plus grande commune, celle du Châtelard, deux délégués pour les Planches et un seul pour Veytaux. La présidence du Cercle s'établit sous la forme d'un tournus entre les syndics des trois communes, au rythme d'une année chacun. Cet organe a autorité pour tout ce qui concerne les infrastructures intercommunales, par exemple les lieux de culte, les écoles secondaires ou encore le marché. De plus, c'est le Cercle qui est responsable des relations avec l'extérieur, que ce soient la représentation de Montreux ou la réception des hôtes de marque. Les autres décisions se passent au niveau de chaque commune, où le Conseil communal exerce le pouvoir législatif et le Conseil municipal celui exécutif.

A côté de ces organes politiques, il existe, durant cette période 1900-1914, plusieurs entités appartenant à la sphère économique, dont nous retiendrons les plus importantes. Notons qu'il s'agit ici d'acteurs organisés. Tout d'abord, la Société des Hôteliers de Montreux, fondée en 1879 déjà, s'occupe de tout ce qui touche à la promotion et à la défense des intérêts touristiques de la station, car l'Office du Tourisme

de Montreux apparaîtra en 1946 seulement. Nous pouvons également citer les différentes sociétés de transport, primordiales pour le tourisme de l'époque, parmi lesquelles le Montreux-Oberland Bernois (MOB), le Montreux-Glion, le Territet-Glion ou encore le Glion-Naye. La Société des Forces motrices de la Grande Eau, quant à elle, gère l'alimentation en eau et en électricité de la région. Finalement, la Banque de Montreux représente l'établissement bancaire local. Fondée en 1868, elle joue un rôle de premier plan dans le développement touristique en fournissant les crédits nécessaires aux diverses entreprises, notamment ferroviaires (« Le sursis de la Banque de Montreux », 1932).

Du côté de la société civile, le journal local, fondé en 1867, se nomme *La Feuille d'Avis de Montreux*. Bien sûr, il s'agit d'une entité à but lucratif, mais nous l'avons placée du côté de la société civile car ce qui nous intéresse ici, c'est sa fonction sociale. En effet, comme nous le verrons plus loin, ce journal joue un rôle important dans le conditionnement de la population en faveur du développement touristique. Ensuite, la Société des Divertissements de Montreux et environs a été fondée en 1896 dans le but d'attirer et de retenir les étrangers sur la Riviera. Elle s'occupe de diverses activités, allant de l'organisation de tournois de football et de courses de régates à la production de concerts et de fêtes (Grandjean, 2000). Le Cercle de Montreux ainsi que les hôteliers, entre autres, participent à ses frais de fonctionnement. Mentionnons finalement la Société d'Utilité Publique de Montreux, créée en 1869, qui a pour tâche l'entretien de la station. Elle s'occupe de manière générale de tout ce qui a trait à l'embellissement du lieu, via, par exemple, l'entretien de routes, la création de promenades ou encore la mise en place de poteaux indicateurs le long des sentiers. Pour effectuer ces différents travaux, elle reçoit des subsides de la part des communes, du Kursaal ainsi que de la Société des Hôteliers notamment. Le partage des tâches avec le pouvoir public n'est pas toujours évident, comme le révèle cette anecdote. En 1896, la Société d'Utilité Publique dénonce la convention qui la lie au canton et aux communes pour l'entretien des routes (« Nouvelles du Canton de Vaud », 1896). Lors de sa création en 1869, elle s'occupait de l'entretien de la station qui, à l'époque, « pouvait paraître un luxe et, par cela même, incombait plutôt à une société d'embellissement qu'à une administration officielle » (« Nouvelles du Canton de Vaud », 1896). Cependant, à la fin du 19^{ème} siècle, les routes, promenades et quais se sont multipliés, ce qui a fortement augmenté le travail de l'association. Celle-ci demandait donc que les communes et le canton reprennent l'entretien des routes tandis qu'elle-même conserverait diverses tâches moindres, telles que le balayage, l'arrosage ou encore l'embellissement des quais et des promenades (« Nouvelles du Canton de Vaud », 1896). Il semble qu'un accord ait pu être trouvé puisque la Société d'Utilité Publique continua son activité jusqu'en 1921, date où elle fusionna avec la Société des Divertissements pour former la Société de développement de Montreux.

Afin de synthétiser toutes ces informations, voici les différents acteurs organisés autour du tourisme montreusien pour cette première période :

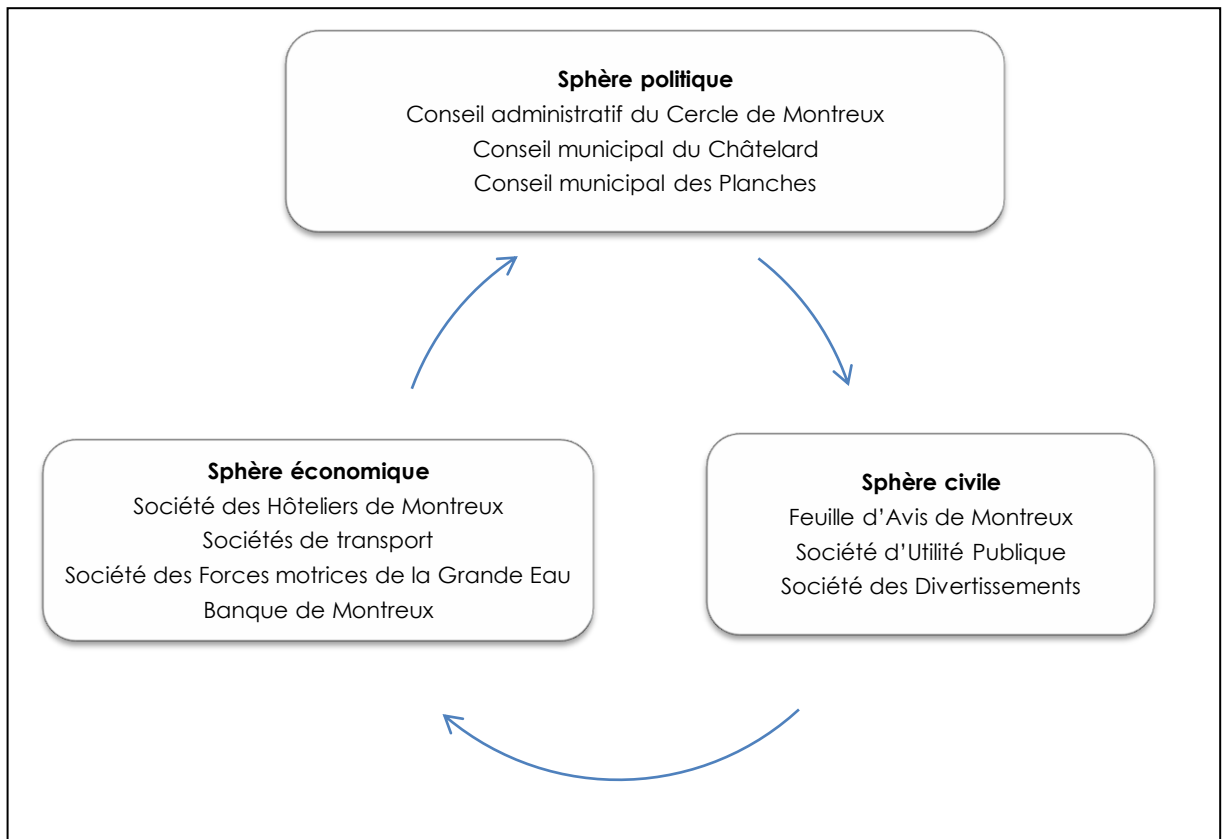


Fig. 10 : Organisation des acteurs de Montreux (1900-1914)

Découvrons à présent les relations entre ces différentes entités. L'étude biographique de trois des principaux acteurs de l'essor de la station en cette période va permettre de montrer une superposition quasi-parfaite entre la sphère économique et celle politique⁹.

Ami Chessex (1840-1917) commença précocement sa carrière politique puisqu'il entra à 22 ans au Conseil communal des Planches, fonction qu'il occupera jusqu'en 1915. Il fut également député au Grand Conseil vaudois de 1889 à 1899, en tant que représentant du Cercle de Montreux. A côté de ces mandats politiques, il fut propriétaire d'hôtels, dont le Grand Hôtel de Territet et l'Hôtel des Alpes, de même que le co-fondateur de la Société des Hôteliers de Montreux (1879)¹⁰, des sociétés de transport Territet-Glion (1883) et Territet-Mont Fleuri (1910), du Kursaal (1881), de la Société des Forces motrices de la Grande Eau (1895) et de la Société Romande d'électricité (1903). Ces deux dernières compagnies lui permirent de prendre en main toute l'alimentation en électricité et eau de la région. Ami Chessex fut encore membre des Conseils d'administration de la Banque de Montreux et de *La Feuille d'Avis de Montreux*.

⁹ Les éléments biographiques que nous relevons ci-après sont tirés des sources suivantes : Monnier (2006), Mettler (1979), Guesnet (1992) ainsi que du site web du Dictionnaire historique de la Suisse.

¹⁰ La date entre parenthèses fait référence à l'année de création de la société.

Le deuxième homme fort de la station en cette période se nomme Alexandre Emery (1850-1931). Sa carrière politique fut florissante puisqu'il entra au Conseil communal du Châtelard en 1885, avant d'être élu au Conseil municipal quatre ans plus tard, avec la charge des finances. Il fut ensuite syndic de cette même commune entre 1902 et 1912. Au niveau cantonal, il siégea au Grand Conseil vaudois entre 1889 et 1893. La carrière politique d'Alexandre Emery passa même par Berne, où il occupa la charge de conseiller national entre 1906 et 1912. Propriétaire de plusieurs hôtels dont le Montreux Palace qu'il fit construire en 1906, il appartint à de nombreux Conseils d'administration, dont ceux du Montreux-Oberland Bernois, du Montreux-Glion, de la Banque de Montreux, de *La Feuille d'Avis de Montreux*, du Kursaal et de la Société immobilière de Caux. Mentionnons encore qu'il fut président de la Société des Hôteliers de Montreux durant 32 ans, entre 1893 et 1925. Concernant ses relations avec Ami Chessex, les deux hommes sont en fait beaux-frères, Ami Chessex ayant épousé la sœur d'Alexandre Emery, Rosine.

Le troisième homme à avoir joué un rôle important durant ces années 1900 à 1914 est Gustave Bettex (1868-1921). Conseiller communal du Châtelard dès 1902 puis municipal dès 1905, il fut, entre 1917 et 1921, à la fois député au Grand Conseil vaudois et conseiller national. Dès 1889, il prit les rênes de *La Feuille d'Avis de Montreux*, dont il fut le rédacteur en chef jusqu'à sa mort. Il rédigea également un guide sur Montreux et occupa la fonction de secrétaire de la Société des Hôteliers de Montreux durant 23 ans.

Si l'on synthétise ces informations biographiques en nous concentrant uniquement sur la période qui nous intéresse ici, soit de 1900 à 1914, nous avons la situation suivante. Au niveau politique, la plus grande commune du Cercle de Montreux, soit celle du Châtelard, compte Gustave Bettex comme conseiller municipal tandis qu'Alexandre Emery en est le syndic. Ami Chessex siège, quant à lui, au législatif de la commune des Planches. La Société des Hôteliers est dirigée par Alexandre Emery, alors que Gustave Bettex en est le secrétaire. De même, les sociétés de transport et d'énergie sont aux mains d'Ami Chessex et d'Alexandre Emery, en tant que directeurs ou membres des Conseils d'administration. Les deux hommes font aussi partie du Conseil d'administration du journal local de Montreux, dont le rédacteur en chef est Gustave Bettex. Enfin, les deux beaux-frères Chessex et Emery appartiennent au Conseil d'administration de la Banque de Montreux.

Ainsi, nous pouvons constater que les responsabilités se partagent entre un nombre restreint d'acteurs individuels. Les trois hommes ci-dessus détiennent des rôles à la fois politiques et économiques. Grâce à cela, ils assurent des liens forts entre les différents acteurs organisés, car ils appartiennent à la majorité d'entre eux.

7.1.2 Analyse des objectifs de législation

Étudions à présent les différents objectifs des acteurs publics de cette période, sur la base des rapports de gestion communaux. Ces buts ne sont pas nommément mentionnés dans ces documents mais nous pouvons les faire ressortir d'après les objets discutés et les décisions prises.

Concernant l'industrie touristique, nous pouvons mettre en évidence quelques éléments montrant que les autorités politiques s'impliquent dans ce secteur. Les communes du Châtelard et des Planches participent au financement de l'industrie des étrangers, comme on l'appelle alors, via le versement de subsides ou l'achat d'actions. Par exemple, en 1900, le Châtelard achète 2000 actions d'une valeur de Fr. 100'000.- à la Compagnie de chemin de fer MOB pour la ligne Montreux-Montbovon (Commune de Montreux-Châtelard, 1901) et souscrit, en 1904, des actions à la Compagnie du chemin de fer Clarens-Chailly-Blonay (Commune de Montreux-Châtelard, 1905). Quatre ans plus tard, cette commune vote à nouveau la prise de 40 actions à cette dernière compagnie (Nouvelles du Canton de Vaud, 1908). L'étude des comptes du Châtelard durant cette période montre également le versement de subsides à la Société d'Utilité Publique. La commune des Planches, quant à elle, possède des actions dans le Kursaal et participe aussi au financement de diverses infrastructures touristiques, en allouant, par exemple, en 1914 *« un crédit de Fr. 6'000.- pour l'exécution du projet de bâtiment pour cure d'air à Jaman »* (Commune de Montreux-Planches, 1915). Cependant, en règle générale, ces deux communes versent un montant annuel au Cercle de Montreux et c'est celui-ci qui s'occupe du financement des affaires communes. Il verse des subsides à la Société Industrielle et Commerciale, au Syndicat des Intérêts de Montreux ou encore à la Société de Divertissements pour l'organisation de fêtes et réceptions (Conseil administratif du Cercle, 1911). De plus, les communes essayent d'intervenir dans les décisions touchant le tourisme. Par exemple, le Châtelard prie en 1914 le Cercle d'agir contre les taxes de douane : *« dans le but de favoriser le commerce local aussi bien que la clientèle étrangère, le Conseil du Cercle est invité à tenter d'obtenir des douanes le dédouanement, en gare de Montreux, de tous les colis postaux »* (Commune de Montreux-Châtelard, 1915).

Ensuite, à la commune du Châtelard comme à celle des Planches, la grande majorité des objets traités par les organes politiques concerne les travaux publics. Les autorités organisatrices semblent en effet engagées dans d'importantes tâches de construction et de modernisation des infrastructures de base. Durant les différentes séances, on parle de goudronnage de routes, de construction de trottoirs, d'élargissement de rues ou encore de pose de canalisations. Si l'on prend l'exemple des vœux de la commission de gestion en 1914, on constate à nouveau qu'ils concernent tous la question des travaux publics, avec par exemple, le *« quatrième vœu : étudier la construction d'un sentier Caux-les-Vaunaises »* ou le *« septième vœu : passer à l'exécution du trottoir en encorbellement de la route Montreux-Glion »* (Commune de Montreux-Planches, 1915). L'aménagement des bords du lac est également un point important : *« la Municipalité s'est beaucoup occupée de la question des quais »* (Commune de Montreux-Planches, 1910). Même si cela n'est précisé nulle part, nous pouvons avancer que ces différents travaux, en particulier l'aménagement des quais, sont notamment réalisés dans le but de satisfaire les touristes, en embellissant et modernisant la station.

En résumé, il semble bien que, de manière directe ou indirecte, les objectifs des autorités politiques pour cette période touchent de près l'industrie touristique. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant si l'on se rappelle que plusieurs acteurs politiques importants sont fortement impliqués dans ce secteur économique.

7.1.3 Analyse des ressources à disposition

Pour les années 1900-1914, quatre ressources ont été identifiées. La première est clairement la ressource monétaire : l'argent semble couler à flots, en particulier les investissements privés. Ces derniers permettent de soutenir la construction des hôtels et des lignes de transport. Une anecdote, relatée par Mettler (1979), est révélatrice de l'énorme somme d'argent disponible pour le développement touristique. En 1911, Alexandre Emery, propriétaire du Montreux Palace, cherche la somme d'un million de francs afin de construire un pavillon des sports pour son hôtel. En trois semaines, il reçoit des propositions de crédits pour... 11 millions ! Les promoteurs du tourisme montreu sien, que ce soient Ami Chessex, Alexandre Emery ou Gustave Bettex, disposaient d'une telle aura que leur nom associé à n'importe quel projet permettait à celui-ci d'être financé immédiatement. De plus, l'hôtellerie est vue comme un secteur rémunérateur. Les capitaux placés dans divers établissements de Montreux rapportent des dividendes intéressants. Par exemple, en 1905, les hôtels Beau-Séjour, Excelsior, Bon Port et National versent 5 % de dividendes à leurs actionnaires, les hôtels de Caux 6 % tandis que le Grand Hôtel de Territet va jusqu'à 12 % (Senn, 1918, p. 140). Et les confortables bénéfices de l'industrie hôtelière permettent de réinvestir de grosses sommes dans l'aménagement et la rénovation. C'est le cas notamment du Palace-Hôtel de Caux, dont les comptes se bouclent en 1902 sur un bénéfice net de plus de Fr. 200'000.-. La Société immobilière de Caux, responsable de sa gestion, en profite alors pour investir dans une piste pour lugeurs ainsi que dans du nouveau mobilier (Nouvelles du Canton de Vaud, 1903, 21 août). Puis, la Société des Hôteliers, via la cotisation de chaque membre, alloue de nombreuses subventions « *aux transports, au Kursaal, aux établissements de cure, aux divers instituts, à la fête des Narcisses...* » (Vuille, 1986, p. 169). Elle participe également au financement de la Société des Divertissements et de la Société d'Utilité Publique. En ce qui concerne les autorités publiques, nous avons vu précédemment que les communes et le Cercle de Montreux versent des subsides ou achètent des actions dans les différentes entités liées au tourisme. La ressource monétaire, qu'elle vienne d'investissements privés ou de subventions publiques, apparaît donc à cette époque, comme extrêmement accessible pour les acteurs du développement touristique.

La deuxième ressource est celle interactive. Nous pouvons observer une forte organisation en réseaux entre le secteur public et celui privé. Celle-ci apparaît notamment dans les différents Conseils d'administration, que ce soient ceux de la Banque de Montreux, de *La Feuille d'Avis de Montreux*, des sociétés de transport, du Kursaal ou des sociétés d'énergie, où se mêlent acteurs privés et autorités publiques. Prenant l'exemple de la liste des membres du Conseil d'administration du Montreux-Oberland Bernois en 1904, Laurent Tissot (2006) souligne qu'une forte cohésion socio-politique « *est assurée par la présence simultanée de membres actifs, à l'échelon local, cantonal et national, dans les milieux politiques, hôteliers, techniques, financiers, juridiques. [...] le réseau est central dans la recherche et l'allocation des ressources nécessaires* » (Tissot, 2006, p. 211). Cette quasi-superposition entre les sphères politique et économique permet une organisation efficace de l'activité touristique.

Le soutien politique est également une ressource aux mains des différents acteurs impliqués dans le développement touristique. Cela s'explique simplement par le fait que, comme nous l'avons vu, les acteurs politiques et ceux économiques sont identiques. Le cas d'Alexandre Emery illustre bien cet état de fait : grand promoteur hôtelier et propriétaire de plusieurs établissements, il est également le syndic du Châtelard entre 1902 et 1912. A la commune des Planches, c'est aussi un hôtelier, Philippe Faucherre-Vautier, qui fut maire entre 1890 et 1903 (Mettler, 1979). En résumé, *« lorsqu'on fait allusion aux autorités communales du Châtelard, des Planches ou de Veytaux, il est important de savoir qu'il s'agit presque toujours d'hôteliers, souvent propriétaires des plus importants établissements de la région »* (Wyssbrord, 1988, p. 45). De la sorte, les acteurs politiques étant en majorité des hôteliers, ils apportent leur total soutien au développement touristique de la station.

Finalement, les acteurs peuvent compter sur la ressource confiance. L'ensemble des protagonistes partagent la certitude du bien-fondé et de la pertinence du développement touristique. De plus, le consensus semble s'être diffusé jusqu'aux habitants. L'un des moyens utilisés par les décideurs pour convaincre la population de la légitimité de leur entreprise est *La Feuille d'Avis de Montreux*. Rappelons que le rédacteur en chef du journal local est Gustave Bettex, secrétaire de la Société des Hôteliers de Montreux et conseiller municipal du Châtelard, tandis qu'Alexandre Emery et Ami Chessex appartiennent au Conseil d'administration. Comme le remarque Guesnet (1992), *La Feuille d'Avis de Montreux* apparaît comme un moyen de conditionnement de la population, *« allant toujours dans le sens des initiatives pour l'essor du tourisme et répercutant ainsi les intérêts de ses propres dirigeants, dont A. Chessex et A. Emery »* (Guesnet, 1992, p. 44). Par conséquent, notamment grâce à ce journal, *« un large consensus semble s'être établi derrière les hôteliers. La propagande fut efficace, le message intériorisé, chacun trouvant effectivement son intérêt, si ce n'est sa base existentielle, dans le bon accueil réservé aux étrangers »* (Dupont et Frey, 1989, p. 139), bien que, comme nous le verrons ci-dessous, quelques voix vont tenter de s'élever contre le développement touristique de Montreux.

7.1.4 Analyse des conflits et débats

Si, comme nous venons de le voir, la ressource confiance est largement présente, cela n'empêche pas d'assister à quelques débats, concernant notamment la question des maisons de jeux.

Comme relaté dans un article du Journal de Genève en 1911 (*« Le jeu dans les kursaals, partie I »*, 1911), un kursaal avec des spectacles captivants et des concerts attirants est indispensable pour retenir les étrangers dans une station. Or, les dépenses que ces représentations nécessitent ne peuvent être uniquement couvertes par les entrées. Il faut alors trouver une manière d'engranger des recettes supplémentaires : ce sera grâce au jeu, notamment celui appelé "jeu des petits chevaux", qui se déroule de la manière suivante :

« On faisait tourner neuf chevaux avec une machine à bras, on distribuait contre 1 franc, plus tard contre 2 francs, neuf petits papiers

fermés qui portaient chacun à l'intérieur le numéro d'un des chevaux ; le cheval qui s'était arrêté le plus près du but faisait gagner la partie à l'heureux possesseur du numéro correspondant, et le kursaal payait huit fois la mise, tandis qu'il gardait simplement une à titre de prélèvement. » (« Le jeu dans les kursaals, partie I », 1911)

Le kursaal présentait cet amusement comme une sorte de loterie et non comme un jeu. Pourquoi ? Eh bien, simplement pour éviter de tomber sous le coup de l'Article 35 de la Constitution Fédérale qui interdisait les maisons de jeu. Jusque-là, tout allait bien. Or, les kursaals décidèrent d'en changer les règles, en laissant les joueurs choisir le numéro du cheval qu'ils préféraient. Ceux-ci pouvaient ainsi tous miser sur le même cheval et, cette fois, le kursaal jouait sa chance contre les autres. De plus, contrairement à la manière de faire précédente, d'une part le kursaal gardait pour lui deux mises et non plus une au cas où il y avait un gagnant, mais, d'autre part, il arrivait qu'aucun joueur n'ait misé sur le bon cheval et, dans ce cas, le kursaal gardait l'entier de la mise. De la sorte, *« l'entreprise prenait alors le véritable caractère d'une maison de jeu »* (« Le jeu dans les kursaals, partie II », 1911).

En laissant de côté le débat de savoir si oui ou non l'Article 35 de la Constitution doit s'appliquer, intéressons-nous plutôt aux vives discussions ayant eu lieu à Montreux à ce sujet. Pour les opposants aux différents jeux de hasard, l'argument principal est que ceux-ci nuisent à la réputation de Montreux et concernent des étrangers inopportuns pour la station : *« il y a clientèle et clientèle pour une station d'étrangers et celle qu'attirent les jeux n'est pas la plus désirable, parce qu'elle éloigne l'autre, qui est la bonne. [...] Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée. »* (« Petits chevaux et maîtres d'hôtel », 1900). De plus, même si théoriquement seuls les étrangers sont autorisés à jouer, ces opposants déplorent le fait que des locaux parient tout de même et peuvent perdre des sommes qui ne sont pas négligeables pour eux. Les partisans, de leur côté, soulignent que ces jeux de hasard au Kursaal sont indispensables pour retenir les étrangers et pour financer le tourisme. Deux personnes en particulier vont, via les journaux, s'affronter à ce sujet. Il s'agit d'Alexandre Emery qui, en plus d'être syndic et hôtelier, porte aussi la casquette de président du Conseil d'administration du Kursaal, tandis que le second est Louis Emery, un professeur de théologie à Montreux.

L'intérêt de ce débat est qu'il dépasse largement le contexte de la seule question du jeu pour concerner le tourisme tout entier, ainsi que le souligne Alexandre Emery :

« La question des jeux dans les kursaals (type kursaals de Montreux, Interlaken, Lucerne) est intimement liée à celle du tourisme en général. Les séparer serait commettre une injustice tout d'abord, une imprudence ensuite. [...] Supprimer les jeux, en tant qu'attraction accessoire et source de revenus, c'est obliger les centres de tourisme de notre pays à revenir sur leurs pas et à renoncer à des progrès acquis au prix de longs efforts et de gros sacrifices. » (Emery, 1911, 20 avril)

Lorsque Louis Emery publie une réponse à cet article, la question du jeu dévie également sur l'activité touristique en général. A l'argument d'Alexandre Emery que le

tourisme est la principale industrie et qu'il faut donc contenter les étrangers en leur procurant ce qu'ils recherchent, le professeur de théologie rétorque :

« Si le tourisme nous apporte de l'argent, il est bon de noter qu'il a aussi des désavantages pour notre pays. Je ne parle pas de ses inconvénients moraux, quelques graves soient-ils. Je reste sur le terrain purement économique, et je constate qu'il a considérablement renchéri la vie en Suisse, et enlevé de la main-d'œuvre à la campagne. C'est d'ailleurs un fait connu que plus une localité est fréquentée par les étrangers, plus la vie y est chère, aussi bien pour ceux qui ne profitent pas du tourisme – et ils sont la majorité – que pour ceux qui en vivent et qui s'y enrichissent. » (Emery, 1911, 25 avril)

Ce personnage apparaît comme un farouche opposant au tourisme et profite du débat sur les jeux de hasard pour remettre en question le développement touristique de la Suisse, comme nous pouvons le constater dans cet extrait d'un autre article, intitulé *Les jeux de hasard* et paru quelques mois avant le précédent :

« Je suis du nombre croissant de Suisses qui sont agacés et humiliés par cette hantise de tant de nos concitoyens de faire de notre patrie la plus vaste auberge du monde et d'y attirer, par tous les moyens imaginables, le plus d'étrangers possibles, à la seule condition qu'ils aient de l'argent. [...] Pour les attirer, leur plaire et les retenir, on est prêt à tous les sacrifices. » (Emery, 1910, 2 décembre)

Cette position semble pourtant assez marginale à l'époque. Dans les différents articles concernant ce débat, Louis Emery apparaît presque comme l'unique contestataire des jeux de hasard et du tourisme en général. Nous pouvons faire l'hypothèse que cela est dû au fait que les acteurs du tourisme, dont Alexandre Emery, disposent d'une telle mainmise sur la station que personne n'ose s'y opposer de manière frontale, hormis quelques électrons libres, dont Louis Emery, qui n'ont rien à voir avec le tourisme, en particulier dans leur vie professionnelle.

7.1.5 Type de régime urbain

Il reste, sur la base des divers éléments relevés, à déterminer à quel type de régime nous avons affaire, selon la typologie de Clarence Stone présentée préalablement.

Nous avons tout d'abord pu voir que les autorités politiques s'impliquaient dans le tourisme, que ce soit de manière directe avec des subventions dans le secteur et des interventions en faveur de la clientèle étrangère, comme celle du Châtelard pour le dédouanement des colis ou celle d'Alexandre Emery en faveur des jeux, ou de manière indirecte via les nombreux aménagements dans la station, en particulier les quais. Nous pouvons également souligner des liens extrêmement forts entre les sociétés privées et les autorités publiques, les mêmes acteurs se retrouvant presque à chaque fois dans les deux types d'entités. Une anecdote parmi d'autres permet d'illustrer cette étroite collaboration entre les secteurs privé et public. Ami Chessex demande *« qu'un quai*

entre la Villa Maria et le débarcadère de Territet soit mis à l'enquête. La commune accepte sous la condition de se voir céder des terrains. Cette manière de troc est une constante dans les relations foncières entre Ami Chessex et la commune » (Monnier, 2006, p. 234). Cette pratique permet aussi de montrer que les autorités publiques sont dans une logique d'acquisition de terrains. On peut également illustrer cette affirmation par les deux extraits suivants concernant la commune du Châtelard : en 1913, le Conseil « vote l'achat pour le prix de Fr. 6.- le mètre carré, d'une parcelle de terrain de 210 mètres carrés », tandis que la même année, il « autorise la Municipalité à acquérir, pour le prix global de Fr. 37.-, 335 mètres carrés de terrain » (Commune de Montreux-Châtelard, 1914). Soulignons encore que les autorités politiques ont des intérêts dans le Kursaal et dans les compagnies de chemin de fer.

Du point de vue des ressources, comme nous l'avons plus haut, celle monétaire coule à flots, avec d'importants investissements privés. Outre l'exemple des crédits proposés à Alexandre Emery pour son pavillon des sports, nous avons relevé les cas des hôtels qui réinvestissent leurs bénéfices ainsi que de la Société des Hôteliers qui financent diverses entités liées au tourisme. Le secteur public n'est pas en reste et subventionne largement. Nous avons également fait mention précédemment du soutien politique, ressource majoritaire permettant de produire la ressource juridique, et du consensus qui règne de manière générale autour du développement touristique. Enfin, nous avons pu relever une forte organisation en réseau entre les secteurs public et privé.

En rassemblant ces divers éléments, il apparaît assez clairement que nous avons affaire à un régime de développement, plus particulièrement un régime clairement orienté vers le développement touristique. Ce dernier est caractérisé par des liens forts entre intérêts privés et entités publiques, la réunion des différents acteurs autour d'un projet commun qui est le développement touristique, et la présence marquée des ressources monétaire, organisationnelle, majoritaire et confiance. De même, nous avons pu constater les différentes actions publiques comme l'acquisition de terrains, la construction d'équipements publics et l'octroi de subventions qui déterminent ce type de régime. Les acteurs, les objectifs et les ressources étant dévolus de manière quasi-exclusive au tourisme, nous nommerons ce premier régime : « régime de développement à orientation touristique ».

7.2 Période 1950-1970

Durant ce deuxième intervalle temporel va se produire un événement-clé dans toute l'organisation politique montreu-sienne : la fusion des communes du Châtelard et des Planches. De la sorte, avant de passer à l'analyse des différentes dimensions du régime urbain, il semble judicieux d'étudier plus en détails l'historique de cette fusion, de même que les raisons qui l'ont engendrée.

D'après Louis Monnet (1960, 25 octobre), tout le territoire des actuelles communes de Montreux et de Veytaux se trouvait, jusqu'au 13^{ème} siècle, uni politiquement et sous la haute autorité tout d'abord de l'abbaye de St-Maurice, puis des évêques de Sion. En 1295, ces derniers vendirent le domaine à Girard I d'Oron et en 1317, le territoire fut

partagé entre Girard II d'Oron et Amédée V de Savoie. Ce dernier acheta toute la partie qui correspondait aux communes des Planches et de Veytaux, tandis que d'Oron garda l'autre part, c'est-à-dire le territoire du Châtelard. C'est de là que date la division qui subsistera jusqu'en 1962. Les trois communautés partageaient différentes tâches collectives, telles que le service de garde du Château de Chillon, l'entretien et le transport des pauvres de passage ou encore l'administration de l'hôpital. Ils restaient, de plus, dévoués à la même paroisse. En 1803, à la formation du tout nouveau canton de Vaud, la répartition administrative changea et s'effectua désormais en termes de districts, cercles et communes. Les trois communes de Veytaux, du Châtelard et des Planches s'associèrent alors pour former le Cercle des Planches, devenu Cercle de Montreux en 1846.

Puis, *« le développement du tourisme dans la contrée, à partir du milieu du XIX^e siècle, contribua grandement à la préparation de la réunification sur le plan administratif; la construction de nombreux hôtels et magasins souda les uns aux autres tous les villages du bas, qui, jusqu'alors, avaient gardé une certaine autonomie »* (Monnet, 1960, 25 octobre). Par conséquent, en une cinquantaine d'années, c'est une nouvelle ville qui prend forme au bord du Léman. Dans un but de rationalisation, les autorités communales commencèrent, dès 1911, à réfléchir à l'idée de la fusion. En 1915, le législatif de Veytaux rejeta un projet de réunification. Sept ans plus tard, le Conseil communal du Châtelard accepta, quant à lui, une proposition de fusion avec les Planches, mais cette dernière la refusa (Monnet, 1960, 25 octobre). Selon Dupont et Frey (1989), la principale raison de ce rejet fut le surendettement des communes. On peut faire l'hypothèse que celui-ci était une conséquence de la première guerre mondiale. Comme nous l'avons vu dans le screening historique, les années de guerre et celles de l'après-guerre furent très difficiles pour le tourisme à Montreux, à cause de la crise des changes et des entraves douanières. Or, beaucoup d'argent public avait été investi dans le tourisme et les communes avaient des intérêts notamment dans les sociétés de transport et le Kursaal. Le fort recul de l'activité touristique pesa donc lourdement sur les comptes communaux. Ainsi, comme une fusion aurait mis tous les passifs en commun, Veytaux et les Planches refusèrent d'alourdir leurs comptes avec les dettes du Châtelard, dont la situation était de loin la plus problématique. Après ce premier échec d'un projet de fusion, il fallut attendre 20 ans pour que les discussions reprennent.

Dès 1942, on recommence à discuter de la fusion, mais en optant cette fois pour une approche plus progressive, c'est-à-dire en groupant peu à peu différents services (Monnet, 1960, 25 octobre). En 1944, il n'y a plus qu'une seule direction des écoles primaires pour les trois communes, tandis qu'en 1948 sont réunis les services d'enlèvement des ordures ménagères du Châtelard et des Planches. En 1954 a lieu une centralisation des services du feu pour les deux communes du Châtelard et des Planches, et en 1956, une fusion des services de police, des bureaux des étrangers et des offices du travail pour ces deux mêmes communes. En 1952, des études sur la fusion complète sont toujours en discussion. Cependant, comme 30 ans plus tôt, *« le gros obstacle est la situation financière très difficile du Châtelard »* (Monnet, 1952). Afin de remédier à ce problème, la commune adopte un plan d'assainissement financier strict qui lui permettra de réduire rapidement la dette communale (Commune de Montreux-Châtelard, 1954). A la fin de l'année 1958, grâce à ce plan et au remplacement de trois

emprunts par un seul auprès de l'AVS, la situation du Châtelard s'est améliorée, rendant ainsi favorables les conditions de la fusion (Commune de Montreux-Châtelard, 1959). Les finances ne sont cependant pas brillantes, avec un excédent du passif de cinq millions pour le Châtelard, soit Fr. 414.- par habitant, alors que ce passif s'élève à trois millions pour les Planches, ce qui fait Fr. 603.- par habitant. Mais, en conservant les taux d'imposition en vigueur et en pratiquant une politique stricte d'économie et d'amortissement des emprunts, la nouvelle commune devrait pouvoir équilibrer son budget (Monnet, 1960, 19 août).

Plusieurs raisons sont invoquées par les Conseils municipaux du Châtelard et des Planches en faveur de la fusion (Monnet, 1960, 12 novembre). Tout d'abord, l'administration publique montreu­sienne, caractérisée par cette coexistence des trois communes, perd en efficacité à cause de nombreux retards et de lourdes complications administratives. Ensuite, la procédure permettant d'aboutir à des décisions concernant l'ensemble de l'agglomération de Montreux est extrêmement lourde et lente. De plus, les habitants, peu au fait de la géographie administrative montreu­sienne, ne savent pas toujours à qui ils sont censés s'adresser. Enfin, sur le plan régional et cantonal, le poids d'une unique commune regroupant la totalité de la population montreu­sienne sera supérieur à celui exercé par des communes distinctes.

En 1961, c'est l'heure des votations. Les Conseils communaux du Châtelard et des Planches acceptent la fusion, tandis que, comme en 1915, celui de Veytaux choisit de garder son autonomie. Le scrutin populaire confirme ces résultats. Au Châtelard, la fusion est acceptée par près de 90 % des votants, tandis qu'ils sont 84 % à la plébisciter aux Planches. Les citoyens de Veytaux, quant à eux, la rejettent à 78 % (Monnet, 1961, 18 avril). Appartenant à la plus petite des trois communes, ceux-ci craignaient de voir leurs intérêts peu pris en compte dans la nouvelle configuration. En effet, s'ils avaient accepté la fusion, sur les 100 membres du Conseil communal répartis de manière proportionnelle au nombre d'habitants, Veytaux n'en aurait eu que huit. Le Châtelard aurait eu, lui, 61 conseillers et les Planches 31 (Monnet, 1960, 12 novembre). De plus, Veytaux était la seule des trois communes à pouvoir compter sur une fortune tandis que les Planches et le Châtelard avaient des excédents de passif (Monnet, 1960, 19 août). La population préféra, de ce fait, refuser la fusion. Dès le 1^{er} janvier 1962, seules les deux communes du Châtelard et des Planches fusionnèrent pour n'en former qu'une : la nouvelle commune de Montreux.

7.2.1 Analyse des acteurs

A présent que l'épisode de la fusion a été clarifié, étudions les différents acteurs qui gravitent autour de l'activité touristique montreu­sienne, en commençant par les autorités politiques locales. Le Cercle de Montreux, appelé désormais la Ville de Montreux, s'occupe, rappelons-le, des infrastructures intercommunales. Cependant, dès la fusion, le « *Conseil administratif de la Ville de Montreux, institution unique en son genre dans le canton de Vaud, sera supprimé* » (Monnet, 1961, 18 avril), la réunification rendant son rôle obsolète. Puis, à nouveau suite à la réunion du Châtelard et des Planches, le pouvoir exécutif se trouve entre les mains du Conseil municipal de Montreux, qui compte sept conseillers. Nous pouvons constater une relative stabilité en

ce qui concerne les autorités municipales en activité durant les 20 années qui nous intéressent ici. De 1950 à 1961, seul un conseiller sur les cinq en place changera dans la commune du Châtelard, tandis qu'ils seront trois sur les sept en place pour les Planches durant le même laps de temps. Après la fusion, le tout nouveau Conseil municipal de Montreux réunira dès 1962 quatre conseillers du Châtelard, dont trois anciens, et trois conseillers des Planches, tous anciens. De plus, le tout premier syndic de Montreux, Alfred Vogelsang, occupait auparavant cette fonction au Châtelard depuis 1946. Il semble donc qu'il y avait une volonté des élus d'assurer une continuité dans la conduite des affaires politiques. C'est aux élections de novembre 1969, une fois la nouvelle organisation communale bien rôdée qu'eut lieu une certaine passation de pouvoir, avec l'élection de quatre nouveaux conseillers, soit plus de la moitié du Conseil, et la désignation d'un nouveau syndic, Jean-Jacques Cevey.

Passons maintenant aux acteurs économiques. Nous retrouvons, tout d'abord, la Société des Hôteliers de Montreux, qui joue toujours un rôle essentiel dans l'activité touristique, notamment en distribuant de nombreuses subventions. Du côté des établissements financiers, c'est à présent la Banque cantonale vaudoise qui s'occupe d'octroyer les crédits nécessaires au tourisme, après que la Banque de Montreux, mise en liquidation en 1932 suite à la crise mondiale consécutive au crash de Wall Street, eut joué, durant 64 ans, un rôle de premier plan dans le développement touristique de Montreux. Nous pouvons également rajouter parmi la sphère économique les différents instituts, pensionnats et écoles privées, qui commencent à se multiplier dans la station, amenant là une nouvelle clientèle touristique. Mentionnons encore les compagnies de transport, toujours importantes pour le tourisme. Aux sociétés de chemin de fer, de funiculaire et de navigation s'ajoute ici la Société du Tunnel du Grand St-Bernard, dans laquelle la Société des Hôteliers et les communes montreuusiennes ont investi, via l'achat d'actions. Le percement du tunnel, qui sera ouvert à la circulation en 1964, permettra de rapprocher Montreux de l'Italie et la station espère ainsi drainer une nouvelle clientèle touristique. Nous pouvons finalement mentionner la société d'exploitation qui gère l'aérodrome de Montreux, situé à Rennaz et inauguré en 1960.

A l'intersection des sphères politique et économique, l'Office du Tourisme de Montreux s'occupe, depuis 1946, de tout le secteur touristique, que ce soient la publicité ou l'organisation des différents festivals. Il est financé par les communes, par la Société des Hôteliers ainsi que par le produit de la taxe de séjour. En 1965, l'Office du Tourisme de Montreux et l'Association des Intérêts de Vevey fusionnent et deviennent l'Office du Tourisme de Montreux, Vevey et environs (Monnet, 1965, 2 juillet).

Du côté de la société civile locale, il semble y avoir extrêmement peu d'acteurs organisés. En effet, nous n'avons trouvé aucune trace d'une quelconque association d'habitants ou de propriétaires. Nous pouvons seulement mentionner l'existence d'un groupe réunissant les Anglais qui séjournent sur la Riviera et répondant au nom de Colonie britannique de Montreux et Vevey. Cette association organise régulièrement des rencontres pour les Britanniques qui ont pris leurs quartiers à Montreux. De plus, il lui arrive de prendre position sur certaines décisions liées au tourisme, notamment les différentes taxes imposées aux étrangers (Conseil de la Colonie britannique, 1950). Du côté des acteurs de la société civile locale pour la période 1900-1914, la Société des

Divertissements et la Société d'Utilité Publique n'existent plus. Ces deux associations, de même que la Société de développement des Avants et le Syndicat de Montreux, fusionnèrent en 1921 pour donner naissance à la Société de développement de Montreux (« Nouvelles du Canton de Vaud », 1921). Cette dernière entité deviendra en 1946 l'Office du Tourisme de Montreux.

En résumé, voici représentée sous forme de graphe, l'organisation des acteurs liés au tourisme pour la période 1950-1970 :

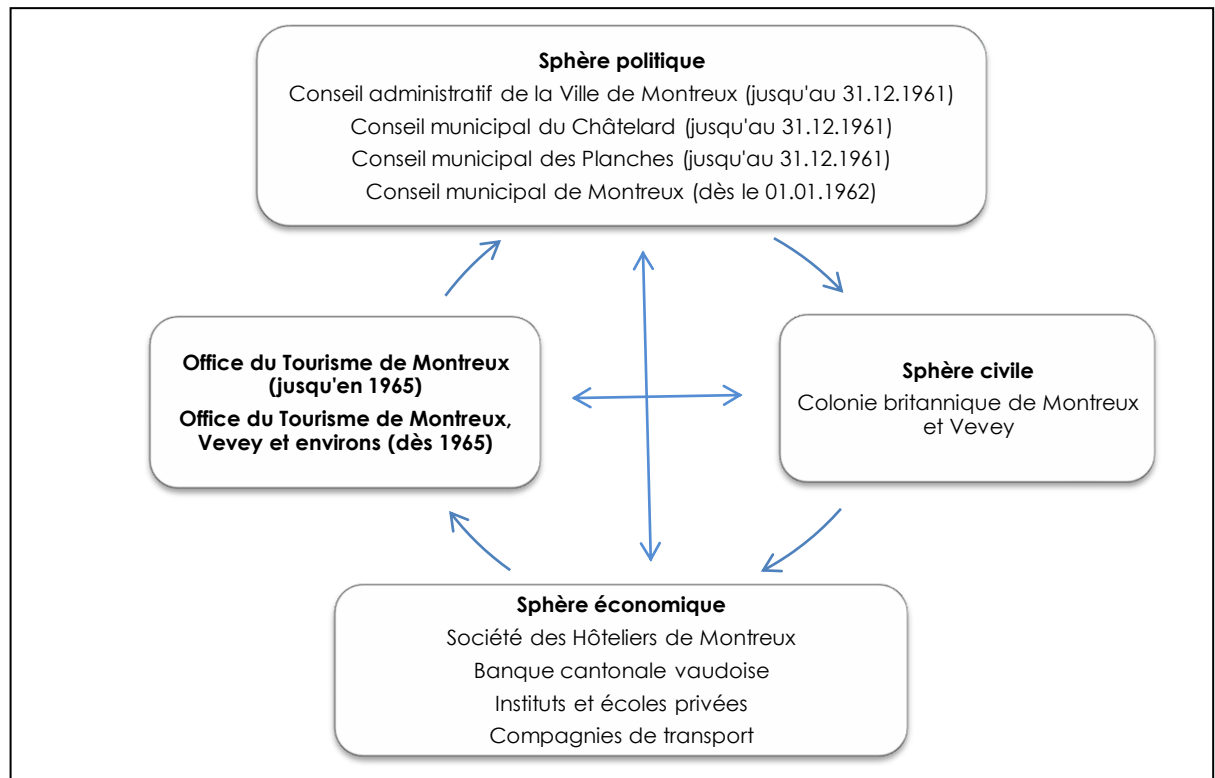


Fig. 11 : Organisation des acteurs de Montreux (1950-1970)

Les différents acteurs organisés ayant été présentés, essayons de voir quelles sont leurs relations. Pour cette période, ces dernières apparaissent de manière moins évidente que pour les années 1900-1914 car les diverses fonctions semblent mieux réparties au lieu de se trouver entre les mains de deux ou trois acteurs. Relevons cependant quelques éléments intéressants. Tout d'abord, comme pour la période précédente, les hôteliers sont bien représentés au sein des différents Conseils communaux et municipaux. Comme le souligne Mettler (1979, p. 78), « ce ne sont pas moins de onze membres de l'hôtellerie montreu­sienne dans les conseils municipaux et communaux des Planches, du Châtelard et de Veytaux ». En dehors de ces hôteliers, de nombreux autres conseillers ont des intérêts dans le tourisme, comme par exemple Albert Mayer, syndic des Planches de 1946 à 1961, qui est bijoutier et possède un commerce de luxe. Ainsi, « il avait de nombreuses relations avec les étrangers, ce qui est très utile dans une station touristique comme Montreux » (« Un syndic va se retirer », 1961). En 1969, ce sont huit hôteliers qui sont élus aux Conseils des communes de Montreux et de Veytaux, tandis que le nouveau syndic de Montreux est « M. Jean-Jacques Cevey, ardent défenseur du tourisme » (Mettler, 1979, p. 85). Cela permet une grande synergie entre les milieux

politiques et touristiques. En 1964, Monsieur Muller, président de la Société des Hôteliers entre 1962 et 1978, se félicite de « *la très importante collaboration qui s'est développée entre la Municipalité de Montreux et notre société. M. le syndic A. Vogelsang et tous les municipaux, conscients de l'importance du tourisme pour notre ville, ont défendu avec énergie nos problèmes* » (Mettler, 1979, p. 79). Ensuite, nous pouvons souligner que les différentes entités liées au tourisme s'appliquent à mélanger au sein de leur comité les autorités publiques et les acteurs privés. Deux exemples permettent d'illustrer cette coopération. En 1965 est créée une commission dont le but est la modernisation et la sauvegarde de l'équipement touristique. Présidée par Alfred Vogelsang, syndic de Montreux, elle comprend « *des représentants des municipalités de Montreux et Veytaux, de l'Office du tourisme, des sociétés hôtelière, industrielle et commerciale* » (« Commission pour sauver l'équipement touristique de Montreux », 1965). La même année, lors de la fusion des offices du tourisme de Montreux et Vevey, on précise que le nouveau comité de direction sera composé de 33 membres, dont « *des représentants des autorités de Montreux, Vevey, la Tour-de-Peilz et des communes voisines, les présidents et vice-présidents des six sections des représentants des hôteliers, des diverses sociétés de développement et d'autres groupements* » (Monnet, 1965, 2 juillet). En résumé, les différents acteurs individuels semblent travailler en étroite collaboration au sein des entités organisées liées au tourisme.

7.2.2 Analyse des objectifs de législation

Étudions maintenant les différents objectifs que se donnent les autorités politiques, sur la base des rapports de gestion communaux ainsi que des articles de presse de l'époque. L'un des objectifs importants visés durant les 10 premières années de notre période par les deux communes du Châtelard et des Planches était l'aboutissement de la fusion. Cet épisode ayant été largement décrit au début de cette partie, nous n'y reviendrons pas ici. Une deuxième série de buts concerne le tourisme, tandis qu'une troisième touche plutôt l'économie en général.

L'une des grandes tâches des acteurs publics durant cette période 1950-1970 est celle de la modernisation de l'équipement touristique. En effet, l'argent manquait durant les deux conflits mondiaux et l'entre-deux-guerres pour investir dans les rénovations et les nouveaux équipements. Résultat : à la sortie de la seconde guerre mondiale, le patrimoine immobilier apparaît comme vieilli. Il faut donc le rénover. Ce but sera régulièrement rappelé dans les divers documents. En 1954, la commune du Châtelard parle des « *efforts entrepris pour doter Montreux d'un équipement touristique mieux adapté aux exigences actuelles de la clientèle* » (Commune de Montreux-Châtelard, 1955 : 10). Un an plus tard, elle annonce la mise en place d'un « *plan de modernisation* » (Commune de Montreux-Châtelard, 1956), dont le but est notamment de doter Montreux d'une grande salle de concert digne de ce nom. En 1959, les communes montreusiennes participent financièrement au nouvel aménagement des quais ainsi qu'à la construction d'un aéroport à Rennaz, qui sera inauguré en 1960 (Commune de Montreux-Châtelard, 1960). Cet objectif de modernisation est toujours d'actualité en 1963, où « *les problèmes de rénovation de l'équipement hôtelier et touristique de Montreux sont à l'ordre du jour à la suite de l'assemblée convoquée par la Municipalité* » (Mettler, 1979, p. 78). Il ne semble cependant pas encore atteint de

manière satisfaisante deux ans plus tard, date où est créée une commission destinée à la sauvegarde de l'équipement touristique. Le but recherché à travers cette amélioration de l'équipement est en fait « *de prolonger la saison touristique, notamment par l'organisation de grands congrès* » (Commune de Montreux, 1966). Or, pour accueillir des manifestations importantes, il faut un équipement ad hoc. De plus, cet objectif de modernisation des infrastructures touristiques est lié à un deuxième : celui de lutte contre la baisse du nombre de lits hôteliers, car de plus en plus d'hôtels montreusiens disparaissent « *pour cause de démolition ou d'affectation à d'autres buts (instituts, maisons de repos, homes de vieillards, logements, etc.)* » (« Commission pour sauver l'équipement touristique de Montreux », 1965). La commune de Montreux se fixe alors comme objectif de « *veiller à prendre les mesures nécessaires pour enrayer la diminution du nombre de lits disponibles* » (Commune de Montreux, 1966). Cet objectif paraît louable, pourtant, selon les chiffres que nous avons, le nombre de lits hôteliers est en fait en augmentation ! Il s'élève à 3'841 en 1949, 4'721 en 1961 et 5'216 en 1970. C'est entre 1940 et 1949 que le nombre de lits a diminué, suite à la fermeture d'hôtels durant la seconde guerre mondiale. Mais dès 1950, les hôtels rouvrent peu à peu. Notons que ces chiffres étant tirés des statistiques officielles de l'OFS, ils doivent être a priori exacts. Cette incohérence entre la volonté politique et la réalité semble difficile à expliquer.

Soucieuses de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier touristique, les autorités politiques ont également à cœur de diversifier l'économie. Ils mettront cependant un peu de temps à s'y intéresser. Les journalistes parlent de ce problème dès le début des années 1950, que ce soient Jean Ecuyer (« *on s'efforce à Montreux de créer un fonds économique plus stable en cherchant à y introduire des industries nouvelles* » (Ecuyer, 1953)) ou Louis Monnet (le premier problème à résoudre « *est certainement celui qui consiste à donner à l'assiette économique une plus grande stabilité, en développant l'activité industrielle* » (Monnet, 1963, 11 janvier)). Il faut cependant attendre 1968 pour que cet objet figure nommément dans un rapport de gestion communal : un des objectifs des autorités est « *la recherche de ressources économiques nouvelles et l'étude de moyens propres à promouvoir le tourisme et d'autres branches de l'économie locale* » (Commune de Montreux, 1969). Ces dernières doivent être adaptées au contexte montreusien, c'est-à-dire pouvoir être juxtaposées à l'activité touristique. Cela peut être, par exemple, « *l'installation de sociétés commerciales, de laboratoires et l'implantation de petites industries [qui] ne gênent en rien l'épanouissement de la vocation essentielle de la région* » (Delapierre, 1963). Néanmoins, vu l'intérêt tardif manifesté à cet objectif, il semble que, pour l'ensemble de la période, les autorités sont d'abord attentives à améliorer et à développer l'activité touristique, avant de songer à diversifier les apports économiques.

7.2.3 Analyse des ressources à disposition

Pour cette période, trois ressources ont été jugées pertinentes à analyser. Tout d'abord, la ressource monétaire provient de trois origines différentes. La première concerne les investissements privés. Comme pour les années 1900-1914, la Société des hôteliers subventionnent largement l'activité touristique, que ce soient l'Office du Tourisme, le golf, le Festival de la Télévision ou encore le Festival du Septembre musical (Mettler, 1979). Mais les banques ne sont pas en reste et, après quelques années plutôt frileuses

sur le plan économique, investissent à nouveau dans le tourisme. En 1959, la commune du Châtelard se félicite d'ailleurs *« de la confiance accrue dont les établissements financiers font preuve à l'égard de Montreux, lors de l'octroi de crédits »* (Commune de Montreux-Châtelard, 1960). A côté de ces investissements privés, le produit de la taxe de séjour représente également une source monétaire non négligeable. Instaurée dès le 1^{er} juillet 1942 en collaboration entre les trois communes et la Société des Hôteliers, elle est perçue par chaque propriétaire d'hôtel et varie de 30 à 60 centimes par nuitée selon l'importance de l'établissement (*« La question de la taxe de séjour »*, 1952). Sa recette sert à financer le fonctionnement de l'Office du Tourisme, ainsi que divers infrastructures comme, par exemple, la rénovation du théâtre du Casino (Mettler, 1979). Finalement, la troisième source concerne les subventions publiques. Le Cercle de Montreux et les communes participent au financement de l'activité touristique. Les trois municipalités subventionnent l'Office du Tourisme et financent notamment la modernisation du Pavillon des Sports, le Club House du tennis de Territet et la nouvelle salle du Casino. Elles achètent même un hôtel, le Continental, en 1965. De plus, elles soutiennent aussi le secteur des transports, en participant au financement d'un aérodrome à Rennaz ou en acquérant des actions au capital de la Société du Tunnel du Grand-St-Bernard (Commune de Montreux-Châtelard, 1960).

Cependant, malgré ces diverses sources de financement, la situation se révèle assez difficile. Le constant besoin de renouveler et de moderniser l'équipement touristique coûte très cher. Par exemple, en 1963, ce n'est pas moins de 11 millions qui sont demandés pour quatre projets de modernisation des infrastructures touristiques (Monnet, 1963, 17 avril). Or, la taxe de séjour rapporte tout juste Fr. 200'000.- par année (*« La question de la taxe de séjour »*, 1952). Quant aux pouvoirs publics, ils *« ont aussi leur large part de travail devant eux (amélioration du réseau routier existant, raccordements à l'autoroute, nouveaux bâtiments scolaires, construction de logements à loyers modestes, bâtiments administratifs, places de parc pour automobiles, marché couvert, etc., etc.) »* (Monnet, 1963, 17 avril). Comme nous pouvons le constater, le tourisme n'est de loin pas le seul poste où des investissements sont nécessaires. Ainsi, si les investissements privés, les subsides publics et la taxe de séjour financent l'activité touristique, il semble que cela soit fait avec moins de largesse que durant la période précédente.

La ressource interactive, quant à elle, semble avoir gagné en importance par rapport aux années de l'âge d'or du tourisme. Nous avons pu constater que les années 1950-1970 correspondent à la recherche d'une meilleure efficacité en ce qui concerne l'organisation. C'est, tout d'abord, une des raisons principales de la fusion des communes de 1962. La réunion progressive des différents services dès les années 1945 avait déjà permis des économies d'argent et de personnel. La fusion totale contribuera *« à une organisation plus rationnelle du travail »* (Monnet, 1960, 12 novembre) et à une plus grande efficacité de l'appareil administratif. Le tourisme en profitera puisqu'il sera désormais plus facile de faire aboutir des décisions touchant l'ensemble de l'agglomération. Puis, la station dispose dès 1946 d'un Office du Tourisme, responsable de tout ce qui touche le secteur touristique, tandis qu'auparavant les tâches étaient réparties entre la Société des Hôteliers, qui s'occupait notamment de la publicité, et la Société de développement, devenue l'Office du Tourisme. Toute l'organisation

touristique devient alors centralisée. De plus, en 1965, toujours dans ce même souci d'efficacité, l'Office du Tourisme de Montreux et l'Association des Intérêts de Vevey et environs votent la fusion des deux bureaux, réunis désormais sous le nom d'Office du Tourisme de Montreux, Vevey et environs (Monnet, 1965, 2 juillet). Concernant les différents réseaux, comme nous l'avons vu plus haut dans la partie sur les relations entre acteurs, les diverses entités et structures liées au tourisme ont à cœur de mêler les acteurs publics et privés au sein de leur comité. Le tourisme des années 1950-1970 peut donc s'appuyer sur une organisation plus efficace qu'auparavant et des réseaux privés-publics toujours aussi forts.

Enfin, la ressource majoritaire apparaît à nouveau comme acquise aux acteurs touristiques. Comme nous l'avons relevé plus haut, les hôteliers montreusiens continuent d'être bien représentés dans les différents Conseils communaux et municipaux. Les autorités politiques ont pleinement conscience de l'importance du tourisme pour l'économie locale. Elles collaborent de près avec les milieux touristiques, notamment en s'impliquant dans les comités de l'Office du Tourisme et de la Commission pour la sauvegarde de l'équipement touristique, ainsi qu'en distribuant diverses subventions. Nous pouvons en conséquence conclure que le soutien politique semble bel et bien conquis par les acteurs touristiques.

7.2.4 Analyse des conflits et débats

7.2.4.1 La question de la taxe de séjour

Pour ces années 1950-1970, relevons deux thématiques qui vont faire l'objet de vives discussions de la part des différents acteurs. La première concerne la question de la taxe de séjour. Comme mentionné précédemment, une taxe de séjour est perçue depuis 1942 par les hôteliers auprès de leurs clients et varie entre 30 et 60 centimes par nuitée selon le standing de l'établissement. Notons que pour le cas des étrangers résidant à l'année dans les hôtels montreusiens, cette taxe s'ajoute à de nombreuses autres, comme la taxe communale de service du feu, l'impôt communal pour les étrangers, l'AVS ou encore une taxe cantonale. La Colonie britannique de Montreux et Vevey fait d'ailleurs part de son mécontentement vis-à-vis de cette tendance « *à augmenter en quantité les impositions sur les étrangers* » (Conseil de la Colonie britannique, 1950) et demande « *une amélioration des charges fiscales [...], par exemple la suspension de l'impôt cantonal spécial pour les étrangers et l'impôt communal pour les étrangers* » (Conseil de la Colonie britannique, 1950).

Après 10 ans de perception de la taxe de séjour à Montreux, un nouveau règlement avec quelques modifications est proposé par la Commission intercommunale. Il prévoit notamment l'extension de la perception de la taxe aux pensionnats, maisons d'hébergement et même aux particuliers qui reçoivent des hôtes payants (« A propos de la taxe de séjour de Montreux », 1953). En 1952, le Conseil communal du Châtelard accepte ces modifications du règlement, mais ce n'est pas le cas de celui des Planches, qui va renvoyer le projet devant une commission élargie afin de plancher sur une nouvelle étude. La première raison de ce refus est formulée par les hôteliers, qui se

plaignent qu'un seul de leurs membres siège à la Commission pour la taxe de séjour alors qu'ils en souhaitent trois. De plus, ils craignent certaines mesures d'application qui risquent de poser des difficultés aux directeurs d'hôtels et déplorent l'absence d'une Commission de recours (« La question de la taxe de séjour », 1952). Leurs vœux furent, en partie, pris en compte lors de la nouvelle proposition de règlement en 1953. Celle-ci prévoit une Commission de recours formée de cinq membres et chargée d'examiner les réclamations au sujet de l'assujettissement. La Commission pour la taxe de séjour comptera également cinq membres, dont « *trois délégués des municipalités, un représentant des hôteliers et un de l'Office du tourisme* » (« A propos de la taxe de séjour de Montreux », 1953). Les hôteliers n'ont donc pas été suivis sur le point concernant la composition de la Commission, même si le nouveau règlement prévoit que chaque commune ou association a droit à un ou deux suppléants qui ont une voix consultative. Les modifications apportées à la première mouture du projet furent malgré tout suffisantes puisqu'il fut cette fois accepté par les Conseils communaux.

A côté de ces discussions concernant la taxe de séjour communale, la question d'une taxe cantonale de tourisme fait aussi l'objet de débats. Le produit de cette taxe est destiné, d'une part, à l'Office vaudois du Tourisme pour intensifier la publicité, et, d'autre part, aux organisations locales du tourisme. De plus, il est prévu que les autres bénéficiaires directs du tourisme, comme les cafés, les restaurants, les pensions et les instituts d'éducation, participent au paiement de la taxe. Or, les commerces de luxe ne sont pas concernés par cette mesure, ce qui constitue un objet de dissension entre les hôteliers du canton (Les hôteliers vaudois tiennent leur assemblée générale, 1953). Ceux de Montreux, quant à eux, y sont fermement opposés, car « *on perçoit déjà chez nous semble-t-il des taxes plus élevées qu'ailleurs* » (Mettler, 1979, p. 72). Ils ont alors à cœur de ne pas rajouter encore une taxe supplémentaire, conformément au souhait exprimé plus tôt par la Colonie britannique. Cependant, malgré ces oppositions, les hôteliers vaudois, à leur forte majorité, acceptent le projet de loi instituant cette taxe cantonale de tourisme. Ce texte sera aussi adopté au Grand Conseil le 14 décembre 1953, après un vif débat au parlement, M. Jaccoud, municipal de la commune du Châtelard et député, relevant en vain que « *la taxe peut avoir des conséquences défavorables pour la ville de Montreux* » (Dentan, 1953). L'entrée en vigueur de la taxe cantonale a lieu le 1^{er} janvier 1954. À la fin du mois, des hôteliers, des restaurateurs, des représentants d'agences de voyage et quelques citoyens font recours de cette loi au Tribunal Fédéral, en dénonçant une violation de l'égalité devant la loi, car tous les bénéficiaires du tourisme ne sont pas taxés, ainsi qu'une double imposition (« Recours contre la taxe cantonale du tourisme », 1954). Ce recours sera rejeté à l'unanimité de la Cour au mois de juin 1954 (« Au tribunal fédéral, la taxe de séjour vaudoise », 1954).

7.2.4.2 La Tour d'Ivoire

Un deuxième objet va focaliser les discussions durant cette période. Il s'agit de la construction de la Tour d'Ivoire. C'est en 1961 qu'est présenté le projet, résumé par Louis Monnet dans la Gazette de Lausanne (Monnet, 1961, 4 février). Il comprendra un groupe de bâtiments, dont une tour de 24 étages mesurant près de 80 mètres de haut. Cet ensemble hébergera des commerces, des bureaux et surtout de nombreux appartements, bienvenus dans le contexte de pénurie de logements. Vu le faible

espace dont dispose le centre-ville de Montreux, coincé entre le lac et la montagne, ce type d'architecture apparaît comme idéal pour permettre de limiter l'emprise au sol et de créer des espaces libres. Lors de la mise à l'enquête, quatre propriétaires des parcelles environnantes déposent des oppositions, mais ils feront marche arrière peu après. En février 1961, c'est au tour de la Municipalité, de la Commission communale d'urbanisme et de certains services de l'Etat de Vaud de se pencher sur le projet, car il nécessite l'obtention de plusieurs dérogations. En particulier, la hauteur maximale permise par les dispositions communales est de 19 mètres dans le quartier. Cela ne semble pas effrayer l'architecte M. Hugo Buscaglia, qui, pour justifier son projet, cite l'article 102 alinéa b) du règlement communal des constructions : *« la Municipalité peut exceptionnellement autoriser des dérogations aux prescriptions réglementaires concernant l'ordre, les longueurs et les hauteurs des constructions, b) si ces dérogations sont justifiées par un plan d'ensemble ou par des motifs esthétiques ou toutes autres considérations d'intérêt public »* (« Le projet de la Tour d'Ivoire à Montreux », 1961). Comme il déclare s'appuyer sur un plan d'ensemble, il juge son projet tout ce qu'il y a de plus réglementaire. Près de 40 ans plus tard, un article prétendra cependant qu'aucun plan d'ensemble n'avait été réalisé (Béda, 2010). Mais si Hugo Buscaglia a l'air serein, c'est qu'il est conscient qu'il peut compter sur le soutien total des autorités publiques. Il se vante d'ailleurs aisément de *« la compréhension témoignée par les autorités locales, dès les premières discussions qu'il a eues avec leurs représentants »* (« Le projet de la Tour d'Ivoire à Montreux », 1961) et souligne qu'il a eu *« la chance et le bonheur de rencontrer l'appui d'autorités qui ont voulu renouveler, rajeunir et qui n'ont pas craint d'être de leur temps, en acceptant des formules nouvelles »* (Buscaglia, 1969).

Si les autorités politiques sont enthousiastes, les journalistes, eux, sont dithyrambiques ! Louis Monnet loue *« cet ensemble, très bien équilibré, aux lignes élégantes, riche en couleurs et comportant plusieurs éléments nouveaux pleins de fantaisie »* (Monnet, 1961, 4 février) et espère qu'il *« pourra être réalisé intégralement car il serait un élément attractif de plus pour la cité »* (Monnet, 1961, 4 février). Le Journal de Montreux en parle comme d'un *« symbole du nouveau montreusien »* (« Le projet de la Tour d'Ivoire à Montreux », 1961), avis partagé par la Gazette de Lausanne qui voit la tour comme un *« signe du nouveau économique et touristique de la cité »* (« Montreux aura sa tour », 1962). Ces avis unanimes, tandis que le projet n'est qu'au stade du plan, vont cependant rapidement évoluer par la suite.

Mais revenons en 1961, au moment de la mise à l'enquête. En l'absence d'opposition, la Municipalité des Planches délivre au mois d'août le permis de construire. Le Département cantonal des travaux publics dépose alors un recours auprès de la Commission cantonale de recours en matière de police des constructions, estimant que *« la tour était trop haute et qu'elle ne respectait pas les dispositions concernant les distances aux limites »* (« Montreux aura sa tour », 1962). Au mois de février 1962, la Commission cantonale rejette le recours, qui avait été déposé après les délais légaux. Les travaux peuvent donc commencer. Ils s'achèveront six ans plus tard, le 13 décembre 1967. A ce moment-là, le Journal de Genève décrit la Tour comme *« une des plus hautes réussites architecturales de Suisse »* (« Un sapin au-dessus de Montreux », 1968), la qualifiant de *« magnifique bâtiment »* et soulignant que *« la réussite de sa forme extérieure correspond à une conception intelligente de l'habitat moderne »* (« Un sapin

au-dessus de Montreux », 1968). Ainsi, au moment de l'achèvement de la construction, il ne semble y avoir, hormis le recours du Département des travaux publics, que très peu ou pas de voix s'élevant contre ce bâtiment. Du moins, nous n'en avons pas trouvé trace dans les différents journaux locaux de l'époque. A peine un an plus tard, les journalistes qui s'enthousiasmaient pour le projet vont totalement changer de discours.

Dès 1970, les critiques pleuvent. La Gazette de Lausanne parle de « *la saugrenue Tour d'ivoire qui, vue des hauts de la ville, maltraite horriblement le paysage et détruit complètement et définitivement l'harmonieuse courbure de la baie* » (« Une nouvelle fontaine à Montreux », 1970) ou de « *la calamiteuse Tour d'ivoire* » (Muret, 1973, 8 décembre). Celle-ci semble dorénavant symboliser par excellence les erreurs de l'aménagement, par exemple dans un article intitulé « *l'urbanisme de guignol* » (Muret, 1973, 24 mars) ou un autre sur les massacres du paysage (« Avant-après, ou les infortunes des paysages lémaniques vaudois », 1985). La particularité de ce conflit est qu'il ne semble pas se tarir avec les années. En 1993, on parle toujours de la Tour d'ivoire comme une des « *atteintes au paysage* » (Audetat, 1993). Tout n'est pourtant pas perdu puisqu'il semble que les habitants s'y soient habitués au fil du temps : « *les Montreusiens l'aiment quand même, elle les émeut comme un malheureux pommier qui ne donne plus rien. Ce serait pitié de l'abattre* » (Crispini et Salem, 1985, p. 112). Cette affirmation sera démentie près d'un quart de siècle plus tard : « *A Montreux, la Tour d'Ivoire n'est jamais parvenue à être aimée* » (Béda, 2010). Le débat ne semble pas près de s'éteindre, près de 50 ans après le lancement du projet !

Finalement, la particularité de ce débat est qu'il a démarré près de deux ans après l'achèvement des travaux. Au stade du projet et durant la construction, tout le monde louait sa réalisation. Il symbolisait à l'époque « *l'engouement des années soixante, l'amour du béton, la foi dans le progrès* » (Crispini et Salem, 1985, p. 112). La Tour d'Ivoire devait être le « *symbole du nouveau montreusien* » (Le projet de la Tour d'Ivoire à Montreux, 1961). Les autorités politiques la voyaient également comme une manière de renouveler, non seulement le paysage, mais aussi l'économie, car elle abritait des commerces et des bureaux. Que s'est-il donc passé pour qu'elle devienne ensuite si mal-aimée ? Peut-être son impact sur le paysage n'avait-il pas été suffisamment pensé. Ou plus vraisemblablement, elle n'a pas été capable de satisfaire tous les espoirs qui avaient été placés en elle, le nouveau attendu n'étant jamais réellement venu.

7.2.5 Type de régime urbain

Sur la base de ces différents éléments, il convient à présent de déterminer le type de régime urbain auquel nous avons affaire, selon la typologie de Clarence Stone décrite dans la première partie.

En ce qui concerne les objectifs de législature, nous avons pu en déterminer trois. La première préoccupation qui occupait les autorités politiques concernait la fusion des communes, afin, notamment, de simplifier les procédures liées à l'ensemble de la station et de faciliter la prise de décisions collectives. La modernisation de l'équipement touristique apparaît comme un deuxième objectif important pour la législature, via par exemple un plan de modernisation et la création d'une Commission pour la sauvegarde

de l'équipement touristique. Troisièmement, les acteurs publics manifestent une volonté de modifier quelque peu le modèle économique en place, en prônant une diversification des apports économiques. Ce dernier objectif sera cependant mentionné plus tardivement que les deux autres, vers la fin de la période qui nous intéresse ici. Du côté des acteurs, nous avons constaté une forte synergie entre les autorités publiques et les acteurs privés en ce qui concerne le tourisme, notamment leur coprésence dans divers entités touristiques. Enfin, en s'intéressant aux ressources, nous avons vu que celle monétaire, via les investissements privés, la taxe de séjour et les subventions publiques, apparaissait comme bien présente, mais dans une moindre mesure que lors de la période précédente qui a été analysée, soit 1900-1914. Les autorités politiques ont en effet de nombreux travaux en cours, comme l'amélioration du réseau routier ou la construction de nouveaux bâtiments scolaires. Le tourisme n'est donc plus l'unique objet de subventions. La ressource organisation semble, elle, grâce à la fusion et à l'existence de réseaux publics-privés forts, extrêmement performante. Finalement, le tourisme dispose du soutien politique, les autorités publiques ayant conscience de son importance pour l'économie locale.

En comparant ces éléments avec ceux recensés par Clarence Stone dans sa typologie, il semble que nous nous trouvons à nouveau ici dans le cas d'un régime de développement, avec cependant quelques nuances par rapport au précédent. Le régime identifié durant la période 1900-1914 était celui d'un développement uniquement axé sur le tourisme. Ce n'est plus le cas pour cette deuxième époque. Nous avons pu constater que, sur les trois objectifs prioritaires de la législature, deux concernaient, directement ou indirectement le tourisme. Celui de modernisation de l'équipement touristique a bien évidemment pour but de relancer cette activité. De même, la logique qui a prévalu à la fusion est celle d'une réunion administrative et politique de deux communes déjà interdépendantes dans le domaine économique (Monnet, 1960, 25 octobre). Cette réunification vise alors indirectement à satisfaire un objectif de développement touristique. Cependant, outre ces deux objectifs, les autorités publiques ont également la volonté de diversifier l'économie. De plus, nous avons vu que les investissements ne sont plus uniquement destinés au tourisme. Ainsi, si le premier régime pouvait être qualifié de "régime de développement à orientation touristique", celui-ci apparaît plutôt comme un "régime de développement mixte", c'est-à-dire ne concernant plus uniquement le tourisme mais incluant une volonté de développement économique plus large.

7.3 Période 1990-2010

7.3.1 Analyse des acteurs

Commençons l'analyse de cette dernière période par une étude des acteurs politiques qui gravitent à Montreux. Le pouvoir exécutif est, depuis 1962, représenté par le Conseil municipal de la commune de Montreux. Rappelons qu'à cette date le Conseil administratif de la Ville avait été supprimé. Actuellement, tout se passe au niveau de la commune de Montreux. Celle-ci est liée à Veytaux via une convention intercommunale qui leur assure une étroite collaboration. Par exemple, Montreux et Veytaux ont en

commun les écoles primaires et secondaires, les installations sportives ou encore le Centre Social (Site web de la commune de Veytaux). Mais il n'existe aucune entité propre s'occupant de la gestion de l'ensemble de l'agglomération. Nous allons en conséquence nous intéresser uniquement au Conseil municipal de Montreux. Les législatures de ces 20 dernières années apparaissent comme plutôt tumultueuses. Depuis la fusion des communes de Montreux-Châtelard et de Montreux-Planches en 1962, la majorité politique au pouvoir exécutif a toujours été la droite. C'est encore le cas lors des élections de 1989 et de 1993. Après ce dernier scrutin, le Conseil municipal montreusien compte trois conseillers socialistes et quatre appartenant à l'Entente libérale-radical, regroupant deux conseillers de chaque frange. En 1996, suite aux nombreuses discordes autour de l'Office du Tourisme, de l'Auditorium Stravinski et de la question de la culture¹¹, les deux municipaux libéraux Monique Bornet Amstein, responsable de la culture et Frédy Alt, syndic, démissionnent. Lors des élections complémentaires de la même année, ils sont remplacés par un libéral, André Blanc, et un écologiste, Jacques Delaporte. La majorité passe donc à gauche, ce qui permet l'élection de Pierre Salvi, premier syndic socialiste depuis la fusion. L'année suivante, lors des élections communales, la majorité revient à droite, avec deux socialistes, un écologiste et quatre membres de l'Entente libérale-radical. Curieusement, cette dernière décide de ne pas présenter de candidat à la syndication, permettant au socialiste Pierre Salvi d'être réélu tacitement à ce poste. L'élection complémentaire de 1998, suite à la démission du radical Pierre-Yves Nicoulaz, va à nouveau faire changer de camp la majorité, via l'élection du socialiste Jean-Claude Doriot. Les scrutins de 2001 et de 2006 permettront à la gauche de conserver sa majorité à l'Exécutif montreusien. En 2010, c'est suite à sa condamnation pour acceptation d'un avantage et sur fond de scandale immobilier que démissionne Jean-Claude Doriot, responsable de l'urbanisme. L'élection complémentaire de cette année-là permet à la droite de reprendre la majorité avec l'élection d'un radical à la place du socialiste démissionnaire. Le dernier scrutin, qui a eu lieu en début d'année 2011, a confirmé ce rapport de force. Le nouveau syndic, Laurent Wehri, élu tacitement suite à la décision de Pierre Salvi de ne pas se représenter au Conseil municipal, appartient cette fois à la majorité de droite.

Du côté de la sphère économique, nous pouvons tout d'abord mentionner la Société d'exploitation du Centre de congrès. Celle-ci voit le jour le 1^{er} janvier 2000, près de sept ans après l'ouverture du nouveau Centre de congrès. En effet, en 1993, lors de l'inauguration de l'Auditorium Stravinski, la Municipalité créa un Service des affaires culturelles, dirigé par un délégué culturel qui était également directeur artistique de l'Auditorium. Or, cette organisation va se solder par un échec retentissant, le renvoi du délégué culturel et la disparition du Service des affaires culturelles en 1996. Avec la mise sur pied au début 2000 d'une nouvelle gestion, il y a désormais une séparation entre le propriétaire des lieux, la commune de Montreux, et l'exploitant, c'est-à-dire la société 2M2C (Giampetruzzi, 2010). Cette gestion semble efficace puisque *« l'exploitation des lieux est enfin devenue profitable et avance un bénéfice de 2,2 millions pour 10 millions de chiffre d'affaires »* (Busslinger, 2003). Le deuxième acteur organisé de la sphère économique est Promove, l'Association pour la promotion économique de la Riviera. Elle a été créée en 1988 et était initialement baptisée ADEM, c'est-à-dire l'Association

¹¹ Ces dissensions seront développées dans la partie concernant les conflits.

de développement économique de la ville de Montreux. Cet organisme est né « *de la double volonté de la ville de Montreux, d'une part, de diversifier son économie vouée au tourisme comme seule branche économique et, d'autre part, d'assurer la pérennité de son rayonnement international* » (Site web de Promove). L'association comprend actuellement 11 communes membres. Ensuite, il convient de mentionner le Montreux Jazz Festival parmi les acteurs économiques. Ce dernier avait été créé en 1967 par l'Office du Tourisme et était à ce moment-là produit avec l'argent public. En 1995, l'Office de promotion est confronté à une grave crise financière et ne peut plus assumer la charge du festival. Claude Nobs, fondateur et patron de la manifestation, institue alors en 1996 la Fondation du Montreux Jazz Festival. Celle-ci s'occupe désormais seule de sa gestion, après le rachat de son indépendance à l'Office du Tourisme pour Fr. 700'000.- (Ethenoz, 1996, 11 janvier). Le Festival de Jazz constitue un acteur économique de premier ordre, une étude de 2003 estimant à 30 millions de francs ses retombées financières sur la Riviera (Horner, 2003). Puis, l'ASSCOM réunit en son sein les commerçants, hôteliers et restaurateurs de Montreux-Centre. Cette association est chargée de défendre les intérêts de ses membres, par exemple en s'inquiétant, lors du lancement de la construction du centre commercial Forum, de « *la très longue période de quatre ou cinq ans durant laquelle le chantier causera forcément une baisse du chiffre d'affaires pour les commerçants des environs* » (Lauris et Martin, 1992). Elle s'occupe également de proposer diverses animations et se trouve notamment à l'origine du marché de Noël de Montreux en 1995 (Clemenzo, 1995). Finalement, mentionnons encore dans la sphère économique les promoteurs immobiliers. Dès les années 2000, ceux-ci rachètent des palaces de la Belle Epoque abandonnés pour en faire des appartements de haut standing qui se vendent comme des petits pains. Parmi ces promoteurs, citons Christian Constantin, qui avait, en 2001 déjà, investi près de 70 millions dans le Riant Château et le Château Belmont (Roulet, 2001), et Blaise Carroz qui a déboursé 23 millions pour le rachat de l'Hôtel National en 2005 (Danesi, 2008, 9 juin). Notons que les quatre acteurs organisés de la sphère économique relevés pour la période précédente, soit la Société des Hôteliers de Montreux, la Banque cantonale vaudoise, les instituts et écoles privées ainsi que les compagnies de transport existent toujours.

Tout comme le Conseil municipal, l'Office du Tourisme de Montreux, Vevey et environs passera des années houleuses durant cette dernière période. En 1994, Michel Ferla, directeur de l'Office de promotion depuis 15 ans, quitte son poste. A partir de là, le navire va tanguer. Ses deux successeurs ne tiennent que quelques mois à leur poste. En 1995, l'Office est au bord de la faillite. Il n'arrive plus à payer ses factures et cumule plus de cinq millions de déficit (Debraine, 1995). En cause, notamment, le Festival de Jazz, qui, au début des années 1990, a accumulé près de trois millions de perte et donc grevé fortement le budget de l'organisme de promotion, organisateur de l'événement musical à l'époque. Mais Montreux a besoin de son Office du Tourisme. Fort de ce constat, le Conseil communal vote en mars 1996 son sauvetage en lui accordant deux subventions extraordinaires (Ethenoz, 1996, 29 mars). Quatre ans plus tard, la situation est un peu plus sereine, puisque la vente du golf d'Aigle lui a permis d'éponger ses dettes. En 2005 a lieu la fusion avec Villeneuve et Lavaux, faisant de Montreux-Vevey Tourisme une organisation régionale comptant 22 communes de Lutry à Villeneuve (Site web de Montreux-Vevey Tourisme). Dirigé par Harry John depuis 2007, cet Office de

promotion affiche sa sérénité retrouvée : « *il y a eu les querelles intestines. Les coups de gueule. Les dissensions sur son rôle. Et les remises en question. Du passé ! [...] Harry John considère le travail accompli : "Les polémiques se sont tues et nous avons retrouvé notre capital confiance."* » (Millioud, 2009).

Du côté des acteurs organisés de la société civile locale, le Montreux International Business Club (MIB) est une plate-forme d'échanges et de contacts entre décideurs locaux et étrangers résidant sur la Riviera. Créé en 1993 sur l'impulsion de Promove, le MIB devait répondre à un double objectif : « *favoriser d'une part l'intégration des étrangers ayant choisi de s'installer dans la région en les mettant en contact avec des représentants des milieux économiques et politiques locaux, et d'autre part, de dynamiser les relations internationales de Montreux afin de mieux profiler la Riviera comme site d'accueil pour des sociétés et entreprises extérieures* » (Traversini, 2011). En gardant cette vocation initiale, le MIB est principalement un espace de rencontres entre décideurs suisses et étrangers qui veulent nouer des relations utiles. Ce club propose une dizaine de rendez-vous par an, avec des conférences ou des débats sur différentes thématiques. Le MIB compte actuellement une centaine de membres, dont un tiers d'étrangers (Traversini, 2011). En outre, notons que la Colonie britannique de Montreux et Vevey ne semble plus exister. En tous les cas, elle ne figure pas sur la liste des associations de la commune de Montreux et n'apparaît plus dans les journaux locaux et régionaux à partir des années 1980.

Voici ci-dessous un schéma récapitulatif des différents acteurs à Montreux entre 1990 et 2010 :

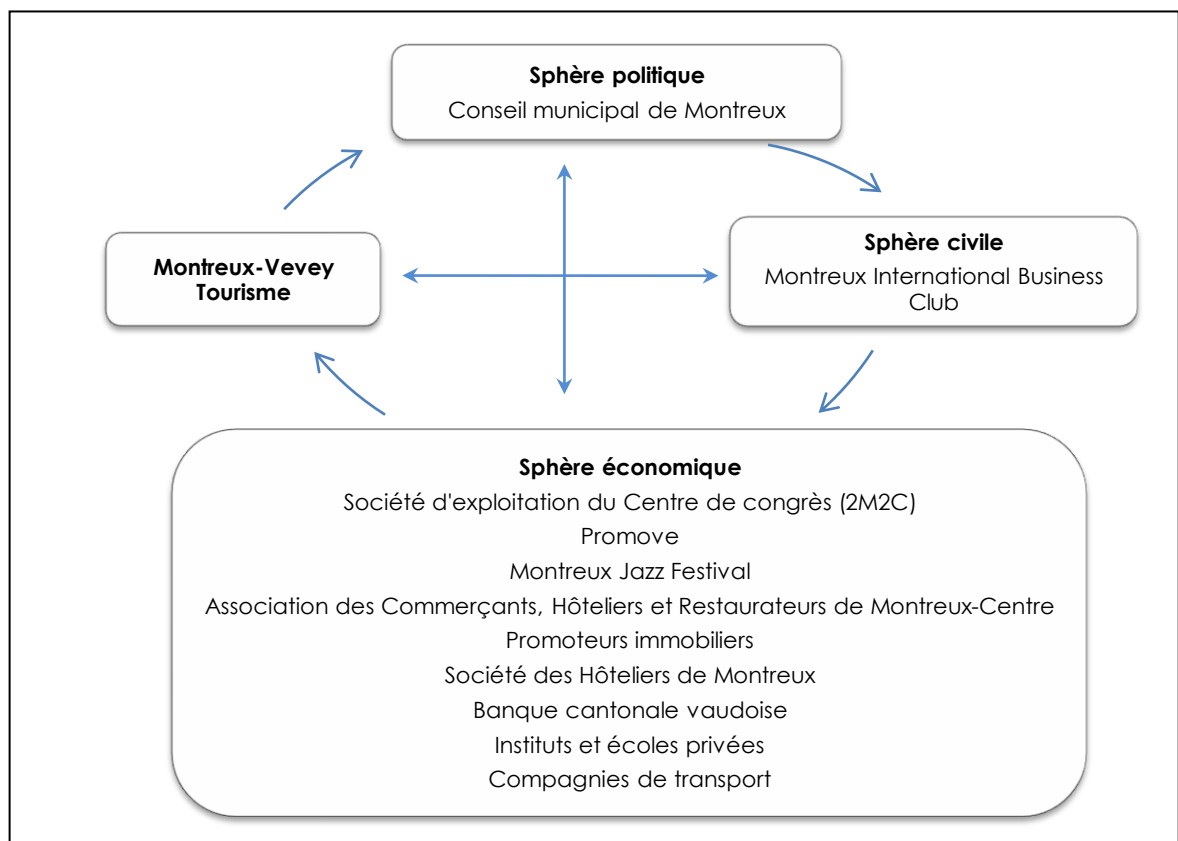


Fig. 12 : Organisation des acteurs de Montreux (1990-2010)

Il convient à présent d'observer la manière dont ces différents acteurs travaillent ensemble. Au début de cette période 1990-2010, la situation apparaît comme tendue. L'ouverture en 1993 du nouveau Centre de congrès va cristalliser les différentes mécontentes. Pour gérer cette structure, la Municipalité crée le Service des affaires culturelles. Son activité durera à peine trois ans, avant sa fermeture en 1996. En cause : une programmation jugée chaotique et surtout une concertation entre le Service culturel, les trois festivals annuels (Montreux Jazz Festival, Festival de musique classique et Festival du Rire) et l'Office du Tourisme totalement inexistante (Debraine, 1996). Le dialogue est devenu impossible entre les différents acteurs : *« à l'abri des regards, les responsables politiques, culturels et économiques s'entre-déchirent, baissent les bras ou sont sommés de quitter la ville »* (Debraine, 1996). Les directeurs des trois festivals reprochent au délégué culturel de leur faire concurrence en démarchant les mêmes artistes et surtout les mêmes sponsors, bien qu'il dispose d'une subvention communale de 1,8 million de francs (Passer, 1993). L'Office du Tourisme veut inverser les priorités dans l'occupation de l'Auditorium : plus de congrès, qui assurent une meilleure rentabilité, et moins de culture. Il reproche à la Municipalité de n'avoir *« pas pris conscience de la gravité de la situation économique. Il faut [...] arrêter de croire que la salle Stravinski n'est réservée qu'à la culture, redonner de l'élan au tourisme de congrès, vital pour Montreux »* (Debraine, 1996). Les démissions du syndic Frédy Alt et de la municipale en charge de la culture Monique Bornet Amstein sonnent comme le point d'orgue de ces querelles intestines.

L'élection, en 1996, du syndic socialiste Pierre Salvi va apporter un vent de renouveau bienvenu. Comme le souligne Roulet (2001), *« élu pour ramener le calme, après les problèmes structurels qui avaient secoué l'Office du tourisme, le festival de jazz et toute la ville, [...] il s'est acquitté de cette mission »*. L'heure est désormais au dialogue et à la cohésion entre les différents acteurs. La Municipalité s'implique dans le secteur touristique : *« il existe une complète convergence entre les milieux touristiques, traditionnellement proches de la droite, et la majorité rose-verte qui dirige l'exécutif depuis 1997 »* (Roulet, 2001). Elle soutient également le secteur immobilier, par exemple, dans le cas du projet de transformation de l'Hôtel National en appartements de luxe, en cédant au promoteur *« pour un franc symbolique une route, 1000 mètres carrés d'asphalte, qui coupe en deux la propriété »* (Danesi, 2008, 9 juin). De plus, en 2005, la commune de Montreux organise les premiers Etats Généraux du commerce, dont l'objectif *« est de resserrer les liens entre les acteurs économiques et les autorités politiques afin de permettre un dialogue constructif, en synergie avec tous les partenaires de la branche »* (Commune de Montreux, 2006). Les relations entre milieux publics et privés semblent donc embellies par rapport aux années 1990, mais pas encore suffisamment pour certains acteurs. En effet, le directeur de Montreux-Vevey Tourisme fait le vœu qu'en 2011, *« tous les acteurs politiques et économiques de la région soient unis autour d'une vision commune et à long terme du développement touristique et économique de la Riviera »* (Traversini, 2011), sous-entendant par là que ce n'est pas encore tout à fait le cas.

Enfin, nous pouvons constater que les deux structures importantes que constituent Promove et l'Office du Tourisme comprennent, dans leur comité de direction, des acteurs individuels tant privés que publics. Promove est présidée par Laurent Wehrli,

l'actuel syndic de Montreux tandis que la vice-présidente appartient à la Municipalité de Vevey. Parmi les différents membres du comité, mentionnons Rémy Crégut, directeur de la Société d'exploitation du Centre de congrès, Harry John, directeur de Montreux-Vevey Tourisme ou encore un membre de la Société des Hôteliers (Site web de Promove). Nous pouvons constater la même diversité dans le comité de direction et le Conseil des délégués de Montreux-Vevey Tourisme, duquel font partie des municipaux, des membres de la Société des Hôteliers, le directeur de la Société d'exploitation du Centre de congrès ou encore des représentants des différents festivals (Montreux-Vevey Tourisme, 2009). Ainsi apparaît une réelle volonté de réunir les différents acteurs touristiques, économiques et politiques autour d'une même table afin de favoriser le dialogue et les synergies.

7.3.2 Analyse des objectifs de législature

Passons à présent à l'analyse des objectifs de législature. Le premier groupe d'objectifs concerne la politique d'investissements. A la fin des années 1980 et au tout début de celles 1990, la Municipalité se lance dans une série d'importants investissements. Ceux-ci atteignent 28 millions en 1990, et comptent notamment la construction de l'Ecole professionnelle, l'aménagement du débarcadère ou encore l'agrandissement de la Maison des congrès (Kohler, 1991). Pour cette dernière, le Conseil communal décide en 1990 *« l'octroi d'un crédit de Fr. 45'000'000.- pour la construction d'une salle de concert et de spectacle et de locaux d'exposition en complément du Centre de congrès et d'expositions »* (Commune de Montreux, 1991, p. 49). Or, la situation financière de la commune ne lui permettra bientôt plus d'assumer de telles dépenses. En 1991, les comptes communaux sont bouclés avec un déficit de 5,6 millions de francs. Toutefois, pour Frédy Alt, le syndic de l'époque, *« la situation financière de la commune, pour délicate qu'elle soit, ne remet cependant pas en cause la politique d'investissements adoptée il y a cinq ou six ans. [...] Il faut continuer dans la direction choisie »* (Dupertuis, 1992, 22 mai). Il ne pourra toutefois pas tenir sa promesse, car au vu du contexte difficile, le temps est désormais à l'austérité. Dès 1993, le taux d'imposition pour les contribuables passe de 95 à 107 %, soit une hausse de 12 points. Le budget présenté pour 1993 est un *« budget ceinture »* (Dupertuis, 1992, 13 novembre), selon les termes du municipal des finances. De plus, *« les mesures prises pour permettre l'établissement du budget 1993 seront suivies par d'autres, remettant en question l'ensemble du fonctionnement de l'administration communale et ses ordres de priorité »* (Dupertuis, 1992, 13 novembre). L'objectif principal est désormais d'essayer de freiner l'endettement de la commune, qui progresse de manière inquiétante : la dette communale atteint 100 millions à la fin de l'année 1995 (*« Budget de Montreux : la grimace, toujours »*, 1995). En 1996, un ballon d'oxygène sous la forme d'une recette d'impôt successoral de 21 millions permet à la commune de souffler et de boucler ses comptes avec un excédent de recettes de 20 millions au lieu d'un déficit prévu de 7 millions. Cela lui permet de réduire d'un tiers sa dette (Dessimoz, 1997). Cependant, comme le souligne la Municipalité, il faut toujours que *« rigueur et prudence dans la politique d'investissements et de gestion courante perdurent »* (Dessimoz, 1997). La situation économique va alors petit à petit s'améliorer, en particulier grâce à différents impôts successoraux de résidents aisés. En 2004, à nouveau grâce à la succession d'un riche industriel, la commune réalise un bénéfice de 60 millions de francs (Russier, 2005). Fortes de cette nouvelle santé financière, les

autorités politiques décident la construction d'un nouvel Hôtel de Ville, afin de centraliser toute l'administration. Coût du projet : 35 millions. Cependant, la population rejette ce crédit lors d'un référendum en 2006 (Russier, 2006). Peut-être a-t-elle été échaudée par le dernier gros investissement consenti, soit les 45 millions accordés pour l'Auditorium Stravinski, crédit jugé comme principal responsable des années de vaches maigres qui avaient suivi. A l'heure actuelle, les finances montreuusiennes sont saines, mais le temps des gros investissements semble révolu.

Face au déficit record et à l'augmentation de la dette dès le début des années 1990 apparaît une deuxième série d'objectifs. Les autorités politiques manifestent une volonté de diversifier leur économie. Remarquons que cet objectif semble récurrent car il était déjà présent pour la période 1950-1970. Dans cet esprit de diversification, les autorités favorisent « *l'implantation d'entreprises dans la région* » (Mévaux, 1993, 20 août). Pour atteindre ce but, la Municipalité promet une exonération d'impôts sur 10 ans à toute nouvelle entreprise à Montreux (Mévaux, 1993, 20 août). De plus est créée en 1988 l'Association de développement économique de la ville de Montreux, qui deviendra Promove et dont le but est clairement la diversification de l'économie. Les activités principales de Promove sont « *l'implantation de nouvelles entreprises* » (Commune de Montreux, 2005) et le soutien aux sociétés de la région (Commune de Montreux, 2006). Concernant l'établissement de nouvelles entreprises, la promotion économique est confrontée à deux défis : le peu de terrains disponibles et la forte orientation touristique de la région (Commune de Montreux, 2007, *Rapport de gestion pour l'année 2006*). Ainsi, le nombre d'entreprises qui s'implantent s'élève seulement à une dizaine chaque année, avec, par exemple, 10 en 2005, 12 en 2006 et 12 en 2007 (Promove, 2008). Celles-ci sont actives notamment dans les secteurs de la cosmétique et du médical. En effet, comme le souligne Dominique Traversini, directeur de l'agence montreuusiennne de communication DT Consult : « *la ville ne possède pas de pôles de développement industriel ou commercial, ni de zones susceptibles d'accueillir des entreprises ou des sociétés d'une certaine importance* » (Loup, 2007).

Enfin, en 2007, la Municipalité de Montreux présente pour la première fois un programme de législature, suivant la nouvelle constitution vaudoise qui l'impose pour le gouvernement cantonal. Comme le souligne le syndic Pierre Salvi, « *ce programme de législature n'est pas un acte de parti, mais une prise de position municipale. On peut même dire un contrat moral, sur lequel la Municipalité s'engage à rendre des comptes. C'est une déclaration d'intention, une volonté de démontrer quels sont les axes prioritaires sur lesquels nous allons travailler* » (Millioud, 2007). Ce document comprend donc les huit thèmes importants auxquels vont s'atteler les élus pour la législature 2006-2011 :

- « **Aménagement du territoire** : développer les transports publics en centre-ville pour faciliter la circulation, améliorer la qualité des espaces publics, définir des zones de modération de trafic dans les quartiers et les villages, créer des aménagements villageois, mettre en valeur les alpages et les forêts ;
- **Politique sociale et culturelle** : favoriser la construction de logements abordables, soutenir la formation artistique et sportive des jeunes, maintenir une offre culturelle diversifiée ;

- **Situation financière** : conserver des finances saines, maintenir au moins le taux d'imposition actuel ;
- **Politique régionale** : poursuivre et développer les collaborations intercommunales, favoriser le projet d'agglomération ;
- **Promotion économique et touristique** : promouvoir la diversification du tissu économique et touristique ;
- **Administration communale** : rendre les services administratifs plus accessibles au public, améliorer le service à la population, présenter un nouveau projet d'Hôtel de Ville qui tienne compte des souhaits du public ;
- **Développement durable** : développer les énergies renouvelables, créer un fonds du développement durable pour la population, mettre en place des itinéraires pour les piétons et les cyclistes, accroître l'attractivité des transports publics ;
- **Relation avec la population et communication** : instaurer une politique de communication active et transparente, favoriser la compréhension interculturelle et l'intégration. » (Commune de Montreux, 2007, Programme de législature 2006-2011 de la Municipalité, p. 3)

Comme nous pouvons le constater, le bien-être des habitants figure en bonne place parmi les priorités. Nous retrouvons également dans ce document l'objectif de diversification du tissu économique. En conclusion, la Municipalité s'engage à mettre « *tout en œuvre pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés* » (Commune de Montreux, 2007, Programme de législature 2006-2011 de la Municipalité, p. 6). Cependant, comme elle le souligne au début du document, la réalisation de ces propositions dépendra de plusieurs facteurs, notamment des ressources disponibles en personnel et en financement, ainsi que des impératifs et des aléas de procédure.

7.3.3 Analyse des ressources à disposition

Intéressons-nous à présent aux trois ressources les plus fortement présentes durant cette dernière période. Comme précédemment, l'argent est la ressource-clé qui permettra de mener à bien les différents projets et de concrétiser les objectifs. En ce qui concerne les subventions publiques, la décennie 1990 commence avec l'octroi par le Conseil communal de 45 millions pour le nouveau Centre de congrès (Commune de Montreux, 1991). Mais ce projet sera le dernier gros investissement pour la commune. Suivront plusieurs années de vaches maigres qui empêcheront tout subside important pour de nouvelles infrastructures. La situation financière de la commune s'améliorera avec les années 2000, mais les subventions resteront moins généreuses. De plus, notons que la commune participe au financement de Promove ainsi que de l'Office de promotion Montreux-Vevey Tourisme. S'agissant cependant, pour ces deux entités, d'organisations régionales (11 communes pour Promove, 22 pour Montreux-Vevey Tourisme), la Municipalité montreuusienne n'est qu'une commune parmi d'autres qui les financent et n'est plus la seule à assumer la totalité des charges. Du côté des investissements privés, nous pouvons constater que la récession du début des années 1990 touche aussi les organismes de crédits. Comme l'écrivent Lauris et Martin (1992), « *les banques ne distribuent plus que parcimonieusement leurs crédits* ». A nouveau, l'embellie économique du début du troisième millénaire permettra une amélioration de la situation. Par exemple, le centre commercial Forum, inauguré en 2000, « *représente 150*

millions de francs d'investissements » (Busslinger, 2000). Nous avons également vu que dès les années 2000, les promoteurs immobiliers investissaient des millions dans les vieux palaces abandonnés pour en faire des appartements de luxe. En résumé, la décennie 1990 rime avec un fort affaiblissement de la ressource monétaire, autant en ce qui concerne les subventions publiques que les investissements privés. Ces derniers s'envoleront à nouveau dès le début 2000, surpassant de loin les subventions publiques, qui, elles resteront encore frileuses.

La ressource interactive semble, de son côté, avoir connu une certaine amélioration de son efficacité. Nous pouvons voir cela dans le cas des différents acteurs organisés mentionnés dans la partie les concernant. L'Office du Tourisme est à présent une entité régionale et fait désormais la promotion de l'ensemble de la destination Riviera, soit 22 communes s'étendant de Lutry à Villeneuve. Ce regroupement des offices permet des économies, puisque le coût de fonctionnement est séparé entre les communes concernées, ainsi qu'une plus grande efficacité de promotion et d'action. Dans le cas de Promove, l'association de promotion économique s'est aussi regroupée avec les communes proches, constituant *« le guichet unique d'entrée pour toute entreprise désireuses de s'installer sur la Riviera »* (Site web de Promove). Le fait de n'avoir plus qu'un seul interlocuteur pour l'ensemble de la région permet une simplification des démarches. Ensuite, la gestion du Centre de congrès s'établit désormais séparément de l'Office du Tourisme et de la Municipalité, via une société d'exploitation privée. La privatisation du Montreux Jazz Festival permet également à la commune d'être déchargée de tout ce qui y est lié, que ce soient son organisation ou son financement. Notons que ces différents regroupements et privatisations se sont produits au cours de la période que nous étudions. Par conséquent, ces remarques ne concernent que la situation actuelle en 2011. Du côté des relations entre acteurs, il semble y avoir une forte volonté de favoriser les liens publics-privés, via, par exemple, l'organisation des Etats Généraux du commerce. Comme nous l'avons vu précédemment, les comités de Montreux-Vevey Tourisme et de Promove mêlent acteurs économiques et touristiques et autorités publiques. Les réseaux entre acteurs privés sont, quant à eux, facilités via notamment le Montreux International Business Club (MIB).

Passons maintenant à la ressource confiance. Jusqu'en 1996, elle se trouve presque totalement absente du paysage. Il n'existe alors aucun consensus, aucune coopération ni concertation entre les acteurs. Comme nous l'avons vu, *« les responsables politiques, culturels et économiques s'entre-déchirent »* (Debraine, 1996). C'est la guerre ouverte entre la Municipalité, l'Office du Tourisme, les responsables des festivals et la direction du Centre de congrès, chacun ayant quelque chose à reprocher aux autres. La situation s'améliorera plus tard, grâce notamment à la reprise en main par un nouveau syndic. Le fait de réunir dans Promove ou dans l'Office de promotion l'ensemble des acteurs concernés montre une réelle intention de cultiver cette ressource confiance. Ce sera également le cas lors de l'élaboration du programme de législature 2006-2011, ainsi que le souligne le syndic Pierre Salvi : *« nous sommes partis d'une feuille blanche dans un esprit le plus participatif possible »* (Millioud, 2007). Harry John, le directeur de Montreux-Vevey Tourisme, n'est cependant pas encore satisfait et souhaite que tous les acteurs se réunissent derrière une même vision commune du développement de la Riviera

(Traversini, 2011). La ressource confiance semble donc désormais bel et bien présente mais peut-être pas à un niveau suffisant pour contenter tout le monde.

7.3.4 Analyse des conflits et débats

7.3.4.1 La taxe pour les étrangers

En 1993, tandis que la situation financière de la commune est extrêmement délicate, le taux d'imposition pour les contribuables passe de 95 à 107 % (Mévaux, 1993, 27 août). Un conseiller communal socialiste propose alors d'augmenter aussi les impôts pour les étrangers, qui sont à un taux de 85 %, pour les porter à 107 %. Son argument est qu'en ces temps difficiles, il faut jouer la carte de la solidarité et ne négliger aucune nouvelle source de rentrées. Le syndic et la majorité des conseillers communaux de droite rétorquent que *« le taux d'imposition n'est que le sommet de l'iceberg. Il faut regarder en dessous, c'est-à-dire les décès des étrangers, ce qu'ils lèguent alors à la commune »* (Mévaux, 1993, 27 août). Pour eux, il ne faut, de ce fait, pas tuer la vache à lait que représentent les riches résidents étrangers. Ils citent le chiffre de 3,7 millions « hérités » par Montreux en 1992 suite aux décès d'habitants étrangers. De plus, l'augmentation des impôts véhiculerait une mauvaise image de la station. La majorité de droite sera suivie de justesse puisque la requête est rejetée par 39 voix contre 37.

Deux ans plus tard, la droite montreusienne veut aller encore plus loin, en proposant de réduire de 85 à 50 % le taux d'imposition communal appliqué aux retraités étrangers ayant plus de 60 ans, n'exerçant pas d'activité lucrative en Suisse et dont les revenus nets sont supérieurs à Fr. 100'000.- (Christen, 1995, 30 août). Cette requête constitue un pari osé puisqu'elle conduira, à court terme, à une baisse des recettes fiscales. Cependant, le but est, à moyenne échéance, d'attirer des grosses fortunes. Les socialistes montreusiens dénoncent *« une provocation indéfendable sur le plan moral et à l'efficacité douteuse »* (Christen, 1995, 30 août). Ils s'insurgent contre ce qu'ils considèrent comme une inégalité de traitement et une discrimination pour le contribuable suisse. De plus, pour eux, les recettes qui suivraient une telle mesure sont loin d'être garanties, car la fiscalité n'est qu'un facteur de choix de résidence parmi d'autres, avec la qualité de vie, la beauté du paysage ou encore la sécurité (Christen, 1995, 5 septembre). Les libéraux et les radicaux mettent en avant le fait que l'offre de logements de qualité est élevée sur le territoire communal et dépasse largement les capacités des personnes en âge d'activité. L'allègement fiscal permettrait d'attirer les riches rentiers, rebutés par un franc suisse fort (Ethenoz, 1995, 30 septembre). Leurs arguments ne vont, cette fois, pas être entendus, même au sein de leur groupe puisque certains conseillers de droite vont se rallier aux arguments des socialistes. La proposition sera alors rejetée. Le taux d'imposition pour les étrangers restera à 85 %.

Ces débats permettent de montrer que les autorités communales ne sont désormais plus disposées à tout accepter en faveur des étrangers. Tandis que la proposition d'augmenter leur taux d'imposition avait été rejetée pour deux voix, celle demandant cette fois l'abaissement du taux suivra le même chemin. Attirer de riches résidents sur la

commune ne doit pas se faire au détriment des idées d'égalité de traitement et de solidarité envers les contribuables suisses.

7.3.4.2 L'Auditorium Stravinski et la question de la culture

Passons maintenant au conflit concernant la culture, dont nous avons plusieurs fois fait mention précédemment. Il est temps de s'y intéresser plus en détails.

En janvier 1990, les Montreusiens sont appelés aux urnes. Objet de la votation : l'octroi de 45 millions pour la rénovation de la Maison des congrès, plus particulièrement l'ajout d'une salle de concert et d'exposition de 1800 places. Le scrutin dépasse en fait ce simple objet et porte davantage sur l'avenir touristique de Montreux (Busslinger, 1990, 18 janvier). Pour les partisans de cette réalisation, c'est-à-dire les milieux économiques et touristiques ainsi que tous les partis à l'exception des écologistes, le devenir de Montreux se trouve dans le tourisme de congrès. Ils soulignent d'ailleurs que « *les retombées des congrès sont le vecteur de prospérité de la ville* » (Busslinger, 1990, 18 janvier). Il faut alors une structure d'accueil à la mesure des grandes manifestations que la ville ambitionne de recevoir. Les écologistes et quelques indépendants figurent parmi les opposants au projet. Ils estiment qu'une ville de 20'000 habitants ne peut rivaliser avec les grandes métropoles en ce qui concerne les congrès. Montreux doit donc se contenter d'événements à sa mesure, en particulier ceux musicaux dont ils aimeraient qu'ils soient le pivot prioritaire du projet. De plus, la ville « *n'y perdrait guère économiquement, et y gagnerait en qualité de vie, en consolidant seulement son renom culturel* » (Busslinger, 1990, 18 janvier). Entre ces deux manières d'envisager l'avenir, les citoyens plébisciteront la première, approuvant à 62 % l'octroi de ce qui constitue le plus important crédit de l'histoire montreusienne. La Municipalité s'engage à ce moment-là à respecter l'occupation prévue pour la future salle, entre les congrès à 65 % du temps et la culture pour les 35 % restants (Busslinger, 1990, 22 janvier).

Afin de gérer la nouvelle salle de concert, baptisée Auditorium Stravinski, et de prendre en charge la politique culturelle de la ville, la Municipalité crée au 1^{er} janvier 1993 le Service culturel. Ses tâches comporteront notamment le « *suivi et développement de l'ensemble des activités culturelles de Montreux, [...], la mise en œuvre et la programmation de concerts et spectacles* » (Commune de Montreux, 1994, p. 120). Ce Service sera dirigé par un délégué culturel, qui occupera aussi la fonction de directeur artistique de l'Auditorium. La Municipalité nomme à ce poste Jean-Luc Larguier, ancien administrateur de plusieurs théâtres en France. Après trois ans de travaux, l'Auditorium Stravinski, « *salle de spectacles des superlatifs* » (« Montreux s'offre un temps de la musique », 1993), est inauguré le 28 avril 1993. L'euphorie va être de courte durée. Moins d'un mois plus tard, lors de la présentation des comptes 1992 qui se soldent par un déficit de trois millions, l'extension de la Maison des congrès est accusée de peser lourdement dans la balance, ainsi que l'admet Ernest Guibert, le municipal chargé des finances : « *on ne peut nier que l'investissement consenti pour cet objet [l'Auditorium Stravinski] a quelque chose à voir avec la hausse des impôts* » (Mévaux, 1993, 20 août). A la fin de l'année 1993, les directeurs des trois festivals annuels qui sont le Montreux Jazz, le Festival de Musique classique et celui du Rire, publient un communiqué en réclamant la tête de Jean-Luc Larguier. Motif : il se contente d'un trop petit nombre de

spectateurs, démarche les mêmes artistes et les mêmes sponsors, alors qu'il peut compter sur une coquette subvention communale. Ils affirment, de plus, que son poste n'est pas essentiel et qu'ils pourraient se charger de son travail (Passer, 1993). Quelques jours plus tard, la Municipalité réitère son soutien à Jean-Luc Larguier, mais, face aux difficultés économiques, se voit contrainte de diminuer les subsides accordés à la culture (Verdan, 1993). Une année plus tard, en novembre 1994, la Municipalité présente un budget 1995 inachevé : le budget culturel de la ville ne couvre que les six premiers mois. Le but est ainsi de montrer leur détermination à remettre en question la formule actuelle (Christen, 1994). En juin 1995, après un vif débat au Conseil communal, le législatif donne le feu vert à la poursuite de la saison culturelle jusqu'en juin 1996. Les opposants formulaient plusieurs griefs, notamment le fait que ce n'est pas à une commune de gérer une saison culturelle, que le nouveau concept n'a pas permis de rassembler les différents partenaires du paysage culturel et que le délégué culturel n'a pas les compétences requises. Mais ce sont les partisans qui seront écoutés, ceux-ci soulignant la nécessité d'occuper la salle Stravinski (Christen, 1995, 2 juin).

Le malaise est cependant perceptible. La situation financière extrêmement difficile de la commune fait apparaître pour certains la culture comme un luxe. Le municipal chargé des finances, Ernest Guibert, tire la sonnette d'alarme : *« il faudra bien qu'une fois Montreux adapte sa culture à son train de vie »* (Ethenoz, 1995, 24 novembre). Au mois de décembre 1995, le Conseil communal décide *« de réduire de Fr. 335'000.- le budget de la saison culturelle 1996 »* (Commune de Montreux, 1997, p. 131). Pour certains, la culture est par là sacrifiée sur l'autel du tourisme. En effet, la commune ayant décidé de sauver l'Office du Tourisme, proche de la faillite, elle est peu disposée à mettre encore une fois la main à la poche pour la culture (Le tourisme et la culture, 1995). Face à la réduction de budget, la Municipalité se voit contrainte de mettre fin aux activités du Service culturel pour le 30 juin 1996. La municipale chargée de la culture Monique Bornet Amstein demande alors à être dessaisie du dossier, qui sera repris par le responsable des travaux et de l'urbanisme (Ethenoz, 1996, 31 janvier). Au mois de juin 1996, tandis que la fermeture du Service culturel est imminente, deux projets rivaux sont proposés pour le remplacer. Les dirigeants des festivals proposent la mise en place d'un simple bureau qui, déchargé de toute tâche organisationnelle, devra uniquement coordonner les activités culturelles et assurer l'occupation des scènes montreuises. Le deuxième projet, nommé *« Poursuivre... autrement »*, est présenté par Jean-Luc Larguier et prévoit notamment la conservation de la structure du bureau des affaires culturelles et de ses sept collaborateurs (*« Le projet Larguier »*, 1996). Ces propositions seront écartées par le Conseil communal à la fin du mois de juin. Lors de la même séance, le syndic Frédy Alt annonce sa démission, officiellement pour des raisons professionnelles. Cependant, *« cette démission intervient après une série de revers marquants et ceux-ci ne sont pas étrangers à ce revirement, souligne-t-on sur la Riviera. Le budget 1996, l'épineux problème de la culture montreuise, [...], ont tous été refusés, ou très fortement amendés, par le parlement communal »* (Ethenoz, 1996, 28 juin). A ces revers s'ajoutent des dissensions internes au sein de l'Exécutif. Quelques jours plus tard, c'est au tour de Monique Bornet Amstein d'annoncer sa démission. Elle est en effet nommée à la direction des Services sociaux de la ville. En cet été 1996, la situation est donc loin d'être rose à Montreux : la ville *« n'a plus de politique culturelle, deux membres de son exécutif en partance, pas de candidat déclaré à la syndication, trois*

autres municipaux qui pourraient se retirer l'an prochain à la fin de l'actuelle législature, une équipe provisoire qui fait de son mieux à l'OCTM¹², une dette coquette (100 millions), un taux d'imposition de 107 %, le plus élevé de la Riviera vaudoise » (Debraine, 1996).

Il faudra attendre près d'une année pour voir la nouvelle équipe de la Municipalité proposer une politique culturelle (Ethenoz et Ricci Lempen, 1997). Elle rédige tout d'abord un premier préavis concernant le Centre de congrès, réaffirmant la vocation de Montreux en tant que ville de tourisme et de congrès, et visant à optimiser l'exploitation touristique du bâtiment, tandis que l'exploitation culturelle sera plus restreinte par rapport au passé. Le deuxième préavis complète le premier en limitant à 15 le nombre de manifestations culturelles à l'Auditorium Stravinski durant l'hiver, période où seront favorisés les congrès. Ce redimensionnement de la politique culturelle fait quasi l'unanimité parmi le Conseil communal. Seuls les Verts, y compris leur municipal, s'y opposent, « *partisans d'un « moins de tourisme à tout prix »* » (Ethenoz et Ricci Lempen, 1997). Au mois de septembre est alors présentée la nouvelle saison d'hiver de l'Auditorium, « *forte de 17 spectacles, et qui marque le début d'une ère nouvelle pour la politique culturelle de Montreux* » (Ricci Lempen, 1997).

Comme nous avons pu le constater, ce conflit autour de la culture cache parfois un débat sur la question du tourisme lui-même. C'est déjà le cas lors de la votation pour l'octroi du crédit destiné à l'agrandissement de la Maison des congrès, qui oppose les partisans du développement du tourisme de congrès à ceux qui plaident pour moins de congrès, plus de culture, et une meilleure qualité de vie. Ensuite, la Municipalité accepte en 1995 d'injecter cinq millions dans le sauvetage de l'Office du Tourisme, mais refuse les Fr. 335'000.- nécessaires au maintien de la saison culturelle. Enfin, lors de la présentation en 1997 d'une nouvelle orientation de l'Auditorium Stravinski à destination des congrès en priorité, les opposants réaffirment leur volonté d'une limitation du développement touristique. Jusqu'à-là, cependant, les partisans du tourisme ont toujours été majoritaires.

7.3.4.3 La fièvre immobilière

Une troisième thématique va polariser les discussions durant cette dernière période. Elle ne concerne pas directement le tourisme, mais plutôt le secteur qui va le remplacer comme secteur économique dominant, soit l'immobilier. Nous allons montrer dans cette partie que le boom de ce secteur ne se fera pas sans heurts.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les promoteurs immobiliers commencent, dès les années 2000, à racheter des anciens palaces de la Belle Epoque pour les transformer en appartements de haut standing (Busslinger, 2000). Dès lors, les prix vont progresser avant d'exploser (Danesi, 2008, 9 juin). On passe de Fr. 5'000.- le mètre carré habitable à une fourchette allant de Fr. 10'000.- à Fr. 20'000.- le mètre carré. Par exemple, c'est à ces prix-là qu'ont été vendus les 70 appartements rénovés de l'Hôtel National (Buchs, 2011). De plus, les prix des terrains s'envolent également.

¹² Office des Congrès et du Tourisme de Montreux

Conséquence : les différents employés de la restauration, de l'hôtellerie et des soins doivent se rabattre sur Clarens, plus populaire (Danesi, 2008, 9 juin). La commune voit bien évidemment d'un bon œil cette flambée des prix. En 2010, elle a perçu 9,1 millions de francs sous forme d'impôts sur les gains immobiliers et de droits de mutation¹³, alors que ce nombre s'élevait à 3,6 millions en 2001 (Buchs, 2011).

Cependant, si les autorités publiques et les promoteurs immobiliers semblent travailler de concert, la population n'apparaît pas aussi enthousiaste à cette frénésie. Un premier coup de semonce a lieu en 2006 lorsqu'elle refuse en votation d'accorder un crédit de 35 millions pour la construction du nouvel Hôtel de Ville, destiné à regrouper l'administration communale. Le projet était pourtant soutenu par l'ensemble des municipaux ainsi que plus de 90 % du législatif (Russier, 2006). En 2007, Franz Weber lance une initiative communale dans le but de stopper la spéculation immobilière. Le texte demande que soient soumis au référendum populaire tous les projets de transformation de quartier ou de diminution des espaces verts. Comme le déclare Franz Weber, la spéculation est en train de détruire la ville : *« on veut faire de Montreux un Monte-Carlo en plus moche »* (TSR Info, 2007). Lancée officiellement le 15 juin 2007, l'initiative récolte en moins de six mois 3'000 signatures. Cependant, le Conseil communal, suivant la position de la Municipalité, vote le 12 novembre 2008 la nullité de l'initiative, car les auteurs de ce document *« n'ont tenu aucun compte des aspects du droit cantonal sur l'aménagement du territoire »* (Commune de Montreux, 2008, 13 novembre). En effet, selon la LATC¹⁴, la compétence de décider de la planification du sol revient au Conseil communal, tandis que celle de délivrer les permis de construire appartient à la Municipalité. Une loi communale qui attribuerait ces compétences au peuple serait en contradiction avec le droit cantonal. Le fort soutien populaire à cette initiative révèle néanmoins un malaise concernant cette fièvre immobilière. Parallèlement, des rumeurs de plus en plus tenaces grondent : *« soupçons de corruption, copinage, clientélisme et argent sale [...] planent depuis plusieurs années sur cette région où valsent les millions et les pelles mécaniques »* (Noyer, 2008). Jusqu'au coup de tonnerre du 2 avril 2008 : Jean-Claude Doriot, le municipal chargé de l'urbanisme est arrêté et emprisonné, inculpé de corruption passive (Noyer, 2008).

Retour en arrière. Elu à la Municipalité en 1998, Jean-Claude Doriot est, depuis 10 ans, le patron tout puissant de l'urbanisme au sein de la commune. C'est son dicastère qui a la charge de préavisier sur la délivrance des permis de construire et de démolir. Comme le remarque Serge Noyer (2008), *« sous son ère, Montreux a connu une flambée immobilière sans précédent, avec des budgets en jeu totalisant plusieurs centaines de millions de francs »*. Le 8 novembre 2007, l'ex-amie de Jean-Claude Doriot écrit aux autorités pénales, au préfet et à la Municipalité *« une lettre vengeresse et confondante »* (Felley, 2008), dans laquelle elle l'accuse d'avoir touché en juillet 2005 un dessous-de-table de Fr. 300'000.- de la part d'un promoteur immobilier, lui aussi inculpé, pour le favoriser lors de la vente d'une propriété de la ville. Le municipal est alors arrêté

¹³ « Le droit de mutation est un impôt perçu en cas de transfert de la propriété d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou de copropriété portant sur un immeuble, ceci contre paiement sous quelque forme que ce soit » (Site web du Canton de Vaud, URL : <http://www.vd.ch/fr/themes/etat-droit-finances/impots/autres-impots/transferts-immobiliers-droit-de-mutation/>)

¹⁴ Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions du 4 décembre 1985 (RS 700.11)

au mois d'avril 2008 et mis en détention préventive. Bien que bénéficiant de la présomption d'innocence durant l'enquête, Jean-Claude Doriot est suspendu de ses fonctions de municipal et exclu de son parti. Il réfute l'accusation de corruption mais admet avoir sollicité un prêt sans intérêt au promoteur en question. Or, ce prêt intervient en même temps que la vente par la Municipalité d'une propriété à ce promoteur, tandis qu'une proposition de valeur supérieure avait été rejetée sans motif valable. Peu après, les socialistes vaudois saisissent la Cour cantonale des Comptes afin qu'elle étudie la manière dont se passent les transactions immobilières et l'octroi de permis de construire. Il est vrai qu'on s'interroge sur les responsabilités politiques, en particulier celles de la Municipalité : *« A-t-elle exercé la surveillance nécessaire sur l'action du magistrat socialiste ? A-t-elle pris la mesure du problème, une fois connue la dénonciation concernant Jean-Claude Doriot en novembre 2007 ? A-t-elle entrepris les démarches nécessaires pour affronter l'affaire ou a-t-elle trop tergiversé ? A-t-elle fait preuve de toute la transparence requise ? »* (Danesi, 2008, 26 avril). Le 3 février 2009, la Cour des Comptes rend son rapport : elle dénonce des procédures trop opaques lors de l'octroi de permis de construire, d'aliénation et d'acquisition d'immeubles (Cour des Comptes du Canton de Vaud, 2009). Elle pointe également le fait que de nombreux accords sont scellés de manière orale, sans être établis ensuite par écrit. C'est le cas, par exemple, de la décision de cession pour un franc symbolique d'une route coupant en deux la propriété de l'Hôtel National, qui *« ne ressort pas d'une décision de la Municipalité dûment consignée »* (Cour des Comptes du Canton de Vaud, 2009), de même qu'il n'y a pas eu d'évaluation financière de la valeur du chemin. La Cour somme donc la ville de moderniser au plus vite son organisation, en particulier de renforcer *« sans attendre le contrôle de ses opérations administratives »* (Cour des Comptes du Canton de Vaud, 2009).

Il faut alors attendre le 3 septembre 2010 pour que soit rendu le jugement concernant Jean-Claude Doriot. Le Tribunal n'ayant pu prouver le pot-de-vin, il a retenu l'infraction d'acceptation d'un avantage, se référant au prêt sans intérêt demandé par le municipal auprès de l'architecte. Cet avantage indu étant une forme de corruption, Jean-Claude Doriot est condamné à 15 mois de prison avec sursis, assortis d'une peine pécuniaire. Lui qui refusait encore toute démission à ce moment-là change d'avis 10 jours plus tard et accepte enfin de renoncer à son siège de municipal, permettant à l'Exécutif d'organiser des élections complémentaires pour le remplacer (Commune de Montreux, 2010). Car bien qu'il fût suspendu de ses fonctions depuis le début de l'affaire, soit en 2008, son refus de démissionner lui permettait de continuer à toucher son salaire tandis que le collège fonctionnait à six conseillers. A la fin de l'année 2010, l'élection de Pierre Rochat permet à la Municipalité de tourner la page, après deux ans de turbulences. L'éclatement de cette affaire a eu cependant le mérite de mettre la commune face à ses lacunes administratives, entre procédures opaques et prises de décisions archaïques.

7.3.5 Type de régime urbain

Finalement, sur la base de ces différents éléments, déterminons le type de régime urbain présent à Montreux durant la période 1990-2010.

Comme nous l'avons vu, la ressource monétaire se trouve en position de faiblesse durant la décennie 1990, autant en ce qui concerne les subventions publiques que les investissements privés. Dès les années 2000, avec le redémarrage économique, l'argent se fera nettement plus présent, avec une majorité de fonds privés par rapport aux subsides publics. Concernant l'organisation, cette période va rimer avec privatisations, que ce soient celles du Festival de Jazz ou de l'exploitation du Centre de congrès, et régionalisations, pour l'Office du Tourisme et Promove. Ces nouvelles gestions apporteront une plus grande efficacité dans l'organisation. Du point de vue des réseaux, nous avons mentionné une forte volonté de favoriser les liens entre acteurs publics et privés, via l'organisation des Etats Généraux du commerce, la création du Montreux International Business Club, ou en mêlant les deux types d'acteurs dans les comités de Montreux-Vevey Tourisme et de Promove. Enfin, dès les années 2000 domine la recherche du consensus et d'un esprit le plus participatif possible.

Du côté des objectifs, la fin des années 1980 et le début des années 1990 coïncident avec une politique d'investissements importants, comme l'agrandissement de la Maison des congrès, et une politique culturelle ambitieuse. Mais la récession sonnera le glas de ces ambitions. L'objectif principal devient alors le renflouement des caisses et la diminution de la dette qui s'élève à 100 millions. A côté de la hausse du taux d'imposition et la diminution des prestations, les autorités essaient de diversifier leur économie en encourageant l'implantation d'entreprises. L'embellie aura lieu dès les années 2000 avec un nouvel élan du tourisme et du secteur immobilier. Finalement, dans le programme de législature 2006-2011, cet objectif de diversification du tissu économique apparaît comme un but parmi d'autres, tels que l'aménagement du territoire, le développement durable ou la politique sociale.

Ainsi, il apparaît comme plutôt difficile d'identifier un seul type de régime urbain pour cette période car il semble y avoir des logiques différentes entre les années 1990 et celles 2000. Durant la dernière décennie du deuxième millénaire, le régime urbain semble être un régime de développement. Cependant, contrairement à celui de la première période, axé uniquement sur le tourisme, et à celui de la deuxième, qui mêlait tourisme et économie plus générale avec une prépondérance du premier, ce régime semble intéressé dans une moindre mesure par le développement touristique. En effet, cet objectif n'apparaît qu'à quelques reprises durant cette période, par exemple en 1990 lorsqu'on décide l'octroi de 45 millions pour l'agrandissement de la Maison des congrès. On espère grâce à cela développer ce type de tourisme. Cependant, face aux difficultés de la commune, les acteurs publics se tourneront rapidement vers d'autres moyens de renflouer les caisses et essayeront par tous les moyens de changer le modèle économique en place. Pour tenter d'attirer de nouvelles entreprises, ils créent Promove et décident d'exonérer pendant 10 ans toute nouvelle entreprise qui s'installe à Montreux. Afin de faire venir des riches résidents étrangers sur la commune, ils proposent de baisser le taux d'imposition des étrangers à 50 %. Cette mesure ne sera cependant pas accordée par le Conseil communal. A côté de ces propositions, on remet à plus tard le renouvellement des équipements et on coupe dans les dépenses dévolues à l'entretien du patrimoine et des jardins (Mévaux, 1993, 16 novembre). Il semble ainsi que nous ayons affaire à ce que nous nommerons comme étant un "régime de développement à volonté de diversification". Puis, à partir des années 2002-

2003, lorsque la situation économique de la commune reprend du poil de bête, grâce notamment à un secteur immobilier florissant, les priorités semblent évoluer. On peut constater cela dans le programme de législature 2006-2011. Deux objectifs seulement sur les huit présentés touchent directement l'économie : la volonté de garder des finances saines et celle de diversifier le tissu économique et touristique. Les autres résolutions concernent la construction de logements abordables, la création d'un fonds du développement durable pour la population, le développement des énergies renouvelables ou encore la mise en valeur des forêts. Or, ce type d'objectifs illustre plutôt le troisième régime de Clarence Stone, c'est-à-dire le régime progressiste à destination des classes moyennes. Cette dernière période semble donc illustrer le passage d'un régime de développement, avec un objectif de croissance économique jugé prioritaire, à un régime progressiste.

8. MISE EN PARALLÈLE DE LA TRAJECTOIRE ET DES DIFFÉRENTS RÉGIMES URBAINS

Maintenant que les différents éléments empiriques ont été collectés, triés et déjà en partie analysés, notamment en ce qui concerne le type de régime urbain en place durant les trois périodes, il convient d'essayer de répondre concrètement à la question de recherche et de tester les hypothèses. Ce chapitre aura pour but de montrer de quelle manière et jusqu'à quel point le régime urbain permet d'expliquer la trajectoire de développement. Pour ce faire, nous commencerons par considérer une période après l'autre en essayant de voir comment lier les deux variables, celle concernant la trajectoire et celle du régime urbain. Ensuite, dans une démarche comparative, il s'agira d'observer les points communs et les distinctions entre les trois types de régime, de manière à expliquer la différence entre les trois tronçons de la trajectoire. Enfin, la dernière partie de ce chapitre permettra de tester les hypothèses de recherche.

8.1 Période 1900-1914

Commençons par reprendre les divers éléments que nous avons fait ressortir dans le screening historique du développement de Montreux pour cette première période. Si, en 1900, le nombre de lits s'élève à 4'177 répartis dans 70 hôtels, il va quasiment doubler en 10 ans : la station comptera en 1910 pas moins de 7'125 lits pour 85 hôtels. Etant donné que l'évolution de la population suit la même courbe ascendante mais à un degré moindre, le taux de fonction touristique passe de 0,309 en 1900 à 0,399 en 1910. Cette dernière valeur constitue le maximum absolu, c'est-à-dire le plus haut taux de fonction touristique observé sur l'ensemble de la trajectoire. De plus, nous avons vu que les nouveaux hôtels qui sont construits durant cette première décennie du 20^{ème} siècle sont souvent des palaces, plus grands, plus monumentaux et plus luxueux que jamais. De leur côté, les transports continuent de se développer, notamment les lignes de chemin de fer. Outre l'ouverture du golf en 1900, nous avons également constaté une forte densification des rives du lac, aboutissant à une jonction presque totale des anciens petits hameaux de Clarens, Vernex, Bon Port et Territet. L'élément fort de la trajectoire à ce moment-là est symbolisé par une accélération de la construction, comme nous avons pu le constater en comparant les deux cartes de Montreux, la première en 1890 (Fig. 3) et la deuxième en 1914 (Fig. 4). Quinze nouveaux hôtels sont construits entre 1900 et 1910, tandis qu'on goudronne des routes, qu'on agrandit des sentiers et qu'on embellit les quais.

Voyons alors de quelle manière les différentes composantes du régime urbain permettent d'expliquer cette partie de la trajectoire. Au vu des éléments que nous avons relevés concernant le sous-capital gouvernance, cette situation ne semble avoir rien d'étonnant. En effet, des conditions extrêmement favorables pour le tourisme sont réunies. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que nous avons nommé le régime en place "régime de développement à orientation touristique". Cette poussée de la construction constatée dans la trajectoire a été rendue possible grâce à plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a la ressource monétaire, en particulier les investissements privés, qui est disponible en grande quantité. Cet argent facilement accessible permet notamment de construire des palaces d'une taille et d'un luxe comme Montreux n'en a encore

jamais connu. De plus, les communes participent également au financement de l'activité touristique, en particulier en investissant dans les compagnies de transport. Par exemple, nous avons vu que la commune du Châtelard achetait en 1900 des actions d'une valeur de Fr. 100'000.- pour la ligne de chemin de fer Montreux-Montbovon. Grâce à ce soutien financier, ce tronçon a pu être inauguré en 1903. Cette forte accessibilité de la ressource monétaire est liée à une ressource confiance totalement en mains des acteurs touristiques. Tout le monde semble s'être regroupé derrière les hôteliers pour soutenir le développement touristique. Les quelques voix qui s'élèvent à son encontre restent marginales. Et le fait que les autorités politiques soient quasiment toutes impliquées professionnellement dans le tourisme, en tant qu'hôteliers surtout, permet de faire passer plus rapidement des décisions concernant des travaux liés au tourisme, par exemple l'aménagement des quais. Autrement dit, la superposition des sphères publique et privée permet d'expliquer la vitesse à laquelle la station se densifie durant ce court laps de temps. Nous avons d'ailleurs remarqué que la majorité des objets discutés lors des séances communales concerne les travaux publics. Cela se matérialise parfaitement du côté de la trajectoire, notamment sur la carte de 1914 (Fig. 4).

Ainsi, pour cette première période, il semble bien que trajectoire de développement et régime urbain en place correspondent parfaitement. Un aussi haut taux de fonction touristique n'aurait pu être atteint sans un tel régime de développement orienté de manière quasi-exclusive vers le tourisme. Les acteurs touristiques disposent entre leurs mains de toutes les ressources nécessaires à leurs ambitions : argent, relations fortes entre secteurs privé et public, soutien politique et consensus. De plus, leurs objectifs concernent, de manière directe ou indirecte, le développement touristique, via des soutiens aux lignes de transport, des subsides aux entités liées au tourisme et des crédits aux travaux d'embellissement et de modernisation. Finalement, il apparaît que les différentes décisions, objectifs et ressources du régime urbain collent parfaitement avec la trajectoire.

8.2 Période 1950-1970

Pour cette deuxième période, nous avons vu dans le screening historique que le nombre de lits d'hôtels était passé de 3'841 en 1949 à 5'216 en 1970. Durant le même laps de temps, la population augmente également dans une proportion semblable, allant de 16'730 habitants en 1950 à 20'421 en 1970. En conséquence, le rapport entre ces deux valeurs, c'est-à-dire le taux de fonction touristique, va globalement stagner, passant de 0,23 en 1950 à 0,255 en 1970. Ensuite, le survol historique nous avait montré que le début des années 50 coïncidait avec l'orientation de la station vers un tourisme de congrès et d'événements. Ceux-ci vont se multiplier d'année en année, avec, par exemple, 43 congrès et grandes assemblées accueillis en 1963. Du côté des infrastructures, peu de nouveaux bâtiments voient le jour. La piscine du Casino et la salle de concert du Pavillon sont inaugurées en 1956 tandis qu'il faut attendre 1967 pour voir un nouvel établissement hôtelier ouvrir ses portes depuis 1917. La Tour d'Ivoire sera terminée la même année. La Maison des congrès, quant à elle, est achevée en 1971, offrant à Montreux un écrin à la hauteur des événements qu'elle ambitionne d'accueillir. Enfin,

notons qu'une nouvelle forme de tourisme voit le jour durant ces années : ce sont les instituts et les pensionnats.

Étudions maintenant comment nous pouvons lier les diverses composantes du régime urbain avec la portion de trajectoire qui nous intéresse ici, correspondant à une stagnation de la touristicité. Tout d'abord, nous avons noté qu'un des objectifs principaux des autorités politiques concerne la modernisation et le renouvellement de l'équipement touristique. Ce plan de modernisation se concrétisera par l'ouverture de la piscine du Casino, de la nouvelle salle de concert du Pavillon ou encore de l'Eurotel. L'ouverture de la Maison des congrès en 1971 apparaît aussi comme le résultat de cet objectif. Cette dernière infrastructure, de même que la nouvelle salle de concert du Pavillon qui abrite le Festival du Septembre musical, symbolisent, de plus, l'orientation vers le tourisme de congrès. Comme nous l'avons mentionné, le but derrière la modernisation des équipements est l'accueil de grands congrès, qui prolongeront la saison touristique en automne et en hiver. Ce souhait figurait d'ailleurs nommément dans le rapport de gestion communal de 1965. Il semble donc que les autorités publiques aient encouragé cette nouvelle orientation, via leur soutien à ces diverses infrastructures. Cependant, celles-ci restent limitées durant cette période, car la ressource monétaire n'est pas aussi disponible qu'auparavant. Le renouvellement de l'équipement coûte cher : par exemple, le coût de la seule Maison des congrès a été estimé à huit millions (Monnet, 1963, 17 avril). Or, le tourisme devant partager ses subsides avec la construction de nouvelles écoles ou de bâtiments administratifs, les nouveaux équipements touristiques, comme nous avons pu le voir dans la trajectoire, sont ainsi relativement peu nombreux. Enfin, les acteurs publics avaient essayé dès les années 60 de rechercher d'autres ressources économiques que le tourisme. La construction de la Tour d'Ivoire, avec ses bureaux et ses commerces, semble matérialiser cette volonté. En effet, elle n'est pas destinée en priorité à la clientèle touristique. De plus, nous avons vu qu'elle a bénéficié d'un fort soutien des acteurs politiques lors du lancement du projet.

A côté de ces éléments qui assurent une forte cohérence entre le régime et la trajectoire, il en existe plusieurs appartenant à l'une des variables qui ne semblent pas avoir d'écho dans l'autre. Tout d'abord, du côté de la trajectoire, nous avons pu mettre en évidence une nouvelle forme de tourisme qui apparaît durant cette période, soit le tourisme des instituts et pensionnats. Celle-ci n'apparaît nullement mentionnée du côté de la variable du régime urbain. Le développement de cette nouvelle clientèle ne figure pas dans les objectifs politiques, de même qu'on ne finance aucune infrastructure destinée concrètement à cette forme de tourisme. On semble même plutôt la déplorer, en regrettant que des hôtels ferment pour cause « *d'affectation à d'autres buts (instituts, ...)* » (« Commission pour sauver l'équipement touristique », 1965). Ensuite, un événement important dans l'organisation politique de Montreux semble n'avoir eu aucune conséquence visible sur la trajectoire de développement. En effet, la fusion des communes du Châtelard et des Planches pour former la nouvelle commune de Montreux n'a pas réellement eu de résonance ou de matérialisation concrète sur le développement du lieu. Nous avons relevé que cette réunification administrative et politique avait indirectement pour but le développement touristique, en permettant notamment une plus grande rapidité dans la prise de décisions concernant l'ensemble

de la station. Cet objectif a probablement été atteint mais il est difficile à observer dans la trajectoire. En ce qui concerne la volonté de diversification de l'économie via l'implantation de petites industries et de sociétés commerciales, il semble que, hormis la construction de la Tour d'Ivoire, cet objectif n'a pas pu être réellement concrétisé dans la trajectoire. Finalement, un élément semble malaisé à relier entre les deux variables. Il concerne les lits hôteliers. Nous avons relevé que, dans les rapports de gestion communaux de 1965 et 1966, les autorités s'inquiétaient de la diminution du nombre de lits hôteliers et avaient la volonté de prendre des mesures pour enrayer cette baisse. Or, comme mentionné précédemment, ce nombre est en fait en augmentation. Il semble difficile d'expliquer cette incohérence entre volonté politique et réalité. Peut-être que les autorités politiques voulaient justifier par là la construction de l'Eurotel qui, en 1967, amena 320 nouveaux lits hôteliers à Montreux.

Finalement, nous pouvons avancer que le régime urbain en place, que nous avons nommé "régime de développement mixte" permet d'expliquer en partie seulement la stagnation de la touristicité constatée dans la trajectoire. Tout d'abord, l'objectif n'est désormais plus uniquement le développement du tourisme, mais également la recherche d'autres apports financiers. De plus, le secteur touristique dispose de moins d'argent qu'en 1900, d'autres domaines nécessitant des investissements. Par conséquent, il semble a priori logique que le taux de fonction touristique soit moins élevé que pour la période étudiée précédente. Cependant, nous avons constaté qu'il y avait tout de même une priorité donnée à l'activité touristique. Les autorités politiques manifestaient la volonté de moderniser l'équipement destiné à l'accueil des grands congrès et en assuraient le financement. Et les différents acteurs pouvaient compter sur une meilleure organisation, que ce soient la fusion des communes, censée permettre une accélération du développement touristique via une plus grande rapidité de décision, ou la création d'un Office du Tourisme en 1946 qui centralisait toute l'organisation liée au secteur. Enfin, les autorités politiques soutenaient totalement le développement du tourisme, plusieurs hôteliers occupant des fonctions dans les Conseils. De plus, nous avons vu que beaucoup d'autres conseillers avaient des intérêts dans le tourisme, par exemple Albert Mayer, syndic des Planches de 1946 à 1961, qui possédait un commerce de luxe en bijouterie. Les réseaux entre les acteurs publics et privés demeuraient donc assez forts. Il semble ainsi que des conditions plutôt favorables existaient pour le tourisme, ce qui aurait dû se traduire dans la trajectoire par une augmentation de la touristicité, certes moindre que pour 1900-1914, et non pas une stagnation.

8.3 Période 1990-2010

Pour cette dernière époque, comme nous l'avons noté dans le screening, les lits hôteliers diminuent inexorablement : tandis qu'ils sont encore 3'477 en 1991, seuls 2'395 existent toujours en 2009. Cela correspond à une réduction de près d'un tiers. Dans le même temps, la population augmente d'environ 7 % en 19 ans, passant de 22'917 habitants en 1990 à 24'771 en 2009. Par conséquent, le taux de fonction touristique, calculé par le rapport entre ces deux valeurs, va évidemment plonger, de 0,152 en 1990 à 0,097 en 2009. Cette dernière valeur est la plus basse constatée sur l'ensemble de la

trajectoire, exception faite du taux enregistré en 1850, année où le tourisme à Montreux n'en était qu'à ses balbutiements. Ensuite, le gros investissement de cette période est l'agrandissement de la Maison des congrès, en particulier la construction de l'Auditorium Stravinski, salle de concert de 1800 places inaugurée en avril 1993. Il faut alors attendre l'an 2000 pour voir la réalisation d'une autre infrastructure importante, le gigantesque complexe Forum, avec ses bureaux, ses appartements et son centre commercial. Dès les années 2000, le tourisme est peu à peu remplacé par le secteur immobilier, qui devient la fonction économique dominante à Montreux. De nombreux hôtels sont transformés en appartements de luxe et vendus à des prix qui se chiffrent en millions.

Voyons alors, pour cette dernière période, comment les éléments du régime urbain peuvent être reliés à la trajectoire. Tout d'abord, nous avons mentionné que la Municipalité s'est lancée, à la fin des années 1980 et au tout début des années 1990, dans une politique d'importants investissements. Cela s'est notamment concrétisé par la construction de l'Auditorium Stravinski. Après cela, la commune subissait au milieu des années 1990 une très forte crise économique qui lui imposait l'arrêt de cette politique. Nous pouvons ressentir cela sur la trajectoire car aucune infrastructure importante ne vit le jour jusqu'en l'an 2000. Cela semble être autant dû à la faiblesse de la ressource monétaire entre 1990 et 2000 qu'aux remous que nous avons constatés au sein de l'Exécutif ainsi qu'à l'absence de tout consensus entre les différents acteurs économiques. Ensuite, dès le début des années 90 apparaissait l'objectif de diversifier l'économie, afin de diminuer la dépendance vis-à-vis du tourisme. Cette volonté ne semble pas vraiment se matérialiser sur la trajectoire durant ces années-là. En effet, malgré l'exonération d'impôts promise, peu de nouvelles entreprises s'installent sur la commune. Cela changera à la fin des années 1990. Par exemple, en janvier 1999, la société française de ventes par correspondance La Redoute installe son siège social suisse à Montreux (Loup, 2007). Un an plus tard, c'est l'immense centre Forum qui est inauguré, avec ses 4'400 mètres carrés de bureau, ses 39 appartements et ses 12'500 mètres carrés de surfaces commerciales. Cette construction *« a pour premier objectif de séduire la clientèle locale, ces Montreusiens qui partent faire leurs courses ailleurs »* (Busslinger, 2000). Elle semble donc bien apparaître comme une manière de diversifier l'économie. De plus, ainsi que nous l'avons vu, une dizaine de nouvelles entreprises s'implantent chaque année à Montreux depuis 2005. Puis, le soutien, dès les années 2000, de la Municipalité au secteur immobilier se ressent fortement sur la trajectoire, où nous avons pu constater un essor de la construction, notamment via la transformation de palaces abandonnés en appartements de luxe.

Puis, comment peut-on expliquer la baisse du nombre de lits hôteliers, celui-ci atteignant en 2009 son chiffre le plus bas depuis 1870 ? Nous avons mentionné que la Municipalité soutenait le tourisme, mais dans une mesure assez restreinte, via des subsides à l'Office de promotion. Or, elle appuie l'immobilier de manière plus forte, par exemple en cédant à un promoteur une route communale pour un franc symbolique. De plus, le développement touristique n'apparaît que modérément dans ses objectifs de législature, qui portent plutôt sur la volonté de trouver une manière de diversifier l'économie. Il semble donc que la Municipalité participe indirectement à cette baisse des lits hôteliers en encourageant la transformation d'anciens hôtels en appartements

plutôt qu'en favorisant leur réouverture. Il est vrai que cette première solution rapporte beaucoup plus à la commune que la seconde. Nous avons vu encore que le Conseil municipal était caractérisé entre 1995 et 1998 par des basculements successifs de majorité entre la droite et la gauche, avant que cette dernière conserve le pouvoir entre 1998 et 2010. Cela a-t-il eu un effet sur la trajectoire ? L'absence de continuité dans l'Exécutif jusqu'en 1998 joue sûrement un rôle dans le fait que la trajectoire n'est marquée, durant ces années, par aucun nouvel élément. Depuis 1998, la stabilité du gouvernement fut certainement un des facteurs du renouveau économique observé dès les années 2000.

Finalement, le régime urbain explique-t-il la trajectoire ? Au vu des éléments relevés précédemment, force est de constater qu'il ne le fait qu'en partie seulement. Nous avons, en effet, noté plusieurs correspondances entre la trajectoire et le régime urbain. Cependant, l'objectif de diversification de l'économie, mentionné dès le début des années 90, ne se concrétisera que près de 10 ans plus tard, à l'orée de l'an 2000. C'est, en effet, à partir de cette période que de nouvelles entreprises commencent à venir s'installer sur la commune. Il semble ainsi y avoir un décalage temporel entre la volonté politique et la concrétisation dans la trajectoire. Autrement dit, le "régime de développement à volonté de diversification" des années 1990 ne permet pas d'expliquer la trajectoire de ces années-là car celles-ci ne correspondent pas du tout à une période de croissance économique. De plus, dès les années 2000, l'économie, en particulier le secteur immobilier, redécoule et devient florissante. Pourtant, c'est un régime progressiste, dont l'objectif prioritaire n'est plus la croissance économique, qui se met en place, alors que l'on aurait pu s'attendre à avoir un régime de développement entre 2000 et 2010. Ce type de régime aurait permis d'expliquer la croissance économique de ces années-là.

8.4 Comparaison des régimes urbains

Maintenant que nous avons vu la manière dont les éléments des régimes urbains et ceux de la trajectoire pouvaient être reliés, il convient de s'interroger sur un dernier point. Rappelons que nous avons choisi nos trois périodes car chacune d'elles correspondait à un certain type d'évolution de la trajectoire : une augmentation, une stagnation et un déclin de la touristicité. La question que nous nous posons à présent est la suivante : cette différence entre les trajectoires se traduit-elle par de fortes dissemblances entre les régimes ? En d'autres termes, nous allons comparer les régimes afin d'essayer d'expliquer les différences de trajectoire.

Commençons par dégager les aspects communs à tous les régimes. Deux similitudes peuvent être mises en évidence. Tout d'abord, nous avons affaire à chaque fois à un régime de développement, si l'on excepte le régime progressiste des années 2000. Bien que nous ayons différencié les trois types de régime urbain, ceux-ci se situent tous dans une optique de développement et de promotion de la croissance. Cette dernière passera cependant par différentes options selon le régime, que ce soient le tourisme, l'implantation de nouvelles entreprises ou un mélange des deux. Le second point commun entre les régimes réside dans la volonté de mêler les acteurs publics et privés

dans les différentes structures touristiques et économiques. Cela était évident pour la période 1900-1914 car nous avons relevé que les acteurs politiques et économiques étaient tout simplement les mêmes personnes, que ce soient Alexandre Emery, Ami Chessex ou Gustave Bettex. De plus, dans les différents Conseils d'administration, par exemple des sociétés de transport, étaient représentés des acteurs politiques, hôteliers, financiers ou encore juridiques. La logique est similaire pour les années 1950 à 1970. Nous avons présenté l'exemple de la Commission pour la sauvegarde de l'équipement touristique, mêlant en son sein des représentants de la Municipalité, de l'Office de promotion et des différentes sociétés commerciales et hôtelières. De plus, cela est également le cas lors de la fusion, en 1965, des Offices du Tourisme de Montreux et de Vevey, les acteurs politiques et touristiques siégeant ensemble au comité de direction. Pour la dernière période, Promove ainsi que Montreux-Vevey Tourisme sont dirigés de manière semblable.

En dehors de ces deux points communs, force est de constater que les trois régimes urbains analysés comportent plutôt un certain nombre de dissemblances. Pour commencer, nous pouvons remarquer que le nombre d'acteurs impliqués dans le tourisme, et plus généralement dans l'économie, a tendance à augmenter. En 1900, il n'existe pas encore d'Office du Tourisme, la Société des Hôteliers s'occupant de la promotion de la station. A la deuxième période s'ajoutent donc l'Office du Tourisme, qui apparaît en 1946, et les instituts privés. Ensuite, la dernière période comptera en plus Promove, le Montreux Jazz Festival, l'ASSCOM, la Société d'exploitation du Centre de congrès et les promoteurs immobiliers. Notons que cette multiplication des acteurs économiques et touristiques au fil du temps a quelque peu complexifié l'analyse. Du côté de la sphère politique, nous avons affaire à une diminution des entités publiques. En 1900, trois autorités politiques sont présentes dans notre périmètre de recherche : les deux Conseils municipaux du Châtelard et des Planches ainsi que le Conseil du Cercle de Montreux, qui gère les affaires intercommunales. Cette situation perdurera jusqu'en 1961, l'unique changement étant que le Cercle est devenu la Ville. Puis, dès le 1^{er} janvier 1962, le Conseil administratif de la Ville disparaît et les deux communes fusionnent en une seule. Il n'y a, de ce fait, plus qu'une seule autorité organisatrice, qui est le Conseil municipal de Montreux. Les deux communes de Montreux et Veytaux sont liées par une convention intercommunale leur permettant une étroite collaboration, mais sans qu'une organisation propre s'occupe de la gestion des affaires collectives. De plus, toujours du côté des acteurs, on peut observer une diminution de la force des liens entre acteurs politiques et touristiques. Pour la première période, les conseillers municipaux sont quasiment tous des hôteliers. Entre 1950-1970, ces derniers sont moins nombreux au sein des entités politiques, mais forment tout de même un poids important. Enfin, dans la dernière période étudiée, les acteurs publics ne sont, en règle générale, pas impliqués professionnellement dans le tourisme : Pierre Salvi, syndic de 1996 à 2011, est enseignant, Alain Feissli, municipal depuis 1997 mécanicien tandis que Christian Neukomm, municipal dès 2006 est pharmacien et que l'ancien syndic, Frédy Alt, était agent d'assurances. Les sphères économique et politique semblent donc beaucoup moins superposées qu'auparavant, même si l'on essaie de les mêler dans différents comités, notamment celui de l'Office du Tourisme.

Concernant les objectifs, nous avons également pu constater une certaine évolution. Pour la première période, seul le tourisme était concerné. Entre 1950 et 1970, outre la volonté de favoriser le développement touristique, les acteurs manifestaient un désir de diversifier l'économie. Pour la dernière période, c'est la diversification des apports économiques qui est un objectif principal, via l'implantation de nouvelles entreprises ou l'essor du secteur immobilier. Du côté des ressources, nous pouvons mentionner un affaiblissement des subventions publiques envers le tourisme tout au long de la trajectoire, à l'exception des 45 millions consentis pour l'agrandissement de la Maison des congrès en 1990. Durant la première période, le tourisme était largement subventionné. Les années 1950-1970 ont montré qu'il y avait désormais d'autres domaines qui nécessitaient des investissements communaux. Et entre 1990 et 2010, face aux difficultés économiques, les acteurs publics limitent désormais les gros investissements en infrastructures touristiques, échaudés par les années difficiles qui avaient suivi la construction de l'Auditorium Stravinski. En ce qui concerne les financements privés, l'analyse montre qu'ils sont très présents en 1900, beaucoup moins en 1950, avant d'exploser dès 2000, notamment pour les investissements dans l'immobilier qui se chiffrent en dizaines de millions.

Nous pouvons aussi relever tout au long des années une importance de plus en plus grande donnée à la dimension régionale. Tout d'abord, en 1900-1914, tout se déroule à l'échelle locale. Par exemple, les entités appartenant à la sphère économique ont toutes un fort ancrage local, que ce soient la Société des Hôteliers, la plupart des sociétés de transport et même la banque. Cette situation perdurera jusqu'en 1965, année où l'office local de promotion touristique fusionnera avec l'organe veveysan, donnant naissance à l'Office du Tourisme de Montreux, Vevey et environs. Les acteurs touristiques ont donc décidé de privilégier dorénavant la coopération régionale pour leur promotion. Pour la dernière période, cet esprit de régionalisation continuera. De regroupement en regroupement, Montreux-Vevey Tourisme compte en 2010 près de 22 communes. De même, l'Association de développement économique de la ville de Montreux, fondée en 1988, est devenue Promove, une association régionale regroupant 11 communes. Enfin, dans les objectifs de législature 2006-2011 de la Municipalité, l'un des huit thèmes prioritaires concerne la politique régionale. L'Exécutif souligne sa volonté de poursuivre « *son engagement avec les autres communes partenaires* » et de participer à « *la promotion de nouvelles collaborations si elles devaient s'avérer nécessaires* » (Commune de Montreux, 2007, *Programme de législature 2006-2011 de la Municipalité*, p. 4). Il annonce également son désir d'encourager la région à la mise en place d'un projet d'agglomération.

En dernier lieu, essayons de voir l'évolution au fil du temps de la marge de manœuvre dont dispose Montreux par rapport au niveau cantonal, notamment en ce qui concerne le tourisme. Pour la première période 1900-1914, comme mentionné plus haut, tout semble se passer à l'échelle locale, que ce soit au niveau des trois communes ou à celui du Cercle de Montreux. La plupart des acteurs sont locaux, tandis que l'ensemble des objectifs et des décisions prises par les autorités organisatrices concerne l'échelle communale, notamment tous les travaux publics destinés à l'embellissement de la station. Les Conseils municipaux ne semblent pas rendre des comptes ou demander des faveurs à un niveau politique supérieur à celui du Cercle. La situation sera fort différente

en 1950. Durant cette deuxième époque, le canton de Vaud interviendra à plusieurs reprises dans les affaires montreuusiennes. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà relevé, la situation financière du Châtelard est extrêmement difficile au sortir de la seconde guerre mondiale. Elle est même si délicate que *« l'Etat a dû intervenir pour aider cette commune à payer ses intérêts, pourtant déjà réduits »* (Monnet, 1952, 10 juillet). De plus, en cas de fusion, il est prévu que le canton continue de soutenir la nouvelle commune créée. Et lorsque la réunification a été décidée par les Planches et le Châtelard, il faut encore attendre *« la ratification du décret de fusion par le Grand Conseil »* (Monnet, 1960, 19 août) pour que celle-ci soit valide. Les deux communes sont, de la sorte, dépendantes de l'approbation du canton pour cette décision. Puis, nous avons décrit le débat qui avait eu lieu au sujet de la taxe de séjour cantonale. Les taxes communales perçues à Montreux étant déjà plus élevées qu'ailleurs, les hôteliers de la station clament leur opposition. Ils ne seront cependant pas suivis par le Grand Conseil qui votera l'adoption du texte de loi. Les hôteliers montreuusiens sont alors contraints de percevoir cette taxe cantonale de séjour. Cet exemple montre bien l'imposition par le haut d'une décision liée au tourisme dont les acteurs de Montreux ne voulaient pas. Pour la dernière période, le canton aura également son mot à dire. Tout d'abord, une Loi cantonale sur le tourisme¹⁵ entre en vigueur en 1970, fixant notamment les tâches de chacun ainsi que les modalités concernant les taxes cantonales. L'activité touristique est désormais encadrée. Cette loi sera abrogée le 1^{er} janvier 2008, à cause de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'appui au développement économique. Notons que cette abrogation implique la disparition de la taxe cantonale de séjour. Ensuite, nous avons pu voir qu'un organe de contrôle cantonal avait été saisi dans le cadre de l'affaire Doriot. Les socialistes vaudois avaient sollicité la Cour des Comptes afin qu'elle étudie la manière dont se déroulaient les transactions immobilières et l'octroi de permis de construire au sein de la commune. La Municipalité avait d'ailleurs été sérieusement tancée pour *« son administration digne du XIXe siècle »* (Danesi, 2009). Nous pouvons constater ainsi, au fil du temps, un renforcement du contrôle de l'Etat cantonal sur la commune tandis qu'en parallèle la marge de manœuvre de la Municipalité diminue.

Finalement, les différences entre les portions de trajectoire semblent aisément s'expliquer, étant donné les fortes dissemblances qui existent entre les régimes, malgré le fait qu'il s'agit à chaque fois de régimes de développement. En particulier, la priorité donnée au tourisme par les autorités publiques, que ce soit dans les subventions ou les objectifs de législation, diminue au fil du temps. L'affaiblissement de la touristicité du lieu entre nos trois périodes paraît donc une conséquence assez logique.

8.5 Test des hypothèses de recherche

Il est à présent temps de passer au test des trois hypothèses de recherche proposées dans le chapitre quatre. Chaque hypothèse correspond à l'une des périodes que nous avons analysées. Rappelons la première :

Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à une forte augmentation de la touristicité, le régime urbain en place est un régime de développement orienté

¹⁵ Loi cantonale vaudoise sur le tourisme (LTou) du 11 février 1970 (RS 935.11)

uniquement vers le tourisme, parce qu'une telle augmentation nécessite une coalition de croissance forte et réunie derrière cet objectif du tourisme.

Cette première hypothèse concerne la période située entre 1900 et 1914. Le régime urbain que nous avons trouvé a été nommé "régime de développement à orientation touristique", car il est caractérisé par des objectifs, des acteurs et des ressources dévolus quasi-exclusivement au développement touristique. Nous avons également constaté que les pouvoirs politiques et économiques se trouvaient entre les mains d'un tout petit nombre de protagonistes qui s'alliaient pour œuvrer au développement touristique. Il semble ainsi que nous ayons bien affaire à une coalition de croissance, au sens où l'entend Molotch. Nous pouvons alors avancer que cette première hypothèse se vérifie totalement pour notre cas d'étude.

Passons à la deuxième hypothèse :

Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à une stagnation de la touristicité, le régime urbain en place est un régime de maintenance, parce que les acteurs publics limitent leurs objectifs aux prestations de routine et n'ont aucun projet de développement, tandis que les acteurs privés sont quasiment absents.

La période en question pour cette hypothèse s'étend entre 1950 et 1970. Nous avons supposé que, puisque nous étions face à une touristicité stagnante, les acteurs institutionnels se bornaient à la fourniture des services de routine et n'avaient pas l'ambition de changements économiques et sociaux. Or, force est de constater que ce n'est pas du tout le cas, puisque nous avons montré que le régime urbain en place était un régime de développement, ce dernier ne concernant plus uniquement le tourisme mais incluant une volonté d'un développement économique plus large. De plus, contrairement à l'hypothèse posée, les acteurs publics sont loin de limiter leurs objectifs aux prestations de routine. Ils réussissent durant cette période à faire aboutir la fusion des communes, qui était en discussion depuis 1911. Ils ont aussi l'ambition de moderniser et développer l'équipement touristique dans le but de relancer l'activité de ce secteur. Enfin, ils manifestent leur volonté de diversifier leur économie en recherchant de nouvelles ressources financières. Il est donc faux d'avancer qu'il n'existe aucun projet de développement. Nous avons également vu que certains acteurs privés, tels que la Société des Hôteliers, les institutions et écoles privées, les banques ainsi que les compagnies de transport jouaient un rôle non négligeable dans le tourisme montreuisien de cette époque. Nous sommes par conséquent amenés à conclure que cette deuxième hypothèse ne s'est pas du tout vérifiée pour notre cas d'étude.

Ainsi, pour cette deuxième période étudiée de notre trajectoire, il semble que le régime urbain en place, non seulement n'est pas celui que nous nous attendions à trouver au vu de la trajectoire, mais, de plus, ne permet pas de l'expliquer de manière satisfaisante, comme nous l'avons mentionné dans la partie précédente. En effet, nous avons constaté qu'il existait, durant ces années 1950-1970, des conditions tout de même favorables pour le tourisme qui ne permettaient pas d'éclairer réellement la stagnation de la touristicité. Nous sommes, par conséquent, forcés d'avouer que l'analyse du régime urbain est insuffisante pour expliquer à elle seule la trajectoire. D'autres facteurs

semblent jouer un rôle dans le développement du lieu durant cette période particulière. Parmi ceux-ci, nous pouvons évoquer le contexte économique de la Suisse durant ces années en particulier en ce qui concerne les investissements, une accessibilité moindre que dans d'autres stations concurrentes étant donné que le tronçon de l'autoroute A9 entre Aigle et Lausanne ne sera ouvert qu'en 1970 ou encore une image peu claire car, durant cette période, se négocie le positionnement de Montreux vers un tourisme de congrès alors qu'il se situait auparavant dans le tourisme de loisirs. Bien sûr, ces considérations ne sont énoncées qu'à titre d'hypothèses et il faudrait les tester dans une future recherche. Elles constituent cependant des pistes possibles d'explication de cette portion de trajectoire, qu'il s'agira de combiner avec l'analyse des régimes.

Finalement, rappelons la troisième hypothèse :

Dans le cas d'une période de la trajectoire correspondant à un déclin de la touristicité assorti à la métamorphose, c'est-à-dire au remplacement de la fonction touristique par une autre fonction économique dominante, le régime urbain en place est un régime de développement orienté cette fois vers un but de croissance économique plus large que le tourisme seul, parce que la métamorphose nécessite une coalition de croissance avec une forte implication du secteur privé et d'importants projets de développement économique.

Nous avons affaire ici à la dernière période étudiée, qui s'étend de 1990 à 2010. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre sept, ces années-là ne correspondent pas à l'existence d'un seul régime mais semblent illustrer le passage d'un régime de développement, où la croissance économique est jugée prioritaire, à un régime progressiste, où les objectifs changent. Nous avons également souligné la forte implication du secteur privé, en particulier des promoteurs immobiliers, dans le développement de Montreux dès les années 2000. Du côté des projets de développement, nous pouvons mentionner la transformation des vieux palaces abandonnés en appartements ainsi que la volonté de favoriser l'implantation de nouvelles entreprises. En ce qui concerne l'existence d'une coalition de croissance, il semble ne pas en avoir réellement une jusqu'à la fin des années 1990, au vu de l'absence totale de consensus qui règne à cette période. Notons que cela peut expliquer en partie le marasme économique de ces années-là, car, comme le souligne Clarence Stone, l'élément-clé permettant le développement est la capacité de mobiliser une coalition durable. N'oublions cependant pas que toute la Suisse est en proie à une crise économique durant cette période. En rassemblant ces éléments, nous pouvons constater que la troisième hypothèse se vérifie en partie seulement. En particulier, nous n'avons pas supposé, une fois la métamorphose atteinte, le passage au régime progressiste. De même, l'hypothèse mentionnait que le déclin de la touristicité se déroulait parallèlement à la métamorphose et que les deux phénomènes coïncidaient avec un régime de développement. Cela n'est pas le cas. En effet, le régime de développement des années 1990 correspond au déclin de la touristicité mais n'engendrera que tardivement la métamorphose, plus d'une dizaine d'années après, au moment où se met en place le régime progressiste. Ce décalage temporel entre le régime en place et la trajectoire nous amène à supposer, comme pour l'hypothèse précédente, l'existence d'autres éléments qui interviennent pour influencer la

trajectoire de développement : une gestion défaillante des ressources touristiques, notamment des hôtels dont beaucoup ont été abandonnés et se sont délabrés, la crise économique touchant la Suisse entre 1990 et 2000, une image écornée suite au scandale de l'affaire Doriot et aux nombreux débats et guerres intestines qui ont suivi l'ouverture de l'Auditorium Stravinsky, ou encore une mauvaise capacité de la part des entreprises locales à rendre leur offre adéquate aux demandes des touristes. A nouveau, seule une analyse de chacun de ces facteurs permettra de mesurer leur rôle réel dans la trajectoire de développement.

9. CONCLUSION

Ce travail se proposait d'étudier la manière dont l'analyse des régimes urbains permettait d'expliquer la trajectoire de développement touristique de Montreux. Après avoir établi un survol historique retraçant le développement de notre cas d'étude, nous avons sélectionné trois périodes durant lesquelles a été étudié le régime urbain. Pour chacun de ces intervalles temporels, le régime urbain a été analysé selon quatre dimensions : la configuration d'acteurs, les objectifs de législature, les ressources à disposition et les débats et conflits. La première période étudiée concernait les années 1900-1914. Nous avons constaté du côté de la variable dépendante que la trajectoire correspondait à une forte augmentation de la touristicité. L'analyse du régime urbain a ensuite permis de montrer que nous avons affaire à un "régime de développement à orientation touristique", les différents acteurs, objectifs et ressources étant dévolus de manière quasi-exclusive au tourisme. Puis, nous sommes passés à l'étude de la période allant de 1950 à 1970, qui coïncidait avec une stagnation de la touristicité. Le régime en place durant ces deux décennies était un "régime de développement mixte". Le dernier intervalle temporel 1990-2010 correspondait au déclin de la touristicité, le tourisme étant remplacé par le secteur immobilier comme fonction économique dominante. Pour cette dernière période, il était difficile d'identifier un seul type de régime. Nous avons constaté que le régime des années 1990 et début 2000 pouvait être défini comme un "régime de développement à volonté de diversification". Puis, les objectifs de législature semblaient évoluer dès les années 2002-2003 vers d'autres buts, ce qui nous a amené à conclure que nous nous trouvions du côté d'un régime progressiste.

Suite à l'analyse de ces régimes urbains, il fallait finalement mettre en parallèle les deux variables. Après avoir constaté que pour 1900-1914, la portion de trajectoire collait parfaitement avec le type de régime, nous avons noté que ce n'était pas le cas pour la période suivante : le régime urbain en place entre 1950 et 1970 ne permettait d'expliquer qu'en partie seulement la stagnation de la touristicité. Puis, la conclusion était la même concernant la troisième période. Les deux types de régime urbain des années 1990-2010 n'éclairaient pas de manière satisfaisante la trajectoire. Une comparaison entre les trois types de régime avait alors montré de fortes dissemblances entre les régimes, notamment une baisse au fil du temps de la priorité donnée au tourisme. L'affaiblissement de la touristicité entre les trois périodes semblait donc une conséquence assez logique. Enfin, la partie précédente consistait à tester les hypothèses de recherche. L'hypothèse selon laquelle une forte augmentation de la touristicité correspondait à un régime de développement orienté uniquement vers le tourisme s'est vérifiée pour l'étude des années 1900-1914. La deuxième hypothèse, qui affirmait qu'une stagnation de la touristicité coïncidait avec un régime de maintenance, ne s'est, quant à elle, absolument pas observée pour la période 1950-1970. Et la troisième hypothèse, selon laquelle le déclin de la touristicité couplé à la métamorphose correspondait à un régime de développement orienté vers un but de croissance économique plus large que le tourisme, a été validée en partie seulement. Comme ces deux hypothèses ne se vérifiaient pas totalement, nous avons été ainsi amenés à supposer l'existence d'autres facteurs qui jouaient également un rôle sur la trajectoire de développement.

Après cette analyse, il est temps de répondre à notre question de recherche. Rappelons qu'elle avait été formulée en ces termes : de quelle manière et jusqu'à quel point l'analyse des régimes urbains permet-elle d'expliquer les différents moments de la trajectoire de développement de Montreux ? Le test des hypothèses a permis de montrer que l'analyse des régimes n'expliquait qu'en partie la trajectoire de développement. De même, nous avons remarqué plusieurs éléments appartenant à l'une ou l'autre variable et n'ayant pas d'écho dans l'autre. C'était le cas, par exemple, du tourisme des instituts et des pensionnats, qui n'était pas du tout mentionné dans l'analyse du régime, tandis que la fusion des communes et la diversification de l'économie souhaitée pour les années 1950-1970 ne se matérialisaient nullement dans la trajectoire. Nous avons aussi relevé une augmentation des lits hôteliers tandis qu'un des objectifs de la législature consistait à trouver des moyens pour enrayer la baisse de ces lits. Et pour la dernière période, nous avons souligné un décalage temporel entre le régime de développement des années 1990 et sa concrétisation dans la trajectoire. Face à ces divers antagonismes constatés, nous sommes arrivés à la conclusion que la seule analyse du régime était insuffisante pour expliquer la trajectoire de développement. Cela apparaît clairement pour la deuxième période étudiée, durant laquelle le régime urbain en place ne donne pas une explication satisfaisante à la stagnation de la touristicité. C'est également vrai pour les années 1990-2010 : le régime de développement de la décennie 1990 ne correspond pas à une croissance économique, tandis que celle-ci a lieu dès 2000 et coïncide alors avec la mise en place d'un régime progressiste, et non pas, comme on aurait pu s'y attendre, d'un régime de développement. Il semble donc bien exister d'autres facteurs qui doivent permettre d'expliquer la trajectoire. L'analyse de ces éléments, dont nous avons formulé quelques-uns dans le chapitre précédent, qu'ils soient sociaux, économiques, culturels, environnementaux ou encore symboliques, pourra faire l'objet d'une autre recherche. Le projet *Entre abîme et métamorphose* s'y intéressera, via la notion de *capital touristique*, décrit en introduction et qui regroupe ces divers facteurs, y compris celui politique que nous avons étudié. En outre, il faudrait examiner plusieurs cas et différents types de trajectoire pour pouvoir aboutir à des conclusions représentatives concernant l'influence du régime urbain sur le développement des lieux touristiques. De plus, concernant le cadre théorique utilisé et notamment la typologie des trajectoires, il serait pertinent de réfléchir à affiner cette dernière pour le cas du relais. En effet, dans notre cas montreusien, les deux premières périodes analysées correspondent à une trajectoire de relais, c'est-à-dire à une persistance de la fonction touristique comme fonction économique dominante. Or, les deux intervalles se distinguent dans le sens où le premier est caractérisé par une forte augmentation de la touristicité, tandis que le deuxième coïncide avec une stagnation. Plusieurs variantes dans la trajectoire de relais semblent alors pouvoir être différenciées. Il serait intéressant de les étudier dans une future recherche. De même, la typologie des régimes urbains pourrait être affinée, notamment le régime de développement dont nous avons trouvé plusieurs formes selon le secteur économique privilégié.

Finalement, notons que l'étude de l'évolution d'un lieu touristique sur 160 ans est relativement compliquée. La disponibilité des données tout au long de la trajectoire ne va pas forcément de soi, notamment durant les deux guerres mondiales. De plus, il faut également que la manière dont les différentes données sont comptabilisées soit la

même, faute de ne pas pouvoir disposer d'une série cohérente. C'est pour cela que nous avons privilégié, dans la mesure du possible, l'emploi d'une même source, notamment l'Office Fédéral de la Statistique. Nous avons pu cependant constater qu'il peut y avoir un certain flou autour du périmètre exact pris en compte dans certains inventaires, en particulier celui des lits hôteliers. Nous nous sommes aussi heurtés à des problèmes d'accessibilité aux données économiques, en particulier concernant l'apport économique du tourisme dans le PIB communal. Personne ne semble tenir de telles statistiques, cela étant certainement dû à la difficulté d'appréhender une activité multisectorielle telle que le tourisme. De même, il n'existe pas de statistiques officielles sur les résidences secondaires. Puis, lors du screening historique, nous avons pu être aidés par les différents mémoires de licence en histoire et en géographie effectués sur Montreux. Cependant, la majorité de ceux-ci ne va pas plus loin que la seconde guerre mondiale. Ainsi, pour l'étude de notre cas dès 1945, il a fallu s'appuyer sur de nombreux articles de journaux locaux et régionaux que nous avons dû synthétiser. La complication réside, pour cette partie, à ne pas se perdre dans les centaines de milliers d'articles en ligne, notamment sur le site des archives historiques du Temps. Afin de ne pas s'éparpiller, il faut trouver les mots-clés adéquats et relativement précis qui nous permettent d'aboutir rapidement aux résultats que nous recherchons. Ces diverses contraintes devront être prises en compte dans la mise en œuvre prochaine du projet de recherche *Entre abîme et métamorphose*.

Hormis ces difficultés pratiques, ce travail a permis de montrer que si l'analyse des régimes urbains permettait d'expliquer en partie la trajectoire de développement de Montreux, elle se révélait insuffisante car subsistaient des incohérences que seule une étude de divers autres facteurs pourrait éclairer. Enfin, nous pouvons noter que l'application du cadre théorique des régimes urbains de Clarence Stone semble convenir à notre cas d'étude. Il nous a, en tous les cas, permis de prendre en compte, dans l'étude de la gouvernance d'un lieu, non seulement les institutions politiques mais aussi les divers acteurs et entités économiques et sociaux. Cependant, comme nous l'avons souligné dans le chapitre trois, plusieurs auteurs reprochaient à la théorie des régimes urbains sa difficulté d'application hors des Etats-Unis. Ce modèle avait été, en effet, formulé dans le contexte d'un Etat national ou régional disposant d'un pouvoir peu important par rapport à celui local. Or, dans le cas de Montreux, nous avons constaté un renforcement du pouvoir cantonal au fil du temps de même qu'une diminution de la marge de manœuvre locale. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si, dans le même temps, la capacité d'explication de la trajectoire par la seule analyse des régimes urbains se réduit également, les deux dernières périodes nécessitant l'étude d'autres facteurs explicatifs.

10. BIBLIOGRAPHIE

Références bibliographiques

Brunet, R., Ferras, R. et Théry, H. (1993). *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. Paris : RECLUS – La Documentation Française. 3^e édition.

Crispini, N. et Salem, G. (1985). *La Côte-Riviera, passé et présent sous le même angle*. Genève : Editions Slatkine.

Darbellay, F., Clivaz, C., Nahrath, S. et Stock, M. (2011). Approche interdisciplinaire du développement des stations touristiques : le capital touristique comme concept opératoire. Dans *Mondes du tourisme* (à paraître).

DiGaetano, A. & Klemanski, J. (1993). Urban Regimes in comparative perspective : the politics of urban development in Britain. In *Urban Affairs Review*, 29(1), p. 54-83.

Dupont, P. et Frey, S. (1989). « *Un Paradis encadré* » : la fonction du tourisme à Vevey et à Montreux, 1880-1914. Mémoire de licence. Université de Lausanne, Faculté des Lettres, Section d'histoire.

Equipe MIT (2000). La mise en tourisme des lieux : un outil de diagnostic. Dans *Mappemonde*, 57 (1), p. 2-6.

Equipe MIT (2002). *Tourismes 1 : lieux communs*. Paris : Belin.

Gerbaux, F. et Marcelpoil, E. (2006). Gouvernance des stations de montagne en France : les spécificités du partenariat public-privé. Dans *La revue de géographie alpine*, 94 (1), p. 9-19.

Grandjean, P. (2000). *Golf Club Montreux : 100 ans d'histoire*. Vevey : Säuberlin et Pfeiffer SA.

Guesnet, J. (1992). *Territorialité et tourisme : l'exemple de Montreux*. Mémoire de licence. Université de Genève, Département de géographie.

Knoepfel, P., Nahrath, S., Savary, J., et Varone, F. (2009). *Analyse des politiques suisses de l'environnement*. Zürich/Chur : Ruegger Verlag.

Lapointe, J. (2008). *Essor et déclin de la Société immobilière de Caux (1898-1930). Regard sur l'histoire touristique d'une station d'altitude*. Mémoire de licence. Université de Lausanne, Faculté des Lettres, Section d'histoire.

Le Galès, P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. Dans *Revue française de science politique*, 45^e année (1), p. 57-95.

Logan, J., Bridges Whaley, R. & Crowder, K. (1997). The character and consequences of growth regimes : an assessment of 20 years of research. In *Urban Affairs Review*, 32 (5), p. 603-630.

- Mettler, J.-L. (1979). *Montreux, 100 ans d'hôtellerie*. Montreux : Corbaz.
- Molotch, H. (1976). The city as a growth machine : toward a political economy of place. In *The American Journal of Sociology*, Vol. 82 (2), p. 309-332.
- Monnier, S. (2006). Ami Chesseux (1840-1917) et le développement touristique de Montreux. Dans *Revue historique vaudoise*, vol. 114, p. 227-239.
- Mossberger, K. & Stoker, G. (1994). Urban regime theory in comparative perspective. In *Environment and Planning C : Government and Policy*, 12 (2), p. 195-212.
- Mossberger, K. & Stoker, G. (2001). The evolution of urban regime theory : the challenge of conceptualization. In *Urban Affairs Review*, 36 (6), p. 810-835.
- Pearce, D. (1993). *Géographie du tourisme* (K. Nonkouni, trad.). Paris : Nathan (Original publié 1987).
- Rambert, E. (1877). *Histoire de Montreux et de ses environs*. Paris : Barré et Dayez
- Rinaldi, E. (2006). La construction des hôtels de Montreux et les Italiens, fin XIX^e siècle. Dans *Revue historique vaudoise*, vol. 114, p. 241-252.
- Senn, H.-G. (1918). *La Suisse et le tourisme*. Lausanne : Payot et Cie.
- Stone, C. (1989). *Regime politics : governing Atlanta (1946-1988)*. Lawrence, Kansas : University Press of Kansas.
- Stone, C. (1993). Urban regimes and the capacity to govern : a political economy approach. In *Journal of Urban Affairs*, 15 (1), p. 1-28.
- Stone, C. (2005). Looking back to look forward : reflections on urban regime analysis. In *Urban Affairs Review*, 40 (3), p. 309-341.
- Tissot, L. (2006). La quête du haut : les lignes ferroviaires touristiques dans le canton de Vaud jusqu'à la seconde guerre mondiale. Dans *Revue historique vaudoise*, vol. 114, p. 195-212.
- Traversini, D. (2011). *Montreux Vevey*. St-Légier : IMAPRO.
- Vuille, N. (1986). *La naissance et la transformation du tourisme à Montreux*. Mémoire de licence. Université de Genève, Faculté des sciences économiques et sociales, Département de géographie.
- Wyssbrord, A. (1988). *Typologie des hôtels montreusiens, 1830-1914*. Mémoire de licence. Université de Lausanne, Faculté des Lettres, Section d'histoire.

Sources

Articles de la presse locale et régionale

A propos de la taxe de séjour de Montreux (1953, 8 mai). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

A quand la fin d'une certaine inertie montreusienne ? (2011, 4 février). Dans *24 Heures*.
Disponible sur : <http://www.24heures.ch/node/282548> (consulté le 31 mai 2011)

Audetat, D. (1993, 7 juillet). La reconquête des rives. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 2.

Au tribunal fédéral, la taxe de séjour vaudoise (1954, 23 juin). Dans *Journal de Genève*, p. 12.

Avant-après, ou les infortunes des paysages lémaniques vaudois (1985, 7 décembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Béda, C. (2010, 6 mars). Vieille de 40 ans, la Tour d'Ivoire ne devrait pas exister. Dans *24 Heures*, p. 9.

Buchs, J.-P. (2011, 16 mars). Qui sont les gagnants de la fièvre immobilière ? Dans *Bilan*.

Budget de Montreux : la grimace, toujours (1995, 14 novembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 13.

Buscaglia, H. (1969, 3 décembre). L'urbanisme moderne. Dans *Journal de Montreux*.

Busslinger, L. (1990, 18 janvier). Montreux : quel type de tourisme ? Dans *Journal de Genève*, p. 20.

Busslinger, L. (1990, 22 janvier). Montreux approuve l'extension. Dans *Journal de Genève*, p. 21.

Busslinger, L. (2000, 15 mars). Avec « Forum », Montreux dispose pour la première fois d'un véritable centre commercial. Dans *Le Temps*.

Busslinger, L. (2003, 23 janvier). Dix ans et 55 millions plus tard, les symphonies restent hors de la portée de l'Auditorium Stravinski. Dans *Le Temps*.

Christen, J. (1994, 15 novembre). La bombe culturelle peut-être désamorcée. Dans *Journal de Genève*, p. 25.

Christen, J. (1995, 2 juin). Feu vert pour la culture à Montreux sous réserve d'un référendum. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 27.

Christen, J. (1995, 30 août). Montreux étudie un rabais fiscal pour séduire les riches rentiers étrangers. Dans *Journal de Genève*, p. 20.

Christen, J. (1995, 5 septembre). Un cadeau fiscal controversé pour rentiers étrangers. Dans *Journal de Genève*, p. 20.

Clemenzo, J.-Y. (1995, 8 décembre). Les marchés de Noël « à l'allemande » réchauffent la Suisse romande. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 25.

Commission pour sauver l'équipement touristique de Montreux (1965, 5 janvier). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

Commune de Montreux (2008, 13 novembre). *Le Conseil communal vote massivement pour l'annulation de l'initiative populaire « Sauver Montreux 2 »*. Communiqué de presse. Disponible sur : <http://www.commune-de-montreux.ch/communication/13-novembre-non-Sauver-Montreux-2.pdf> (consulté le 23 mai 2011).

Commune de Montreux (2010, 13 septembre). *M. Jean-Claude Doriot a donné sa démission de sa fonction de Conseiller municipal*. Communiqué de presse. Disponible sur : <http://www.commune-de-montreux.ch/communication/Communication-Doriot-14.pdf> (consulté le 24 mai 2011).

Conseil de la Colonie britannique (1950, 6 janvier). Les étrangers et les impôts. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Danesi, M. (2008, 26 avril). Le PS vaudois passe à l'offensive dans l'affaire Doriot-Cantatore. Dans *Le Temps*.

Danesi, M. (2008, 9 juin). Montreux, vertige immobilier sur la Riviera. Dans *Le Temps*.

Danesi, M. (2009, 10 février). Montreux sommé de moderniser son administration. Dans *Le Temps*.

Debraine, L. (1995, 3 octobre). Au bord de la faillite, l'Office du tourisme de Montreux cherche un avenir. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 19.

Debraine, L. (1996, 19 juillet). En proie à une mutinerie, le bateau Montreux part à la dérive. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 8.

Delapierre, R. (1963, 13 septembre). Les « leitmotive » de Montreux : moderniser et se diversifier. Dans *Journal de Genève*, p. 2.

Dentan, P.-A. (1953, 3 décembre). Nombreuses critiques contre la taxe de tourisme. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 4.

Dessimoz, O. (1997, 24 mai). Grâce à un jackpot fiscal, Montreux se refait une santé financière. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 13.

Dupertuis, P.-A. (1992, 26 mai). Dans les chiffres rouges, Montreux cherche de nouveaux contribuables. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 22.

Dupertuis, P.-A. (1992, 13 novembre). Montreux : budget « ceinture ». Dans *Gazette de Lausanne*, p. 23.

Ecuyer, J. (1953, 15 février). Montreux prit son envol aux environs de 1830. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 17.

Emery, A. (1911, 20 avril). Les kursaals suisses et la question des jeux. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Emery, L. (1910, 2 décembre). Les jeux de hasard. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 1.

Emery, L. (1911, 25 avril). La question des jeux. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 1.

Ethenoz, J.-J. (1995, 30 septembre). Montreux refuse un cadeau fiscal aux riches rentiers étrangers. Dans *Journal de Genève*, p. 36.

Ethenoz, J.-J. (1995, 24 novembre). Montreux a mal à sa culture et va devoir faire son autocritique. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 35.

Ethenoz, J.-J. (1995, 15 décembre). La réalité des chiffres a tué le débat sur la culture à Montreux. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 25.

Ethenoz, J.-J. (1996, 11 janvier). La nouvelle Fondation du Festival de jazz de Montreux s'assure l'expérience du CIO. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 10.

Ethenoz, J.-J. (1996, 31 janvier). Montreux cherche une idée avant de relancer sa culture. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 11.

Ethenoz, J.-J. (1996, 29 mars). Office du tourisme de Montreux relancé. Dans *Journal de Genève*, p. 21.

Ethenoz, J.-J. (1996, 28 juin). Syndic de Montreux, Frédy Alt annonce sa démission. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 25.

Ethenoz, J.-J. et Ricci Lempen, S. (1997, 5 avril). Montreux clarifie enfin ses priorités de politique touristique et culturelle. Dans *Journal de Genève*, p. 25.

Felley, E. (2008, 17 juillet). Montreux, autopsie d'une faillite morale. Dans *L'Hebdo*.
Disponible sur : http://web.me.com/politisite/Politisite/Doriot1_Faillite_morale.html (consulté le 24 mai 2011)

Giampetruzzi, S. (2010, 2 juin). Dix ans d'événements et de culture. Dans *Le Régional*.

Horner, O. (2003, 17 juillet). Une longue histoire d'amour-haine. Dans *Le Temps*.

Kohler, E.-A. (1991, 24 mai). Montreux : des ambitions revues à la baisse. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 20.

Lamelmatic S.A. quitte Montreux (1971, 23 novembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 7.

La question de la taxe de séjour (1952, 25 juillet). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 4.

Lauris, A. et Martin, H. (1992, 30 septembre). Un promoteur genevois veut donner un nouveau cœur à Montreux. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 13.

Le jeu dans les kursaals, partie I (1911, 24 mars). Dans *Journal de Genève*, p.4.

Le jeu dans les kursaals, partie II (1911, 26 mars). Dans *Journal de Genève*, p.4.

Le projet de la Tour d'Ivoire à Montreux (1961, 31 janvier). Dans *Journal de Montreux*, p. 4-5.

Le projet Larguier (1996, 15 juin). Dans *Journal de Genève*, p. 23.

Les hôteliers vaudois tiennent leur assemblée générale (1953, 29 septembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Le sursis de la Banque de Montreux (1932, 25 juillet). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

Le tourisme et la culture (1995, 12 décembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 10.

L'inauguration du Montreux (1904, 9 mai). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

Loup (2007, 26 septembre). Montreux : le profil services. Dans *Bilan*.

Mévaux, M.-F. (1993, 20 août). Trop d'investissements à Montreux. Dans *Journal de Genève*, p.14.

Mévaux, M.-F. (1993, 27 août). Polémique autour des étrangers. Dans *Gazette de Lausanne*, p.17.

Mévaux, M.-F. (1993, 16 novembre). Diminuer les prestations en privatisant. Dans *Gazette de Lausanne*, p.19.

Millioud, F. (2007, 8 décembre). Que faire de Montreux en cinq ans de législature. Dans *24 Heures*.

Millioud, F. (2009, 31 mars). Montreux-Vevey Tourisme a besoin d'une rallonge. Dans *24 Heures*.

Monnet, L. (1952, 10 juillet). Un important problème montreusien : la fusion des communes. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 6.

Monnet, L. (1960, 19 avril). Nouvelle forme de tourisme : les instituts et les pensionnats. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 6.

Monnet, L. (1960, 19 août). Les communes montreusiennes étudient les problèmes de leur fusion. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 4.

Monnet, L. (1960, 25 octobre). Les 3 législatifs du cercle de Montreux se prononceront avant le 31 décembre sur la réunification partielle ou totale. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Monnet, L. (1960, 12 novembre). La nouvelle commune de Montreux. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 9.

Monnet, L. (1961, 4 février). Grand projet : une tour de 24 étages s'élèvera peut-être en plein Montreux. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 7.

Monnet, L. (1961, 18 avril). Après le vote des communes montreusiennes, il s'agit maintenant de régler d'importantes questions de détail. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 6.

Monnet, L. (1963, 11 janvier). Bilan et résolutions. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Monnet, L. (1963, 17 avril). Il faut onze millions pour compléter l'équipement touristique montreusien. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Monnet, L. (1965, 2 juillet). Montreux et Vevey vont unir leurs destinées touristiques. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

Monnet, L. (1965, 24 septembre). La vocation économique de Montreux. Tourisme d'abord, industrie ensuite. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 8.

Montreux aura sa tour (1962, 12 février). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Montreux peut envier la ville de La Haye (1965, 10 mars). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 5.

Montreux s'offre un temple de la musique (1993, 24 avril). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 31.

Muret, C. (1973, 24 mars). L'urbanisme de guignol. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 1.

Muret, C. (1973, 18 décembre). Grosse affaire d'infractions économiques. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 7.

Nouvelles du Canton de Vaud (1896, 23 octobre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Nouvelles du Canton de Vaud (1903, 21 août). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 3.

Nouvelles du Canton de Vaud (1908, 6 novembre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Nouvelles du Canton de Vaud (1921, 7 mai). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Noyer, S. (2008, 11 avril). Corruption à Montreux : les dessous bling bling d'une cité en proie à la spéculation immobilière. Dans *Le Régional*, p. 9.

Passer, C. (1993, 14 décembre). A Montreux, on veut désormais la tête de Jean-Luc Larguier. Dans *Le Nouveau Quotidien*, p. 21.

Petits chevaux et maîtres d'hôtel (1900, 12 octobre). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 1.

Recours contre la taxe cantonale du tourisme (1954, 29 janvier). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 2.

Ricci Lempen, S. (1997, 12 septembre). A Montreux, le compromis a gagné. Dans *Gazette de Lausanne*, p. 13.

Roulet, Y. (2001, 7 septembre). Au casino ou sur les pistes, Montreux se bat pour assurer sa vocation de ville des jeux. Dans *Le Temps*.

Russier, S. (2005, 28 mai). Montreux rêve de se doter d'un Hôtel de Ville digne d'un palace. Dans *Le Temps*.

Russier, S. (2006, 22 mai). Montreux n'aura pas son luxueux Hôtel de Ville. Dans *Le Temps*.

TSR Info (2007, 5 juin). Pas de « Montreux-Carlo » pour Franz Weber.

Disponible sur : <http://www.tsr.ch/info/suisse/1134811-pas-de-montreux-carlo-pour-franz-weber.html> (consulté le 23 mai 2011).

Une nouvelle fontaine à Montreux (1970, 23 mai). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 17.

Une saison chargée à Montreux (1950, 10 mai). Dans *Gazette de Lausanne*, p. 4

Un sapin au-dessus de Montreux (1968, 3 janvier). Dans *Journal de Genève*, p. 12.

Un syndic va se retirer (1961, 3 octobre). Dans *Gazette de Lausanne*, p.4.

Verdan, N. (1993, 17 décembre). Avec réticence, Montreux serre la ceinture culturelle. Dans *Journal de Genève*, p. 20.

Rapports

Commune de Montreux (1966). *Rapport de gestion pour l'année 1965*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (1969). *Rapport de gestion pour l'année 1968*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (1991). *Rapport de gestion pour l'année 1990*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (1994). *Rapport de gestion pour l'année 1993*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (1997). *Rapport de gestion pour l'année 1996*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (2005). *Rapport de gestion pour l'année 2004*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (2006). *Rapport de gestion pour l'année 2005*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (2007). *Programme de législature 2006-2011 de la Municipalité*. Disponible sur : <http://www.commune-de-montreux.ch/pdfs/progr-legisl.pdf> (consulté le 11 mai 2011).

Commune de Montreux (2007). *Rapport de gestion pour l'année 2006*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux (2007, 18 avril). *Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18 avril*. Disponible sur : <http://bouquet.romandie.com/get/16539/pv0407.pdf> (consulté le 31 mai 2011).

Commune de Montreux-Châtelard (1901). *Rapport de gestion pour l'année 1900*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1905). *Rapport de gestion pour l'année 1904*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1914). *Rapport de gestion pour l'année 1913*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1915). *Rapport de gestion pour l'année 1914*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1954). *Rapport de gestion pour l'année 1953*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1955). *Rapport de gestion pour l'année 1954*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1956). *Rapport de gestion pour l'année 1955*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1959). *Rapport de gestion pour l'année 1958*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Châtelard (1960). *Rapport de gestion pour l'année 1959*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Planches (1910). *Rapport de gestion pour l'année 1909*. Archives de Montreux.

Commune de Montreux-Planches (1915). *Rapport de gestion pour l'année 1914*. Archives de Montreux.

Conseil administratif du Cercle de Montreux (1911). *Rapport de gestion pour l'année 1910*. Archives de Montreux.

Cour des Comptes du Canton de Vaud (2009). *Audit de la Commune de Montreux en matière d'aliénation et d'acquisition d'immeubles et subsidiairement d'octroi de permis de construire*. Disponible sur :

http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/CE/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/2009/02/284592_Rapport_No2_CdC_%20Montreux_20090209_674129.pdf (consulté le 24 mai 2011).

Montreux-Vevey Tourisme (2009). *Rapport annuel 2008*.

Disponible sur : <http://www.montreux-vevey.com/files/?id=24829> (consulté le 10 mai 2011).

Promove (2008). *Rapport d'activités 2007*.

Disponible sur : <http://www.promove.ch/media/pdf/rapport-annuel-2007-promove.pdf> (consulté le 11 mai 2011).

Sites internet

Affaire Doriot, Cantatore et consorts

URL : http://web.me.com/politisite/Politisite/Doriot_1.html

Archives du Temps

URL : <http://www.letempsarchives.ch>

Archives hôtelières suisses

URL : <http://www.hotelarchiv.ch>

Statistique Suisse – Office Fédéral de la Statistique

URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Base de données des cantons et villes suisses

URL : <http://www.badac.ch>

Canton de Vaud

URL : <http://www.vd.ch>

Commune de Montreux

URL : <http://www.montreux.ch>

Commune de Veytaux

URL : <http://www.veytaux.ch>

Dictionnaire historique de la Suisse

URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/index.php>

Montreux-Vevey Tourisme

URL : <http://www.montreuxriviera.com>

Promotion économique de la Riviera

URL : <http://www.promove.ch>